



Cordaid Rapport annuel 2010

Version abrégée



Cordaid Adresse visiteurs:

Lutherse Burgwal 10
2512 CB The Hague
T +31 (0) 70 3136300

Adresse postale:
P.O. Box 16440
2500 BK The Hague

www.cordaid.nl
cordaid@cordaid.nl

Ce rapport annuel pour 2010 rédigé en français est une version abrégée du rapport annuel de 220 pages pour 2010 rédigé en néerlandais. Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations sur les activités, les programmes et les comptes annuels complets de Cordaid pour 2010, vous pouvez consulter la version néerlandaise du rapport sur le site Internet www.cordaidjaarverslag.nl ou prendre contact avec Cordaid au +31 (0) 70 3136300.



Mission

Chaque personne compte. Les rêves, les idées et les actions de chacun pour créer une société meilleure sont notre source d'inspiration. La dignité de chacun, la solidarité qui exige d'offrir à chaque personne une existence digne, sans considération d'âge, de sexe, d'orientation sexuelle, d'origine, de croyance ou de conviction politique, la subsidiarité selon laquelle les hommes doivent être responsables de leur développement, sans intervention extérieure, et la mission consistant à transmettre la Terre et ses ressources naturelles aux générations suivantes.

Nous croyons dans la dignité humaine et le respect de la diversité. Les hommes sont notre priorité absolue. Nous reconnaissons la capacité des hommes à insuffler des changements positifs dans leur vie. Notre objectif final est donc de permettre à des personnes isolées et marginalisées de retrouver une place dans leur communauté mais aussi au niveau national et international, dans un monde qui nous appartient tous.

Nous interprétons le développement comme un processus dans lequel les rapports de force évoluent, aussi bien à petite échelle, entre les hommes et les organisations, qu'au sein des structures internationales.

Nous coopérons avec des organisations de société civile en quête de changement, qui partagent nos aspirations, qui jouissent d'une légitimité certaine au sein de leur société et qui se savent responsables de la concrétisation des objectifs fixés.

Nous coopérons avec ces organisations de société civile pour permettre les changements sociaux qui contribuent à l'apparition de communautés solides et équitables et à l'émergence de nouveaux mouvements communautaires mondiaux.

Nous proposons une offre de soutien cohérente composée de projets de financement, notamment pour l'aide d'urgence et la reconstruction. Nous stimulons également la sensibilisation et la consolidation dans la société néerlandaise, la coopération au sein de réseaux, l'échange de connaissances, d'informations, d'expériences et de talents ainsi que la construction et l'exercice de l'influence politique.

Nos avons des alliés au sein de la société : donateurs et bénévoles, pouvoirs publics, entreprises et autres organisations de société civile, entretiennent avec nous des relations basées sur le respect des différences et sur des valeurs et des principes communs.

Table des matières

Avant-propos	5	6. Organisation	81
1. Cordaid en quelques mots	7	6.1. Processus	81
2. Cordaid en 2010	8	6.2. Efficacité	81
2.1. Développements importants	8	6.3. Gestion des risques	81
2.2. Faits essentiels et retour sur la période 2007-2010	10	6.4. Structure	82
3. Le processus programmatique	14	7. Apprendre et améliorer/Echange de connaissances	84
3.1. Action programmatique	14	7.1. Linking & learning	84
3.2. Renouvellement programmatique	14	7.2. Evaluations de programme	85
3.3. Renforcement des capacités	18	7.3. Evaluations de projet	86
3.4. Politique de partenariat	20	7.4. Evaluation Participative de l'Impact	86
4. Résultats des programmes	24	7.5. Cas de fraude	87
4.1. Minorités/Identité et diversité	25	Annexes	88
4.2. Habitants des bidonvilles	30	1. Pays de concentration avec dépenses par programme	88
4.3. Femmes et violence	35		
4.4. Prévention des désastres et aide d'urgence	39		
4.5. Réconciliation et reconstruction	44		
4.6. Accès aux soins de santé	50		
4.7. Soins des groupes vulnérables	57		
4.8. VIH/Sida	62		
4.9. Petits producteurs	67		
4.10. Microfinance	73		
5. Activités aux Pays-Bas	77		
5.1. Donateurs et bénévoles	77		
5.2. Information et éducation au développement	77		
5.3. Lobbying	77		
5.4. Initiatives privées	78		
5.5. Relations de coopération	78		

Avant-propos

Le tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier a immédiatement bouleversé l'agenda de Cordaid. L'action que nous menons depuis de nombreuses années auprès de nos partenaires haïtiens nous a permis de participer activement aux opérations d'aide et d'organiser une collecte de fonds aux Pays-Bas. Les inondations qui ont touché le Pakistan pendant l'été ont également été suivies d'actions.

Les deux évènements ont mis en avant l'implication de Cordaid en matière d'aide d'urgence et de reconstruction. En dépit des causes structurelles liées à la pauvreté et aux inégalités, Cordaid continue inlassablement de réagir aux appels à l'aide lancés par les victimes de catastrophes.

Nous avons investi beaucoup d'énergie dans la demande de subvention introduite auprès du gouvernement néerlandais. La subvention obtenue par Cordaid occupe la quatrième place sur les dix-neuf demandes honorées. La maigre subvention marque une rupture dans le soutien politique envers la coopération au développement et les organisations privées d'aide au développement en particulier.

Dès la fin de l'année 2010, des économies considérables ont dû être réalisées et le travail de plusieurs centaines de partenaires Cordaid a été remis en question. Le financement de leurs activités a dû être sévèrement limité voire complètement arrêté. Des partenariats de plusieurs années ont pris fin du jour au lendemain.

Ces évènements ont laissé des traces sur l'organisation et ses employés. Ces dernières années, Cordaid était devenue beaucoup plus qu'un simple investisseur (interchangeable) pour de nombreux partenaires. C'est notamment le cas

pour les partenaires établis dans des zones de conflit ainsi que pour les personnes et les organisations devant travailler dans leur propre pays, souvent dans des conditions difficiles et face à l'adversité, sans pour autant jamais abandonner.

La rupture du soutien politique est un signal envoyé à l'organisation pour repenser son fonctionnement. Le nouveau plan stratégique permet d'ores et déjà de deviner les futurs contours de l'organisation. Le concept des *Communautés de changement* dessine un nouveau rôle pour Cordaid. Les investissements dans le développement de nos connaissances et de notre place dans le réseau mondial de partenaires prouvent que Cordaid aspire à être davantage qu'un simple investisseur. La création d'un bureau consacré à l'acquisition de nouvelles sources de financements pour les programmes de Cordaid (et de ses partenaires) démontre que l'organisation souhaite diversifier son financement. Nous allons mettre tout en œuvre pour concrétiser ces efforts dans les années qui viennent.

Plus d'un milliard de personnes vivent encore aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Des changements sociaux et politiques majeurs au Nord comme au Sud sont indispensables pour trouver une réponse aux défis colossaux que représentent le changement climatique, la migration, la sécurité alimentaire, la raréfaction de l'énergie et des matières premières. En outre, Cordaid continue à remplir son rôle de partenaire des organisations de société civile aux quatre coins du monde.

Ce rapport annuel revient sur les évènements de 2010. Les activités de lutte contre la pauvreté, construction de la société et influence sur la politique ont suivi leur cours, les résultats (mais aussi les projets moins fructueux ou ratés) vont suivre. La fin de cette période stratégique 2007-2010 est également l'occasion de revenir sur l'ensemble de la période et de présenter les résultats enregistrés.

Ces résultats ont été obtenus grâce aux efforts des employé(e)s de Cordaid à La Haye (NL), au Soudan, en RD du Congo, à Haïti, au Pakistan, au Zimbabwe, au Sri Lanka, en République centrafricaine, en Indonésie, en Afghanistan, en Israël, dans les territoires palestiniens, au Guatemala...

La Direction et le Comité de Surveillance souhaitent remercier chacune de ces personnes pour leurs efforts et leur persévérance tout au long de cette année difficile.

René Grotenhuis
Directeur général

Frans Slangen
Président du Comité
de Surveillance



Cordaid en quelques mots

Toujours y croire...

Cordaid est née fin 1999 de la fusion des ONG Memisa, Mensen in Nood et Vastenactie/Bilance. Notre action s'inspire de la doctrine sociale catholique – dignité humaine et respect de la diversité, solidarité internationale, environnement favorable à l'apparition de la notion de responsabilité et préservation des biens publics mondiaux. Cordaid n'exclue personne et travaille avec des partenaires et des groupes cibles de toutes confessions, sans distinction ethnique ou de sexe, de préférence sexuelle ou de conviction politique.

La place de Cordaid dans la coopération au développement

Cordaid affiche près de 100 ans d'expérience dans l'aide d'urgence. Tout a commencé en 1914 avec l'accueil des réfugiés de guerre belges. L'action de Cordaid englobe depuis plusieurs décennies l'aide d'urgence, la reconstruction et l'aide structurelle contre la pauvreté. A cet effet, le réseau d'organisations et d'institutions romanes catholiques dont dispose Cordaid joue un rôle majeur.

Aux Pays-Bas, Cordaid peut compter sur une base de 421

000 donateurs actifs, 22 500 bénévoles, toutes sortes de groupes (groupes paroissiaux, organisations d'immigrés et initiatives privées) et environ 550 000 écoliers, sans oublier la coopération croissante avec des entreprises et des institutions privées.

Plan stratégique de Cordaid entre 2007 et 2010

La pauvreté est souvent la conséquence des inégalités dans les rapports de force, de l'exclusion et de l'injustice. Les inégalités dans les rapports de force sont enracinées dans les institutions, mais aussi dans les traditions et les rites culturels. Cordaid et ses partenaires sont persuadés que les hommes sont capables de changer le cours de leur existence et de se construire une place à part entière dans la société.

Il faut présenter un front uni pour changer les rapports de force. Nous devons donc rassembler les énergies disponibles, en faisant la part belle aux notions de coopération, partenariat et complémentarité.

Partenaires

Cordaid choisit ses partenaires en fonction de leur vision à long terme, de leurs principes, mais aussi de leurs objectifs et de leurs capacités. Les organisations religieuses et apparentées représentent environ la moitié des quelque 890 partenaires répartis dans 28 pays (à la fin 2010). Les nouveaux partenaires sont minutieusement testés. Là où les capacités de l'organisation sont jugées insuffisantes, un processus d'optimisation est mis en place. Les déplacements, les rapports, la comptabilité externe et les évaluations permettent à Cordaid de suivre au plus près les développements.

Quatre activités fondamentales

Cordaid distingue quatre activités fondamentales : financement, linking & learning, lobbying et implication sociale dans la société néerlandaise.

Le linking & learning vise à renforcer les capacités d'apprentissage et d'innovation des partenaires par l'échange d'expériences, la recherche, l'innovation, les évaluations, les publications et autres réunions d'apprentissage.

Cordaid permet à ses partenaires de faire du lobbying. Cordaid exerce également des activités de lobbying, soit à la demande et en coopération avec ses partenaires du Sud, soit de son propre chef.

L'implication sociale de Cordaid regroupe les activités de collecte de fonds, le soutien à certaines initiatives aux Pays-Bas, la coopération avec les organisations d'immigrés, les activités éducatives et les partenariats avec les entreprises et les institutions néerlandaises.

Collecte de fonds

Aux Pays-Bas, Cordaid peut compter sur le soutien de dizaines d'entreprises et d'institutions. Cordaid se présente aux Pays-Bas par le biais de fonds pour les soins de santé, l'aide d'urgence, les enfants des bidonvilles, la lutte contre la pauvreté aux Pays-Bas, le microcrédit pour petits entrepreneurs et les projets de petite envergure des organisations religieuses.

Cordaid reçoit également des contributions du gouvernement néerlandais, de l'Union européenne, des Nations Unies, de Caritas Internationalis, de fonds patrimoniaux et de beaucoup d'autres institutions et organisations.

Depuis le 13 janvier, l'organisation a utilisé énormément de ressources pour venir en aide à la population haïtienne puis les inondations au Pakistan ont exigé, elles aussi, l'intervention de Cordaid. Deux appels publics à la générosité ont permis à Cordaid de récolter plus de 34 millions d'euros.

Cordaid est toujours présente en Uruzgan (province d'Afghanistan), le départ des troupes néerlandaises n'a pas changé la feuille de route de l'organisation.

La voix du « Sud » a été prise en compte, essentiellement via des consultations de partenaires, dans la rédaction du plan stratégique pour 2011-2015. Un Comité Consultatif International a été créé.

Autre point important pour Cordaid et ses partenaires : la création d'une unité, qui étudie les nouvelles sources de financement et doit renforcer la position des partenaires dans le secteur du *financement direct*.

2.1. Développements importants

Haïti

Le 12 janvier, dans l'après-midi, Haïti a été frappé par le plus important tremblement de terre de son histoire, avec des conséquences dramatiques : plus de 220 000 morts, plus de 300 000 blessés, près de 200 000 maisons détruites/endommagées, un million de sans-abri. Vingt millions de mètres cubes de décombres.

Cœur et raison

Pour Cordaid, la pauvreté n'est pas une fatalité. Ce sont presque toujours les déséquilibres du pouvoir économique/politique et les inégalités entre les hommes et les femmes qui sont à l'origine de la pauvreté. Mais Cordaid est également sensible aux besoins des hommes, comme aujourd'hui à Haïti. Une coopération au développement sans compassion est une coopération au développement sans cœur. Le cœur et la raison doivent aller de pair dans l'aide d'urgence, la reconstruction et le développement structurel.

Fin 2010, Cordaid et treize partenaires avaient dépensé 27,4 millions d'euros. L'aide d'urgence consistait à distribuer de la nourriture, de l'eau et des tentes pour environ 268 000 personnes. Des équipes médicales venues de l'étranger ont offert une aide opératoire pendant les premières semaines. Trois organisations partenaires ont reçu les moyens de remettre leurs bureaux sur pied ou d'emménager dans de nouveaux locaux.

L'aide médicale est passée progressivement de la fourniture de soins d'urgence à la construction de cliniques mobiles et fixes pour les camps de réfugiés ainsi que la réparation des structures existantes. Le groupe cible totalisait 275 000 personnes, essentiellement des femmes et des enfants. Mi-2010, une aide psycho-sociale a pu être proposée, avec la formation de professionnels en santé mentale et la création d'un système consistant à aiguiller les patients vers les professionnels de santé appropriés. Cordaid a également contribué, via ses partenaires, à la lutte contre l'épidémie de choléra qui a sévi plus tard dans l'année.

L'essentiel des efforts de Cordaid se concentre sur la question du logement. L'approche adoptée en la matière se divise en plusieurs phases : installation d'abris d'urgence (tentes/bâches), création d'abris de transition avec équipement sanitaire puis construction de 8 500 logements dans les années à venir. Les maisons préconstruites sont érigées par la population locale, sous la supervision de cinquante menuisiers et menuisières formés sur place. Les comités d'habitants créés par Cordaid dans les villes et les campagnes participent au choix des personnes pouvant bénéficier de ces logements.

Pakistan

Combien de catastrophes un peuple peut-il endurer ? La population établie au nord-ouest du Pakistan a été touchée par un important tremblement de terre en 2005. En 2009, un million et demi de personnes ont fui la vallée de Swat et les combats qui opposaient l'armée gouvernementale aux

Talibans. L'année suivante, des inondations dévastatrices balaient le pays.

Cordaid était déjà présente au Pakistan pour venir en aide aux réfugiés de la vallée de Swat. Unique ONG internationale présente dans la région, Cordaid disposait de la structure et des autorisations pour venir immédiatement en aide aux victimes des inondations. Cordaid a débloqué des moyens sans attendre, de manière à pouvoir déployer quatre cliniques mobiles quelques heures après la catastrophe et distribuer des couchages, des kits de cuisine et d'hygiène dans les jours qui ont suivi. Fin 2010, Cordaid avait consacré 4,3 millions d'euros pour l'aide médicale, l'approvisionnement en eau, la distribution de denrées non alimentaires, le logement et la relance de l'agriculture.

Afghanistan

En 2010, des investissements ont été effectués dans l'agriculture et les soins de santé, mais surtout dans la construction de la société.

Le 25 septembre, Cordaid a lancé, aux côtés d'autres participants au Dutch Consortium Uruzgan (DCU), le site Internet www.dutchconsortiumuruzgan.nl, qui propose des informations sur les activités menées en Uruzgan. En collaboration avec le *Kroc Institute de l'université Notre Dame (USA)*, Cordaid a publié un rapport sur les conséquences possibles des négociations avec les Talibans pour les femmes afghanes.

Influence du « Sud »

En 2010, la voix du « Sud » a pris une place prépondérante chez Cordaid. Des experts internationaux ont influencé les

Résultats en Uruzgan

Les développements qui ont eu lieu dans la province de l'Uruzgan sont inédits à l'échelle afghane. Il y a quelques années encore, les filles n'étaient quasiment jamais scolarisées. Aujourd'hui, 45 jeunes filles suivent une formation d'infirmière, de sage-femme ou de pharmacienne. Dans le sillage des forces armées néerlandaises et australiennes, de plus en plus d'ONG se sont installées en Uruzgan. On en dénombre plus de cinquante à l'heure actuelle. Elles insistent sur leur indépendance par rapport aux militaires et sur leur impartialité. La réussite de ce travail de développement n'est pas passée inaperçue. Les leaders locaux cherchent aujourd'hui à coopérer avec les ONG.

L'immense majorité des 313 000 habitants a accès aux soins de base et à l'eau potable. En 2009, plus de 90 % des femmes/enfants étaient vaccinés contre le tétanos/les maladies infantiles (40 % en 2006). Les agriculteurs ont reçu de l'aide pour abandonner la culture du pavot au profit d'autres cultures, des puits à eau et des canaux d'irrigation ont été creusés ou restaurés. Le nombre d'école a triplé et la région compte désormais cent établissements scolaires. Le DCU a créé des « classes de rattrapage » pour les enfants déscolarisés pendant le régime Taliban, auxquelles participent 4 000 enfants, dont 1 000 filles.

décisions de Cordaid via le *Comité Consultatif International (CCI)*, qui s'est réuni à deux reprises en 2010. Cordaid a rédigé un rapport des réunions et un résumé des recommandations. Ces informations ont notamment été diffusées via le site Internet des partenaires.

Près de 450 partenaires/parties prenantes ont participé à l'élaboration du plan stratégique pour 2011-2015 via 32 réunions avec les partenaires et cinq grandes conférences de travail. Une page spéciale sur le site Internet des partenaires a permis à ces derniers de suivre l'avancée du processus et d'entamer le dialogue avec Cordaid sur les décisions stratégiques.

Funding Access Support Team - FAST (Equipe d'aide à l'accès au financement)

De nombreux partenaires (Cordaid compris) ne disposent pas d'informations suffisantes sur les fonds des institutions et des donateurs internationaux et/ou n'ont pas la capacité nécessaire pour en profiter. C'est pourquoi Cordaid a créé en 2010 une unité FAST indépendante pour renforcer la position des partenaires en matière de *financement direct*. Cette initiative a permis de découvrir et d'exploiter de nouvelles opportunités de financement et de développer la capacité des partenaires et de l'organisation même.

Plan stratégique pour 2011-2015

L'alliance « Ensemble pour le changement : *Communautés de Changement* », composée de Cordaid (porte-parole), Mensen met een Missie, IKV Pax Christi, Impunity Watch, la Croix Rouge néerlandaise, Wemos et BothENDS, a introduit fin 2009 une première demande de subvention auprès du

ministère, sanctionnée par un score de qualité élevé. Au final, seulement 67 % du montant demandé (327 millions d'euros) ont été attribués en raison des mesures d'économie prises par le gouvernement néerlandais. Cordaid a donc été contrainte de réduire les budgets et de supprimer des pays et des programmes.

Cordaid participe à l'alliance *Partners for Resilience* (dont elle est cofondatrice), qui cherche à réduire les risques de catastrophes liés au climat dans les pays/régions vulnérables sous l'égide de la Croix Rouge néerlandaise. Cordaid est également membre de l'alliance *Connect for Change*, qui vise à utiliser des solutions ICT dans le secteur de la coopération au développement sous l'égide de l'*International Institute for Communication and Development*.

La première alliance a reçu 35,7 millions d'euros (56 % de la somme demandée), dont environ 13 millions d'euros pour Cordaid. L'autre alliance a reçu 62 % de la subvention demandée, c'est-à-dire 41 millions d'euros, dont plus de 6 millions d'euros pour Cordaid.

2.2. Faits essentiels et retour sur la période 2007-2010

Faits essentiels

Résultats	2007	2008	2009	Réalisation 2010	Planification 2007-2010	Réalisation 2007-2010
Nombre de consultations de partenaires	41	41	56	63	200	201
Personnel à temps plein	270	278	267	265	254	264
% de femmes dans des postes de direction	44	50	50	50	50	50
% des frais de réalisation (hors G&A)	7,3	8,1	7,6	7,6	7,5	7,7
% des frais de collecte de fonds (hors G&A)	14,2	13,2	13,6	11,4	14,7	13,2
% des frais de gestion & administration	2,0	1,6	2,1	2,1	< 2,5	1,9
% des demandes traitées dans les trois mois	74	76	82	71	90	76
% des rapports traités dans les trois mois	68	64	75	67	90	69
Nombre de partenaires dans le fichier	1064	1070	1186	889	n/a	
% de nouveaux partenaires	15	12	11	7	Per year 10%	11,3%
% d'organisations de femmes	10,3	10,7	9,5	9,6	20	10
Total des dépenses en millions €	165,4	151,9	157,1	149,3	641,6	623,7
% des partenaires religieux et apparentés	52	46	50	45	45	48
Collecte de fonds auprès des particuliers en millions €	37,9	38,4	41,8	34,3	37,3	38,1
Nombre de nouveaux donateurs	56.200	47.000	27.500	25.700	> 120.000	156.400
Nombre d'écoliers bénéficiant des kits de lecture	578.400	551.500	565.000	551.000	450.000	561.000
Nombre d'évaluations de programme	10	7	5	1	> 20	23
Nombre d'évaluations de projet	81	81	70	75	> 400	306
% d'évaluations de projet de qualité suffisante	91	82	80	83	> 85%	84%

Retour sur la période entre 2007 et 2010

Efficacité/productivité

Les frais de réalisation sont restés relativement stables durant toute cette période, tout comme les frais de collecte de fonds, à l'exception de l'année 2010 où le pourcentage a fortement baissé en raison du report des investissements.

Depuis 2007, nous cherchons à accroître la productivité mais les résultats ont été insuffisants en raison de l'évolution des salaires et ce, malgré les nombreuses mesures adoptées. Ces deux dernières années, un système plus efficace de traitement des données a été mis en place et un projet d'accroissement de l'efficacité des processus a également été lancé.

Malgré tous nos efforts, l'objectif de traiter 90 % des demandes/rapports dans les trois mois n'a toujours pas été atteint. Dans le cadre des demandes introduites par les partenaires, Cordaid cherche généralement à obtenir des informations supplémentaires, ce qui augmente la durée de traitement de ces demandes. En ce qui concerne les rapports, Cordaid essaie de dialoguer avec les partenaires avant de boucler le processus, ce qui peut également rallonger le délai de traitement.

La méthode programmatique

Cordaid applique depuis 2007 la méthode programmatique, où les financements individuels axés sur des projets laissent la place à un ensemble cohérent de partenaires, de stratégies d'intervention, de thèmes et de financements. L'approche programmatique a pris une place de plus en plus importante, comme en attestent les moyens humains et financiers que Cordaid y consacre.

Bien que cette approche n'ait pas offert les mêmes résultats partout, des progrès considérables ont été réalisés dans de nombreux pays au fil des années. Dans beaucoup de cas, la méthode programmatique tend, selon la terminologie de Cordaid, vers une *Communauté de Changement*. Le chapitre 4 présente plusieurs exemples de ce phénomène.

Financement stratégique

Entre 2007 et 2010, Cordaid a dépensé 623,7 millions d'euros. Ce montant correspond aux prévisions des plans annuels. Les écarts éventuels ont été expliqués dans les rapports annuels. La majorité de ces écarts étant liée à des revenus supplémentaires imprévus.

Les organisations de type intermédiaire ont continué de dominer le fichier de partenaires, même si leur part est passée de 60 à 50 % ; la part des organisations en gestion directe a suivi la courbe des missions d'aide d'urgence et s'élevait à 25 % ; les réseaux/organisations fédératrices ont gagné en importance, leur part oscillant aux alentours de 10 % ; les instituts de service ont reçu environ 6 % des contributions.

Le glissement recherché de la lutte directe contre la pauvreté (LDP) vers la construction de la société (CS) et l'influence sur la politique (IP) a été en grande partie atteint. Le pourcentage des dépenses en matière de LDP a baissé (55 % en 2007 contre 45 % en 2010), tandis que les pourcentages des dépenses en matière de CS et d'IP ont tous deux augmenté pour atteindre respectivement 38 et 17 %. Le pourcentage des dépenses en matière d'IP demeure le plus éloigné de l'objectif fixé de 21 %.

Linking & learning

Pendant cette période, 161 missions de linking & learning ont été lancées, offrant une grande marge de manœuvre aux partenaires pour modeler les missions de manière à accumuler l'expérience. Les résultats de l'analyse externe qui a été conduite ne furent donc pas surprenants : les missions n'étaient pas suffisamment en phase avec le niveau stratégique de Cordaid et affichaient une portée insuffisante. Le nouveau plan pluriannuel doit donc permettre un recentrage de notre action.

Lobbying

Les thèmes du lobbying sont de plus en plus souvent examinés dans de larges coalitions, où le niveau local/national côtoie le niveau international. Prenons les exemples du nord-est de l'Inde (voir paragraphe 4.1), du lobbying autour des Dalits (4.4), de la *Coalition of European Lobbies for Eastern African Pastoralism* – CELEP (4.5), de la crise du personnel dans le secteur de la santé (4.6) et du GRASP (4.9). L'enquête avec lobbying autour de l'espace politique pour la société civile a fait autorité (voir 4.5).

Consolidation et donateurs

Pour augmenter la plateforme de coopération internationale aux Pays-Bas, Cordaid a développé de nombreuses activités pour informer et inspirer les personnes. Des campagnes publiques, des événements, des activités éducatives en école, des billets d'humeur et des débats ont permis de susciter l'intérêt pour la coopération au développement voire de transformer cet intérêt en implication concrète. Le directeur de Cordaid lui-même a souligné l'importance de la coopération au développement dans ses ouvrages, ses arti-

cles et ses interventions radio et télévisées. Cependant, Cordaid a dû faire face à un effritement du soutien politique et public pour la coopération au développement et les initiatives privées.

Renouvellement programmatique : genre, collecte de fonds locale, VIH/Sida, monitoring

A mi-chemin dans la période stratégique, Cordaid a constaté que le thème des inégalités entre les genres était en passe de disparaître. De nouvelles activités ont été développées pour remettre le thème au centre des débats. Nous n'y sommes pas suffisamment parvenus, comme le suggère le paragraphe 3.2. Cordaid a donc réservé au thème des inégalités entre les genres une place de premier ordre dans son nouveau plan stratégique.

Le thème de la collecte de fonds locale a été largement abordé via les études de marché, les formations et l'encadrement relatifs à la collecte de fonds (inter)nationaux. La création en 2010 d'une unité FAST spéciale a donné une nouvelle impulsion à l'indépendance financière des partenaires.

Dans les années 2007-2010, en moyenne 20 % des partenaires soutenus travaillaient de façon active à l'intégration interne et externe de la question du VIH/Sida. Cordaid a réalisé des missions d'intégration dans une dizaine de pays africains et asiatiques, en étroite collaboration avec Stop Aids Now!. Une évaluation a mis en évidence le fait que, dans la plupart des pays, les interventions de Cordaid ont contribué au développement de *politiques relatives à la question du VIH/Sida sur le lieu de travail*, même si l'application de ces politiques reste un point sensible. Cordaid conti-

nuera également dans les années à venir à porter une attention particulière aux effets du VIH/Sida sur les organisations et les projets.

Avant 2008, le monitoring consistait essentiellement à suivre les dépenses gouvernementales, surtout en matière de santé. A partir de 2008, la situation a changé. Dès lors, le monitoring consistait également à surveiller l'application des lois et des règlements, les budgets alloués à l'agriculture et la santé, les activités d'extraction (pétrole, uranium), la qualité de l'eau potable, etc. Le monitoring offrait également les informations nécessaires à l'exercice d'un lobbying basé sur les faits. Les activités de monitoring/lobbying vont être poursuivies et renforcées dans les cinq années à venir.

Evaluations

Au cours de la période 2007-2010, 23 évaluations de programme et 306 évaluations de projet ont été conduites. Le financement Cordaid correspondant s'élevait à 275 millions d'euros, soit 44 % des dépenses totales.

Parmi les évaluations de programme, plus de 70 % ont affiché une qualité suffisante, contre 84 % des évaluations de projet (même si ces dernières ont été soumises à un test de qualité limité). Les projets/partenaires concernés par les évaluations qualifiées de « suffisantes » ont, à leur tour, été examinés : les évaluateurs ont rendu une évaluation positive pour 87 % des projets/partenaires examinés dans les évaluations de programme/projet (voir chapitre 7).

Résultats/impact

Que peut-on dire au bout de quatre ans sur les résultats obtenus et l'impact réel de plus de 3 500 financements régu-

liers par rapport aux résultats escomptés ?

Cordaid présente les résultats (et l'impact) obtenus de deux manières : en réalisant des évaluations de programme et de projet (voir ci-dessus) et en comparant les résultats obtenus aux résultats escomptés. Entre 2008 et 2010, 1 760 projets clôturés ont été étudiés afin de déterminer la mesure dans laquelle les objectifs avaient été atteints. Une concrétisation de 80 % minimum des objectifs est considérée comme un bon résultat, entre 60 et 80 % correspond à un résultat suffisant, moins de 60 % représente en revanche un résultat insuffisant. Or, 85 % des projets clôturés avaient obtenu un résultat bon/suffisant, selon cette norme, contre 15 % de résultats insuffisants.

Grosso modo, les évaluations et les projets clôturés permettent d'affirmer que 15 % des financements ont offert des performances oscillant entre « insuffisant » et « minimum ». 85 % des financements ont donc offert des performances oscillant entre « satisfaisant » et « bon », « satisfaisant » étant le score majoritaire, ce qui signifie que la qualité de certains éléments de ces projets peut être considérée comme « insuffisante ».

Ce rapport conclusif sur 2007-2011 offre l'occasion rêvée de revenir sur la période mais aussi d'éclairer d'un jour nouveau l'action programmatique de Cordaid et les résultats obtenus par l'organisation. A cette fin, l'approche programmatique de Cordaid est décrite dans le chapitre 4 sur la base des interventions développées depuis 2007. Des cas concrets ont été intégrés dans le rapport pour illustrer les résultats ou l'impact des financements de projet.

Les projets moins fructueux ou partiellement/entièrement ratés sont également pris en compte.



Le processus programmatique

3.1. Action programmatique

Cordaid a beaucoup évolué au cours de la dernière décennie. Elle a abandonné le financement par projet (toujours disponible au sein du programme Aide d'urgence) pour passer au financement/renforcement institutionnel des organisations partenaires avant d'adopter la méthode programmatique, avec les *Communautés de Changement*.

Dans sa stratégie 2007-2010, Cordaid a opté pour une action programmatique, ce qui signifie que les programmes sont associés à une *théorie du changement* claire dans le but d'intégrer les groupes vulnérables dans la société et de permettre les changements nécessaires dans les rapports de force. Toute action programmatique conduit à une coopération ciblée : le choix du partenaire et la forme du partenariat pour amorcer les changements nécessaires reposent sur une vision commune de l'exclusion et de la pauvreté, sur les besoins des partenaires et des autres acteurs ainsi que sur les opportunités offertes par le contexte.

Peu à peu, l'approche programmatique a pris de l'ampleur. Ce qui a commencé comme un rapprochement de partenaires pour appliquer un (sous-)programme commun a évolué au cours des dernières années pour donner naissance à une coalition d'acteurs, réunis autour d'une analyse, d'un programme et d'un objectif communs. Cette coopération ne s'arrête pas aux organisations de société civile et aux ONG, elle englobe également les établissements d'enseignement, les entreprises et les services publics, certaines ramifications s'étendant aux assemblées et aux partenaires (de lobbying) régionaux et internationaux.

Cette forme de coopération a été traduite par Cordaid dans le concept des *Communautés de Changement* (CdC), qui approfondissent les principes de la méthode programmatique. Le concept sera développé et testé plus en profondeur dans les années à venir aux côtés de partenaires/parties prenantes. Il contient des éléments tels que la définition d'un calendrier commun, la création d'un réseau mondial et le partage des responsabilités. Cordaid peut remplir plusieurs rôles dans une CdC : participant coresponsable, (co)financier des activités des CdC et des partenaires participant, organisateur de réunions et initiateur de missions de linking & learning, mandataire de savoir-faire et acteur en matière d'influence sur la politique. Telles sont les principales orientations et approches de Cordaid et de l'Alliance « Ensemble pour le changement : *Communautés de Changement* » jusque 2015.

3.2. Renouvellement programmatique

Dans le cadre de sa méthode programmatique, Cordaid a accordé une attention particulière aux thèmes du genre, de la collecte de fonds locale, du monitoring des autorités et des entreprises et de l'intégration de la problématique du VIH/Sida.

La question du genre

Le fichier de partenaires compte 85 organisations de femmes, c'est-à-dire près de 30 organisations de moins par rapport à 2009. En termes de pourcentage, cela représente une consolidation au niveau (trop bas) de 9,6 %. Cet indicateur ne reflète que partiellement les efforts de Cordaid en matière de sensibilité et d'égalité dans les questions de genre, comme vous pouvez le constater ci-après.

Sensibilité aux questions de genre

Cordaid a conduit une analyse relative aux questions de genre qui permet de classer les organisations en fonction de leur sensibilité aux questions de genre. Ces analyses montrent que 54 % des partenaires peuvent être qualifiés de « sensibles aux questions de genre », un pourcentage 10 % supérieur aux résultats enregistrés au cours des trois années précédentes.

Le programme Femmes et violence concentre l'essentiel des connaissances de Cordaid sur les questions de genre. Ce programme a permis d'intégrer dans le rapport annuel des principes directeurs sur la question du genre et des droits des femmes et de définir le cadre d'un plan de lobbying sur *le leadership des femmes et leur participation au processus décisionnel*.

En septembre, une réunion informative a été organisée au niveau de Cordaid autour du rôle/de l'implication sur le thème « les femmes comme *agents de changement* ». Les propositions tirées de cette réunion seront développées en 2011. Une feuille de route sur la politique à suivre en matière de « *Genre, de Disaster Risk Reduction et d'adaptation aux changements climatiques* » a également été rédigée afin de stimuler l'intégration de la question du genre dans le programme en question.

Renforcement de la capacité externe

Pendant « l'examen » des propositions de financement, nous avons relevé que 41 % des 482 partenaires travaillaient déjà à l'intégration des questions de genre/diversité. Ce pourcentage est quasiment égal à celui de 2008 et légèrement supérieur à celui de 2009 (37 %).

Le renforcement des capacités des partenaires couvre plusieurs terrains. Prenons les deux exemples suivants :

- Women's World Banking (WWB), un réseau mondial composé de 40 institutions de microfinance/banques totalisant 20 millions de clients (dont trois quarts de femmes), cherche à développer des indicateurs permettant aux institutions de microfinance de démontrer l'impact de leurs prêts sur les clientes. WWB va militer pour que ces indicateurs deviennent des standards internationaux.
- En 2009, Justitia & Pax Pays-Bas a conduit, avec le soutien de Cordaid, une étude sur l'intégration de la question du genre dans les processus de DDR (Démobilisation, Désarmement et Réintégration) en RD du Congo. A la demande de Cordaid, une enquête complémentaire est actuellement conduite pour tester la pertinence et l'efficacité des recommandations présentées dans l'étude. Pour ce faire, la législation congolaise doit être inventoriée. L'enquête doit permettre de mieux comprendre les opportunités pour les femmes d'accéder aux programmes de DDR.

Résultats sur les questions de genre et missions de renforcement des capacités entre 2007 et 2010

Depuis 2004, Cordaid applique une analyse de genre qui examine, en s'appuyant sur quatre dimensions (*position/relating, thinking & learning, doing, being*), les capacités et les besoins de renforcement éventuels. Pour la période 2007-2010, les résultats de deux analyses consécutives sont disponibles pour 224 partenaires.

Evolution des résultats sur les questions de genre entre 2007 et 2010

	Afrique		Asie		Amérique Latine		Monde		Total	
	abs.	en %	abs.	en %	abs.	en %	abs.	en %	abs.	en %
Stable	44	40	22	42	22	50	10	59	98	44
Amélioration	36	33	18	34	13	30	6	35	73	33
Dégradation	30	27	13	24	9	20	1	6	53	23
Total	110	100	53	100	44	100	17	100	224	100

Les partenaires néerlandais/mondiaux ont obtenu des résultats suffisants, l'Asie affiche des résultats à la limite entre suffisant/insuffisant, les résultats de l'Amérique latine oscillent entre très suffisants et très insuffisants, tandis que l'Afrique présente des résultats insuffisants dans son ensemble.

Le tableau démontre que la question des genres ne s'intègre que très progressivement dans l'organisation, les stratégies et les projets des partenaires. En gros, un tiers des partenaires présentent une amélioration, tandis que près d'un quart des partenaires affichent un recul au niveau de la sensibilité aux questions de genre.

Des accords relatifs au renforcement de la capacité sur les questions de genre ont été conclus avec près de soixante-dix partenaires en 2007-2008. Une analyse complémentaire a été réalisée pour étudier les résultats obtenus par vingt de ces partenaires.

Evolution des résultats sur les questions de genre entre 2007 et 2010 en termes de renforcement des capacités

	Résultat pour toutes les analyses de genre en % (n= 224)	Résultat sans renforcement des capacités (n=204)	Résultat avec renforcement des capacités (n=20)	Différence sans/avec le renforcement des capacités
Stable	44	44	40	-4%
Amélioration	33	31	45	+14%
Dégradation	23	25	15	-10%
Total	100%	100%	100%	

Le tableau indique que les missions de renforcement des capacités en matière de genre conduisent à une augmentation de 14 % du nombre de partenaires enregistrant une amélioration des résultats. Ce pourcentage modeste illustre le développement difficile de la sensibilité aux questions de genre dans un contexte où plusieurs forces/acteurs s'opposent aux changements dans les rapports entre les genres. Ajoutons cependant que l'analyse n'a pas tenu compte (et ne peut pas tenir compte) des effets que certains développements, comme les initiatives prises par d'autres donateurs/acteurs, ont eu sur les résultats relatifs aux questions de genre.

Au sein des programmes, la question du genre se manifeste essentiellement par une attention particulière pour les droits des femmes et la lutte contre la violence faite aux femmes, le renforcement de la position économique des femmes et la stimulation de la participation des femmes dans les processus sociaux/politiques.

Lutte contre la violence faite aux femmes/droits des femmes

Les défenseurs des droits des femmes ressentent de plus en plus les conséquences du fondamentalisme religieux et des mesures de contre-terrorisme. Cordaid a octroyé une contribution à l'association **Urgent Action Fund for Women's Human Rights** pour venir en aide aux activistes des droits des femmes et à leurs organisations.

En 2009, 40 000 plaintes ont été déposées au **Guatemala** pour violence domestique. La loi condamne la violence domestique, mais l'application de cette loi laisse beaucoup à désirer. L'organisation *Tierra Viva* cherche à lutter

contre l'impunité des auteurs et milite pour l'*émancipation* des femmes en diffusant des informations sur les droits des femmes et les droits civiques, la formation d'organisations et le lobbying pour l'amélioration/le respect du droit national et des accords internationaux.

Amélioration de la position économique

L'organisation SOS Addis Abeba, **Ethiopie**, a été fondée par un groupe de femmes pour améliorer leur environnement et le marché de l'emploi pour les femmes pauvres en collectant/recyclant les déchets en plastique. Seize femmes ont été formées à la fabrication de sacs écologiques, 280 femmes ont reçu une formation en gestion des déchets/recyclage, tandis que le volet pédagogique se manifeste sous la forme de campagnes publiques, de présentations dans les écoles et de formations pour les enseignants et les militants environnementaux.

En **Colombie**, les petits agriculteurs sont chassés de leurs terres par l'élevage extensif et les plantations à grande échelle (essentiellement bio-industrie). CIC ANUCUR est une fédération nationale regroupant près de 2 000 fermières, qui défend les droits des communautés agricoles. Cordaid soutient un programme, qui renforce les réseaux de femmes, augmente les compétences politiques des membres du programme, lutte aux côtés d'organisations membres contre la violence faite aux femmes agriculteurs et organise des manifestations nationales contre la violence.

Leadership des femmes/participation

L'association *League of Pastoralist Women of Kenya* veut développer le leadership des femmes et stimuler leur parti-

cipation dans la vie politique, sociale et économique. Au cours des deux prochaines années, des éducateurs civiques vont être formés, des cours d'éducation civique dispensés, des formations sur le droit de vote organisées et des ateliers pour les leaders pastoralistes féminins créés. D'autre part, un programme de tutorat permet à de jeunes et prometteuses femmes pastoralistes de suivre une formation dispensée par des femmes leaders/professionnelles.

En **Sierra Leone**, le *Centre for Democracy and Human Rights* (CDHR) cherche à stimuler la participation des citoyens en encourageant leur participation au processus décisionnel local et en faisant la promotion des droits de l'homme. Le CDHR a lancé un projet de deux ans à Koinadugu, un district reculé où les leaders traditionnels jouent encore un rôle majeur, visant à accroître les connaissances relatives aux droits des femmes et à l'accès au système judiciaire (droit successoral et violence domestique).

Collecte de fonds locale

Les activités de Cordaid pour aider ses partenaires à accéder à des sources de financement, comme le marché local de la charité, les entreprises, le gouvernement, les fonds multilatéraux (Banque mondiale, UNICEF, UE) et les fondations internationales, permettent d'élargir la base financière des partenaires et donc de renforcer leur légitimité et leur durabilité.

L'analyse intitulée *Sustainability of the organization* (durabilité de l'organisation) examine (le niveau de) la diversification des donateurs, les sources de revenus locales et les revenus provenant de la prestation de service. Le résultat

général s'élevait à 2,42 pour cet élément. Ce résultat confirme que les améliorations modestes de ces dernières années (2,38 en 2009, 2,28 en 2008 et 2,23 en 2007) se sont poursuivies.

Collecte de fonds locale au sein des programmes

Les missions de renforcement des capacités au niveau de la collecte de fonds locale sont indissociables des missions d'amélioration de la gestion financière dans les organisations. La transparence et la bonne gestion financière sont des conditions indispensables pour permettre aux organisations de gérer leurs finances de manière responsable et de justifier leurs actions auprès des donateurs.

En Inde, les fonds dont disposent les entreprises pour les projets sociaux ont été examinés. Il ressort que 80 % des projets (de construction) – généralement uniques – sont financés par les entreprises elles-mêmes. A partir de ce constat, des contacts sont établis avec les entreprises pour demander une plus grande attention et sympathie envers certains groupes (comme les Dalits) et zones (de conflit). Ensuite, les partenaires présentent des propositions conformes aux fonds dont disposent les entreprises. La classe moyenne indienne croissante présente des possibilités importantes en termes de collecte de fonds. C'est pour cette raison que Cordaid a lancé plusieurs activités, comme la publication de *meilleures pratiques* et l'organisation de formations en collecte de fonds. Une formation avec suivi a été dispensée en faveur du réseau Don Bosco (300 organisations venant principalement en aide aux enfants de la rue). Nous espérons que les organisations du réseau Don Bosco parviendront à augmenter leurs revenus de 15 à 20 %.

Pour la Corne de l'Afrique, Cordaid a dépêché un expert, qui va aider pendant un an les partenaires à renforcer leurs capacités administratives et financières. Ce renforcement vise notamment à permettre aux partenaires de collaborer directement avec les donateurs.

Le partenaire philippin *Venture for Fundraising*, spécialisé dans la collecte de fonds, a développé un coffret d'aide à la collecte de fonds locale, avec le soutien de Cordaid. En octobre 2010, le coffret a été distribué à l'échelle nationale et sera également présenté dans d'autres pays en 2011.

Résultats de la fondation Social Enterprise Development (SEND) en Afrique de l'Ouest

La fondation SEND au Ghana a remporté le prix One Africa Award. La fondation a été choisie parmi 270 organisations africaines pour sa contribution à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Dans son discours de remerciement, le directeur de SEND a remercié les organisations Cordaid et *Christian Aid* pour leurs nombreuses années de soutien. Au cours des six dernières années, SEND a conduit des activités de monitoring dans le nord du Ghana aux côtés d'organisations et d'ONG locales et en coopération avec les autorités ghanéennes. Les résultats ont été consignés dans des rapports, qui forment la base des activités de lobbying et de conseil. La fondation SEND a bonne réputation, ses rapports sont utilisés par le gouvernement, les ambassades et les donateurs. Le monitoring des assurances maladie assuré par SEND est décrit au paragraphe 4.6.

Monitoring des autorités et des entreprises

En 2010, Cordaid a participé aux travaux du réseau *Global Network of CSO's on Disaster Reduction* (GNCDR), qui surveille le travail de l'organisme *UN International Strategy for Disaster Reduction* et diffuse les connaissances et les expériences issues du secteur des ONG. Une enquête mondiale sur le rôle des autorités locales dans la réduction/maîtrise des risques de catastrophe, à laquelle participent plusieurs partenaires de Cordaid, est conduite en 2010-2011 par le réseau GNCDR, qui va également publier un ouvrage sur le sujet et organiser une conférence sur ce même thème en 2011.

L'Examen Périodique Universel (EPU) des Nations Unies permet aux pays qui le souhaitent d'examiner les pratiques d'autres pays en matière de droits de l'homme. En 2009, le cas du Nigeria a été examiné pour la première fois, notamment au niveau de la situation dans le delta du Niger. En 2010, une coalition de groupes/organisations du delta du Niger, la *Niger Delta UPR Coalition* (NDUC), a été formée. Cordaid soutient cette initiative, qui doit permettre le monitoring des développements par le biais d'une enquête, d'une collecte d'informations, d'un site Internet et de publications. Le rapport annuel de monitoring est porté à l'attention d'instituts internationaux, d'organisations et de représentants diplomatiques.

L'église romane catholique a mesuré l'importance des élections de 2010 au Burundi et a donc souhaité jouer un rôle dans le processus électoral. La *Commission Episcopale Justice et Paix* a organisé des débats et des émissions de radio pour informer la population et a envoyé 3 000

observateurs à travers le pays. Après l'élection, ces derniers continueront de suivre le nouveau gouvernement et les nouveaux élus. Outre Cordaid, les organisations Cidse Trocaire, Secours Catholique, CAFOD, Misereor et CRS ont également participé au projet.

Les entreprises spécialisées dans l'extraction d'uranium se réfugient de plus en plus en **Afrique** en raison des lois environnementales toujours plus strictes adoptées sur les autres continents. L'organisation néerlandaise WISE (*World Information Service on Energy*) souhaite promouvoir le critère de durabilité en Afrique. Pour ce faire, elle étudie la législation et les directives relatives à l'extraction d'uranium au Canada, en Australie, en Russie ainsi que dans plusieurs pays africains. Pour ces derniers, les conséquences sociales et écologiques de l'extraction d'uranium sont également inventoriées. A partir de là, des critères de durabilité peuvent être établis pour lancer le débat. L'enquête est financée par le gouvernement néerlandais et Cordaid.

Intégration du VIH/Sida

Cordaid souhaite parvenir à l'intégration interne et externe de la question du VIH/Sida auprès des organisations partenaires. L'intégration interne vise avant tout le personnel des organisations : sensibilisation/prévention, distribution de médicaments, politique de soins adaptée. L'intégration externe concerne les projets exécutés par les partenaires.

Les programmes de Cordaid sur le VIH/Sida ont permis de diffuser les informations issues des évaluations/études,

notamment par le biais de son site Internet.

Financée par ICCO et Cordaid, la mission d'apprentissage de l'INTRAC, consistant à former 35 *renforceurs de capacités* issus de 14 pays africains, a été évaluée de la manière suivante :

- 66 % estiment que la mission a permis d'améliorer « fortement » ou « plutôt fortement » leur capacité à travailler sur les questions liées au VIH et au lieu de travail. 33 % rendent compte d'améliorations modérées.
- 63 % déclarent que la mission a « sans aucun doute » eu un effet positif sur les résultats obtenus dans leur travail.

Intégration du VIH/Sida dans les programmes

Ces dernières années, Cordaid a organisé des missions d'intégration en Ouganda, en Ethiopie, au Malawi, au Ghana, en Sierra Leone, en Inde, au Vietnam et en Indonésie. Nombre de ces missions sont aujourd'hui en phase finale. Pour garantir la continuité, l'adhésion du gouvernement est recherchée dans la mesure du possible. Dans les autres cas, les partenaires se portent garant de la poursuite de l'intégration du VIH/Sida, avec ou sans l'aide d'experts locaux spécialement formés.

Une mission d'intégration (avec atelier) destinée aux partenaires **ghanéens** du secteur de la santé a été lancée en août 2008. Des experts sont venus aider les participants à mettre sur pied une *politique relative au lieu de travail*. Le processus a duré plus longtemps que prévu. La plupart des participants travaillent dans des hôpitaux de campagne et des centres de santé, avec un accès restreint aux ordinateurs et à Internet et une charge de travail très importante. Ils ne se sont pourtant jamais départis de leur enthousiasme. Un second atelier et

une dernière visite de monitoring devraient même permettre de clôturer la mission.

Au **Vietnam**, Cordaid a coopéré avec des organisations de société civile et des instances gouvernementales. L'atelier de clôture d'une mission de trois ans a été suivi par 22 participants, parmi lesquels des fonctionnaires et des représentants de cinq partenaires. La réussite de la mission reposait sur le travail de conseillers locaux compétents. L'implication des instances gouvernementales a également contribué à la réussite.

3.3. Renforcement des capacités

Cordaid conçoit le renforcement des capacités des partenaires dans le cadre de la construction de la société. L'objectif étant d'obtenir des organisations capables d'apporter une contribution solide, durable et fidèle à la société civile, de travailler de façon innovante et de rendre des comptes aux parties prenantes.

Dans le cadre du renforcement des capacités, Cordaid met en place des formations et des ateliers, une assistance technique est assurée par des conseillers (de plus en plus souvent originaires du Sud), des missions d'accompagnement sont organisées par des organisations locales et des programmes de linking & learning sont mis en place.

Cordaid conduit également des analyses pour évaluer les forces/faiblesses des partenaires et le besoin éventuel d'un renforcement des capacités. Les analyses permettent de faire le point. Quand les capacités sont jugées insuffisantes, le processus d'amélioration est initié d'un commun accord entre Cordaid et le partenaire.

Caractéristiques d'une bonne organisation partenaire

Cordaid examine la compétence des organisations partenaires à partir de quatre analyses (organisation, finance, gestion, genre), dans lesquelles quatre aspects entrent en compte :

- Position & relating : dans quel environnement opère l'organisation (relations avec les autres, image, réseau, responsabilité) ?
- Thinking & learning : l'organisation applique-t-elle une stratégie, un système de planification, de monitoring et d'évaluation (PME), une politique particulière en matière de ressources humaines ?
- Doing : quelle est la durabilité de l'organisation et des services proposés, à quel point les actions entreprises sont-elles efficaces et quelle est la qualité de la gestion/administration financière ?
- Being : comment l'organisation est-elle surveillée, quelle est la politique en matière de genre et comment est-elle appliquée dans les faits, la direction et les équipes sont-elles compétentes, quel est le niveau de transparence de l'organisation ?

Caractéristiques d'une bonne proposition de projet

Un bon partenaire garantit généralement une bonne proposition de financement. Cordaid a tout de même intégré une analyse de la qualité du projet dans sa procédure d'évaluation, afin d'avoir une garantie supplémentaire de qualité et d'accumuler les connaissances sur le projet.

Dans un projet de qualité, les activités, les résultats et les objectifs font partie d'un tout, la faisabilité est mise en avant, la qualité de la direction est satisfaisante, le monitoring est adéquat, des mesures sont prises pour optimiser la durabilité du projet et le budget est en accord avec les résultats visés.

Monitoring

Les données proviennent essentiellement du système de monitoring de Cordaid, lequel permet de déterminer le nombre de projets qui contribuent aux objectifs du programme, le niveau de progression et les résultats obtenus. Des analyses d'organisation permettent de suivre le renforcement des organisations partenaires.

En 2010, tous les nouveaux mandatements ont été saisis dans le registre en fonction des objectifs de programme (voir le « tableau des résultats » au chapitre 4.). Le système de monitoring a également été exploité pendant les phases d'application et de clôture. Pendant la phase d'application, l'état d'avancement de 561 projets a été examiné : le qualificatif « bon/suffisant » a été utilisé pour 85 % des objectifs, « moyen » pour 12 % et « mauvais » pour 3 %.

1 370 projets terminés ont été étudiés afin de déterminer la mesure dans laquelle les 1 602 objectifs avaient été atteints. Dans 79 % des cas, le résultat était « bon », « suffisant » dans 5 % des cas et « insuffisant » dans 17 % des cas.

Organisation scans

Entre 2007 et 2010, 1 041 analyses d'organisation ont été conduites. Les analyses offrent des résultats compris entre 0 et 4, un score de 2,5 correspondant à la frontière entre insuffisant et suffisant (2,5 et plus).

L'Afrique a obtenu le score le plus faible (2,7), l'Asie et l'Amérique latine (tous deux 2,9) se placent au milieu tandis que les partenaires néerlandais/mondiaux ont obtenu le score le plus élevé (3,1). Les scores continentaux se sont légèrement améliorés au cours de la période stratégique, à l'exception de l'Amérique latine qui affiche une amélioration très importante (de 2,7 à 3,1).

Les scores obtenus par 237 partenaires lors de deux analyses consécutives au cours de cette même période sont disponibles. Les principales tendances ont été saisies dans le tableau suivant.

Evolution des scores des organisations entre 2007 et 2010

	Afrique		Asie		Amérique Latine		Monde		Total	
	abs.	en %	abs.	en %	abs.	en %	abs.	en %	abs.	en %
Stable	61	51	33	59	26	58	9	53	129	54
Amélioration	33	28	16	29	16	36	5	29	70	30
Dégradation	25	21	7	12	3	6	3	18	38	16
Total	119	100	56	100	45	100	17	100	237	100

La consolidation des capacités est la tendance dominante (50 % - 60 %). L'Amérique latine, qui affichait déjà une avance certaine, a également enregistré les plus fortes améliorations. En Afrique, un cinquième des partenaires ont enregistré une baisse des capacités, même chose pour les partenaires mondiaux, mais le nombre limité de ces derniers ne permet pas de porter un jugement définitif.

Accords sur le renforcement des capacités

Au cours de la période stratégique écoulée, des accords ont été passés avec quelques centaines de partenaires en vue de renforcer différents aspects tels que la question du genre, la gestion stratégique, la durabilité de l'organisation, la durabilité des résultats de projet, le M&E (Monitoring & Evaluation) et la gestion/administration financière. Les résultats du renforcement des capacités concernant 150 accords (à l'exception des accords relatifs à la question du genre) sont disponibles sous la forme d'un score de suivi.

Evolution des scores des organisations entre 2007 et 2010 en termes de renforcement des capacités

	Nombre absolu	% stable	% amélioration	% dégradation
1. Gestion stratégique	17	24	53	23
2. Durabilité organisation	28	46	36	18
3. Durabilité résultats de projet	20	65	25	10
4. M&E	45	47	47	6
5. Gestion et administration financière	40	45	40	15
Moyenne		46%	41%	13%

Notons que le pourcentage de partenaires ayant enregistré une amélioration (41 %) de ces aspects (l'analyse d'organisation comporte bien d'autres aspects) est 10 % supérieur au résultat du tableau précédent et que les pourcentages varient grandement selon les aspects. Les aspects relatifs à la durabilité affichent les scores les plus faibles en termes d'amélioration, ce qui n'est pas étonnant étant donné que le score est ici en grande partie influencé par les développements dans l'environnement des partenaires. L'amélioration des autres aspects repose essentiellement sur les organisations concernées, ce qui facilite le renforcement des capacités.

3.4. Politique de partenariat

Le fichier des partenaires de Cordaid contient des partenaires de travail, des relations stratégiques et des relations exploratoires. Les partenaires qui ont participé à un projet unique ou à plusieurs projets de courte durée ne font pas partie du fichier des partenaires fixes.

Démantèlement et renouvellement en 2010

Cordaid considère la diversité des partenaires comme une force : religieux et laïques, nouveaux et établis, exécutifs et stratégiques. La part d'organisations intéressées par l'influence sur la politique a également augmenté au cours de la période écoulée tandis que des collaborations avec de nouveaux acteurs ont vu le jour, comme les autorités (locales), les décideurs politiques et les entreprises. Cordaid cherche la continuité mais aussi le renouvellement dans la coopération avec ses partenaires. C'est pour cette

raison que des objectifs de renouvellement (et donc de sortie) sont formulés chaque année.

En raison de l'approche thématique et géographique mise en place ainsi que la réduction conséquente de la subvention MFS, un important processus de démantèlement a été engagé en 2010. Près de 380 partenariats ont été arrêtés. La concentration géographique des activités a provoqué une réduction du nombre de pays, passant de 37 (en 2009) à 27 (en 2011).

En 2010, 82 nouvelles relations ont été enregistrées, ce qui représente un renouvellement du fichier des partenaires de 6,9 % par rapport au nombre total de partenaires (1 186) fin 2009.

Fin de la relation de financement

Les projets de sortie sont limités dans la durée et l'ampleur du soutien financier, pour des raisons budgétaires. Cordaid essaie néanmoins de proposer, dans la mesure du possible, des projets de sortie suffisamment souples, pour permettre aux partenaires de prendre des mesures pour trouver de nouvelles sources de financements.

En **Afrique du Sud**, un projet de sortie a été initié pour les organisations affiliées au *Southern African Catholic Bishops Conference* afin qu'elles puissent accéder aux fonds gouvernementaux. Huit organisations ont reçu de l'aide pour rédiger un business-plan, qui répond aux exigences du gouvernement. Les *meilleures pratiques* de 14 partenaires ont été documentées et leurs profils travaillés dans le but de présenter les organisations auprès de nouveaux financiers.

En **Angola**, un séminaire avec des donateurs (inter)nationaux et un atelier consacré à la collecte de fonds locale ont été organisés pour 13 partenaires. L'organisation irlandaise Trocaire va également mettre un terme à son programme. Cordaid travaille en coopération avec Trocaire et prend donc en charge une partie des frais de démantèlement.

Dans le cadre du démantèlement des programmes, une formation dans la collecte de fonds avait déjà été organisée au **Pérou** en 2009, suivie en 2010 par un atelier pour dix partenaires. Un guide sur la durabilité et la mobilisation de ressources a également été publié. Un dernier atelier est planifié pour février 2011.

Début 2010, une mission de collecte de fonds a été lancée au **Surinam** avec des ateliers/formations. Cette mission a donné naissance à un produit concret : la « boîte à outils pour collecte de fonds locale ». Les partenaires Cordaid et les partenaires de l'association *Stichting Kinderpostzegels* ont participé à cette mission. Un annuaire des fonds d'aide au Surinam est également en cours de préparation et devrait être publié en début d'année 2011.

En **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, le démantèlement du programme des partenaires religieux actifs dans le secteur de la santé a commencé en 2010. Cordaid a renvoyé les partenaires auprès de Misereor et CARE PNG pour obtenir un financement.

Le tableau des partenaires Cordaid suivant ne prend pas en compte les partenaires avec lesquels les relations ont été ou vont être stoppées dans le cadre de la nouvelle période stratégique. Le tableau suivant fonctionne également comme le « point zéro » de la période 2011-2015.

	1	2	3	4*	5	6	7	8	9	10	Total
Afrique	42	54	31	29	73	74	19	42	57	30	451
Asie/M-Orient	84		6	28	28	15	13		32	31	237
Amérique latine	27	46	16	7	28	5			16	9	154
Pays-Bas/Monde	10	2	9	2	13	3	1	1	3	3	47
Total Cordaid	163	102	62	66	142	97	33	43	108	73	889

* Concerne uniquement les partenaires du secteur Prévention des désastres, hors partenaires du secteur Aide d'urgence.

Programmes:

1. Minorités/Identité et diversité
2. Habitants des bidonvilles
3. Femmes et violence
4. Prévention des désastres et aide d'urgence
5. Réconciliation et reconstruction
6. Accès aux soins de santé
7. Soins des groupes vulnérables
8. VIH/Sida
9. Petits producteurs
10. Microfinance

Feed-back des partenaires

Le feed-back des partenaires est obtenu par le biais de déplacements et de consultations. Le site Internet des partenaires et la procédure de réclamation permettent également d'obtenir un feed-back. En 2010, 18 réclamations formelles ont été reçues, dont 12 ont été traitées au terme de l'année 2010. La majorité, dix, provenait de partenaires africains. Les réclamations portaient notamment sur les conditions contractuelles, la clôture du financement, le comportement du conseiller ou la conduite de l'employé Cordaid.

Le nombre de réclamations a constamment augmenté entre 2007 et 2010 : quatre en 2007, cinq en 2008, dix en 2009 et 18 aujourd'hui. L'immense majorité des réclamations peuvent être imputées aux mesures de démantèlement et à la réduction de la période de financement, elles-mêmes liées au recentrage des activités recherchées depuis 2009 par Cordaid et aux restrictions budgétaires.



Dépenses des programmes en 2010 (x 1 million d'euros hors coûts d'application)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Général*	Total
Financements	11,4	4,7	6,2	39,0	18,0	17,8	5,1	10,7	12,2	9,1	6,9	141,1
Linking & Learning	0,3	0,8	0,2	0,7	0,9	0,6	0,3	0,5		0,4		4,7
Lobbying de Cordaid	0,3		0,1		0,8	0,1			0,1		0,7	2,1
Consolidation											1,4	1,4
Total	12,0	5,5	6,5	39,7	19,7	18,5	5,4	11,2	12,3	9,5	9,0	149,3

* Les dépenses « Général » correspondent essentiellement au soutien des initiatives privées aux Pays-Bas

Explication des dépenses

Le budget d'origine de 157 millions d'euros a été réduit à 145,8 millions d'euros en raison de la baisse des revenus. En fin de compte, le budget réalisé s'est élevé à 149,3 millions d'euros, en partie grâce aux dépenses d'urgence (Haïti et Pakistan) et aux financements additionnels supérieurs.

De ce fait, les dépenses réelles sont parfois très éloignées des dépenses prévues. Le Programme 4 (Aide d'urgence) a ainsi enregistré une réalisation de 211 % en raison des dépenses en Haïti et au Pakistan. Les programmes 6 (Soins de santé) et 8 (VIH/Sida) ont enregistré une réalisation de 133 % et 121 % en raison de financements additionnels considérables. En revanche, le programme 2 (Habitants des bidonvilles) a enregistré une réalisation de 46 % en raison de la décision, prise dans le cadre de la baisse de la subvention MFS, de cesser progressivement le financement direct de certaines ONG.

Financement stratégique

- Nombre total de demandes de financements autorisées : 879 plus 640 petits projets.
 - Monitoring de 2 466 projets en cours via 1 174 rapports d'expert-comptable, 2 165 rapports financiers, 1 704 rapports de fond et 555 lettres de gestion.
 - 2 073 financements ont été conclus.
 - 45 % des dépenses ont été réalisées en Afrique, 25 % en Asie et 30 % en Amérique latine. Un résumé des dépenses par programme/pays est proposé en annexe.
 - 19 % des 879 projets soutenus par Cordaid concernent les projets mis en œuvre par Cordaid en régie (aide d'urgence), 39 % concernent les relations de partenariat, 34 % les relations liées à un projet, 8 % les relations exploratoires.
 - Les organisations de type intermédiaire représentent 43 % des partenaires financés, les instituts de service 6 %, les réseaux 9 % et les institutions de microfinance 3 %.
- En tant que gestionnaire de fonds pour les services de

conseil et le linking & learning mais aussi exécuteur de missions d'aide d'urgence en régie, Cordaid se porte garant de 21 % des mandatemements.

Linking & Learning (LL)

29 missions de LL ont été lancées, impliquant 456 partenaires. 14 missions de lobbying ont été lancées, impliquant 218 partenaires. Une évaluation de programme, 63 consultations de partenaires et 75 évaluations de projets ont été réalisées.

Une sélection

Ce rapport annuel ne peut pas être exhaustif, avec une telle diversité d'activités. Cordaid a essayé de réunir une sélection représentative de ses activités, dans laquelle les aspects moins intéressants pour les partenaires (l'organisation Cordaid et les activités aux Pays-Bas) ne sont que sommairement abordés.

« Résultats du groupe cible » (issue) présente les résultats (prévus) des activités du partenaire en termes de lutte directe contre la pauvreté, de construction de la société et d'influence sur la politique. Dans « renforcement des capacités » (issue), Cordaid examine les résultats (prévus) des missions de renforcement des partenaires. « Efficacité » stimule la création de plus-value au niveau du financement. Les investissements dans les programmes/projets obtiennent de meilleurs résultats si le retour sur investissement et les réductions de coûts peuvent être démontrés, si un effet de levier est constaté et si l'intervention peut être appliquée à une échelle supérieure.

4.1. Minorités/Identité et diversité

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (4 pays), en Asie (5) et en Amérique latine (2)
- 163 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 12,0 millions d'euros ont été investis en 2010
- 115 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 121 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 361 projets étaient en cours

Introduction

L'objectif général du programme consiste à augmenter la participation des groupes ethniques, religieux et culturels exclus. Cordaid a contribué à modifier les rapports de force (et donc les rapports entre les genres), afin que ces groupes puissent participer aux processus de réflexion, de décision et de réalisation. Cordaid se concentre sur trois points essentiels afin de garantir au programme une efficacité optimale et un impact maximum :

Ressources naturelles : les groupes ethniques sont souvent associés à une région spécifique, où ils ne jouissent cependant pas toujours de droits officiels. L'extraction minière, l'exploitation pétrolière et gazière, la plantation intensive de soja et d'huile de palme, le tourisme et le changement climatique ont pour conséquence de limiter l'accès à la terre, à l'eau et à la forêt. Les intérêts économiques de la nation priment sur les intérêts locaux. Cordaid aide ces groupes ethniques à conserver/récupérer leurs droits d'origine.

Femmes et identité : les femmes appartenant à des groupes identitaires sont à la fois considérées comme des femmes et comme des membres d'une minorité et sont, à cet effet, doublement discriminées. Elles sont souvent confrontées à la violence, n'ont pas le droit à la parole et leur situation risque de tomber dans l'oubli. Cordaid a permis de renforcer le leadership et l'organisation des femmes. Les organisations de femmes pastorales, Dalits, Mayas et autres ont échangé leurs connaissances et leurs expériences puis ont formé des alliances afin de relever les abus et plaider en faveur de propositions (de loi) pour instaurer un changement durable. Les alliances internationales ont veillé au respect de la législation internationale.

Religion et identité : les conflits communautaires augmentent, en particulier en Asie et en Afrique, où la religion joue un rôle dans ces luttes de pouvoir. La religion est une source de conflit mais aussi une source de paix et de réconciliation. C'est pour cette raison que Cordaid stimule le dialogue interreligieux, recherche le soutien des leaders religieux et encourage le rapprochement entre les acteurs locaux (commissions Justitia & Pax, organisations Caritas) et les établissements d'enseignement internationaux.

Le glissement recherché depuis la lutte directe contre la pauvreté (LDP) vers la construction de la société (CS) et l'influence sur la politique (IP) a été en grande partie atteint. Les dépenses pour la LDP ont permis de créer les conditions propices à l'organisation du groupe cible, en offrant un meilleur accès à l'éducation et la formation. Une fois ces conditions remplies, le financement de la LDP a été réduit au profit du développement de l'organisation.

Des organisations et des réseaux de minorités ont alors été créés et renforcés, afin de permettre à ces minorités de sortir de l'isolement et de participer aux processus sociaux. Le linking & learning a permis de rassembler des expériences et des connaissances (inter)nationales. La stratégie de CS a exigé 50 % des moyens disponibles. L'influence sur la politique visait à augmenter la participation du groupe cible dans les processus législatifs et décisionnels relatifs notamment à la répartition/l'accessibilité des ressources naturelles.

Action programmatique au nord-est de l'Inde

Ethniquement divisé, le nord-est de l'Inde est ravagé depuis des décennies par la violence entre les rebelles et les troupes de sécurité. En 2007, plusieurs groupes ethniques se sont rassemblés autour du thème des droits de l'homme et de la construction de la paix. Cordaid a offert son soutien en organisant une conférence pour partager ses analyses et ses stratégies de lobbying. Grâce au concours d'experts, un plan de lobbying (Pays-Bas/UE) et de « médiation discrète » a été mis au point. Cordaid a créé, avec des organisations de femmes de l'Etat fédéral de Manipur, un programme visant à augmenter l'influence des femmes dans les processus de paix et de démocratisation. La formation d'alliances a ensuite permis de construire un réseau régional de lutte contre la violence domestique/militaire. Par la suite, une coalition nationale de femmes issues d'autres groupes minoritaires (femmes dalits, musulmanes et adivasis) a été formée afin d'exercer un lobbying en faveur d'un *droit coutumier* sensible aux questions de genre, de lutter contre la violence faite aux femmes et de plaider pour la réforme du système électoral. Les intérêts et les problèmes des femmes dans le nord-est de l'Inde ont attiré l'attention de la sphère politique et du grand public, notamment grâce aux activités de lobbying exercées depuis l'Europe. Cordaid a surtout contribué au renforcement des capacités des organisations (de femmes et interethniques) de droits de l'homme, des organisations d'aide aux minorités, des réseaux et des coalitions de lobbying.

En 2010, des mesures ont été prises pour lutter contre l'impunité dans le nord-est de l'Inde en rassemblant les preuves de violations des droits de l'homme et en présentant les affaires devant les tribunaux, le gouvernement et les Nations Unies.

Cordaid a financé une formation de monitoring/lobbying pour les militants des droits de l'homme, les activistes féminines et les leaders religieux, dispensée par l'organisation spécialisée *Geneva for Human Rights*. Les partenaires du réseau de Cordaid ont également reçu une formation en suivi et monitoring des fonds gouvernementaux dans le nord-est de l'Inde.

Action programmatique en Indonésie

En 2009, la conférence des évêques indonésiens et deux autres congrégations ont fait des droits des populations indigènes la priorité de leurs programmes nationaux. En octobre 2010, la coopération avec CIFOR (*Center for International Forestry Research*) marquait le début d'une nouvelle étape, consistant à rassembler des données sur les conséquences néfastes des plantations d'huile de palme et de l'extraction minière, dans le but de réaliser des campagnes/activités de lobbying pour la protection des populations indigènes en Papouasie et au Kalimantan. Les commissions *Justitia & Pax* locales ont joué un rôle crucial dans la collecte des informations. Les organisations religieuses (nationales) se sont rendues à Jakarta pour plaider en faveur des intérêts des communautés indigènes auprès des responsables politiques en s'appuyant sur les informations récoltées. Le CIFOR participe également au développement des capacités des partenaires locaux. Cordaid finance et facilite la coopération entre les partenaires à différents niveaux : entre la Papouasie et le Kalimantan, entre les partenaires religieux et les partenaires non religieux mais aussi entre le niveau local et le niveau national. Cordaid, qui joue également le rôle de mandataire en savoir-faire, contribue aussi au renforcement des capacités.

Action programmatique relative aux matières premières

Cordaid et ses partenaires accordent une attention de plus en plus importante à l'extraction des matières premières. Cordaid surveille les conséquences pour la population locale, l'obligation des entreprises de dévoiler entièrement au préalable leurs plans opérationnels, mais aussi le devoir de transparence du gouvernement sur les revenus perçus et leur utilisation.

Sur ce dernier point, Cordaid collabore, comme investisseur et membre actif de *Publish What You Pay* (PWYP), avec ce réseau mondial de près de 400 organisations et coalitions sociales. Plusieurs partenaires Cordaid sont également membres de la coalition. PWYP a milité sans relâche en 2010 pour l'adoption d'une nouvelle loi aux Etats-Unis, qui oblige les entreprises cotées en bourse à publier les montants qu'elles versent aux gouvernements étrangers pour pouvoir extraire des matières premières. Depuis, la loi a été adoptée : à partir de 2012, les sociétés pétrolières et minières devront respecter des règles de transparence très strictes.

Cordaid a été choisie comme membre du comité de direction d'EITI (*Extractive Industries Transparency Initiative*), une organisation étroitement liée à la coalition PWYP.

Quelque temps auparavant, Cordaid avait créé une plateforme Afrique-Uranium en Europe.

En 2010, la commission *International Commission of Jurists* (Genève, Suisse) a conduit une enquête sur la compatibilité du système juridique nigérian avec le cadre Ruggie des Nations Unies *Business and Human Rights*. Cordaid a également contribué à l'amélioration d'un contrat ►

d'extraction minière type à la demande de l'*International Bar Association* (Association du barreau internationale). Par ailleurs, Cordaid siège au comité de direction de l'*European Coalition on Oil in Sudan*, un réseau de 50 ONG souhaitant utiliser les revenus tirés de l'extraction pétrolière dans le secteur du développement. Ministères et entreprises multinationales invitent de plus en plus souvent Cordaid à essayer d'améliorer avec eux la politique, la législation et la réglementation en vigueur. Cordaid a ainsi été invitée, dans le rapport annuel, à participer au « dialogue sur le charbon » engagé par les entreprises néerlandaises du secteur de l'énergie afin d'améliorer la transparence de la chaîne et les conditions dans lesquelles est extrait le charbon.

Explication :

le développement/renforcement des organisations et des réseaux de groupes exclus et la stimulation du dialogue entre ces organisations et d'autres acteurs sont au cœur de ce programme. L'accès à la terre et à l'eau a énormément gagné en intérêt, les groupes ethniques ressentent la pression accrue qui pèse sur leurs ressources naturelles et essaient d'attirer l'attention sur ce sujet. Les contributions cumulatives de tous les projets réalisés entre 2007 et 2010 indiquent que les objectifs chiffrés pour 2010 ont presque tous été dépassés. Le % de femmes est resté légèrement supérieur à 50 % sur l'ensemble de la période. Le glissement recherché vers CS/IP a été atteint (83 % contre 75 % prévus).

Résultats groupe cible

Objectif	Portée*	% de femmes	Contribution (€)	% 2010**
Membres de minorités ayant accès à des marchés et des ressources naturelles	58.000	51	760.000	237
Personnes bénéficiant d'un meilleur accès aux services de base	51.000	51	935.000	111
Personnes bénéficiant d'un meilleur accès au marché du travail et à une source de revenus	12.000	50	651.000	93
Nombre d'organisations créées/renforcées	410		4.010.000	120
Dialogue interethnique/interreligieux sur des questions précises	165		1.839.000	202
Nombre d'organisations avec des capacités de lobbying accrues	230		2.037.000	201
Nombre d'initiatives de lobbying en matière de discrimination à l'accès aux ressources naturelles	105		1.471.000	173
Nombre d'initiatives de lobbying en matière de droits de l'homme et d'autodétermination	110		1.989.000	137

* Les chiffres de la portée représentent respectivement le nombre de personnes, le nombre d'organisations et le nombre de missions de lobbying.

** Cette colonne révèle la mesure dans laquelle les projets 2007-2010 ont contribué à la concrétisation des objectifs chiffrés (cumulatifs) pour 2010.

Renforcement des capacités

Les hommes politiques ne font que peu de cas de l'importance économique et des intérêts des pastoralistes. Fin 2003, le réseau *Pastoralists Development Network of Kenya* (PDNK) a été créé pour faire entendre la voix des pastoralistes. Cordaid a versé une contribution pour financer le premier plan stratégique de PDNK (2006-2009). Au fur et à mesure de l'avancée du programme, des problèmes sont apparus dans le réseau PDNK, comme la présence de postes doublés et l'existence de tensions au sein de la direction. Cordaid a donc décidé d'arrêter son finance-

ment. Depuis, PDNK a engagé un coordinateur compétent. Plusieurs membres du réseau PDNK (dont plusieurs partenaires Cordaid) ont alors demandé à Cordaid de renouveler son soutien à PDNK. Cordaid a répondu à cette demande en finançant un processus de renforcement des capacités, qui vise à mettre en place un secrétariat fiable, une direction représentative, des procédures claires pour les politiques en matière de personnel et de financement ainsi qu'un nouveau plan stratégique assorti d'une stratégie de collecte de fonds.

Efficacité

La création de marchés bien organisés est une condition essentielle au développement des pastoralistes. A Wamba-Samburu, au Kenya, SIDEPE (*Samburu Integrated Development Program*) travaille à la création d'un marché aux bestiaux hebdomadaire. La communauté locale gère le marché via un comité de marché. Les revenus sont partagés avec les autorités locales. Ensemble, ils investissent dans des infrastructures et des services de sécurité. La tenue hebdomadaire d'un marché, à un endroit et un jour fixes, permet d'obtenir un commerce de bestiaux plus efficace et des prix plus raisonnables grâce au jeu de la concurrence. Le commerce a éveillé l'intérêt de banques kényanes, qui ont ouvert une succursale à Wamba. Le marché a connu une énorme croissance, laquelle a stimulé l'économie locale. SIDEPE n'a plus besoin d'intervenir, le marché fonctionne parfaitement grâce au bon travail du comité de marché. De son côté, le gouvernement local perçoit des taxes, qui peuvent être réinvesties dans le développement du village.

Innovation

La coopération avec l'université d'Amsterdam a ouvert de nouvelles perspectives pour la défense (juridique) des droits territoriaux des populations indigènes, où la protection des droits individuels est abandonnée au profit de la défense des droits territoriaux collectifs. Les perspectives et la méthode de travail ont été fixées dans une publication (*Conflictos Mineros y Pueblos Indígenas en Guatemala* – également disponible en anglais), diffusée à grande échelle. Les conventions internationales soutiennent les droits territoriaux collectifs des groupes indigènes, un

point essentiel pour parvenir à revendiquer les droits territoriaux dans la pratique. Cette approche a déjà porté ses fruits au Guatemala.

Lobbying

En Amérique latine, le cyanure est utilisé dans l'extraction de minéraux. Les résidus sont généralement déversés dans des bassins de dépôt, ce qui présente un risque environnemental important. *Observatorio de Conflictos Mineros*

Résultats au Guatemala

Au Guatemala, le gouvernement a lancé une procédure pour suspendre l'exploitation d'une mine d'or par une entreprise canadienne en raison de la pollution au cyanure et des dégâts provoqués sur les maisons par l'utilisation de charges explosives. La décision du gouvernement est le résultat du lobbying mené depuis plusieurs années par le partenaire Cordaid COPAE (Commission pastorale pour la paix et l'écologie de l'évêché de San Marcos), qui a introduit une réclamation aux côtés de la population auprès de la commission *Inter-American Commission on Human Rights*. La commission a reconnu la réclamation et le gouvernement a alors décidé de fermer la mine. La société d'extraction s'oppose à la fermeture, ce qui provoque une augmentation des tensions et des confrontations violentes avec la population locale. En raison de sa fragilité, le gouvernement n'est pas en mesure d'imposer la fermeture. La bataille ne fait donc que commencer pour COPAE et la population.

de América Latina (OCMAL) est un réseau de 40 organisations réparties entre sept pays d'Amérique latine. OCMAL souhaite réduire l'utilisation du cyanure dans l'exploitation minière en menant une campagne de lobbying, en rédigeant un rapport scientifique et en mobilisant l'opinion publique. Le réseau milite auprès de l'UE, aux côtés de Cidse, pour intégrer dans les conventions commerciales des règles sur l'utilisation du cyanure.

La législation indienne reconnaît les Dalits chrétiens et musulmans comme des minorités (religieuses), mais pas comme des castes répertoriées socialement défavorisées. Cela signifie donc qu'ils ne bénéficient pas des mesures sociales mises en place par le gouvernement (pour l'éducation et le travail). L'objectif du lobbying consiste à faire reconnaître légalement ces populations comme appartenant à des castes répertoriées. Après les étapes de préparation indispensables (notamment via la Haute Cour de justice), la proposition de loi est aujourd'hui examinée par le parlement. Un apport modeste (13 000 euros) mais ciblé permet d'assurer le lobbying auprès des parlementaires, des ministres et des fonctionnaires. Des recherches sont également effectuées dans les documents gouvernementaux pour étayer le manque d'intérêt dont souffrent les Dalits chrétiens et musulmans.

Linking & learning (LL)

Dans le Delta du Niger, au Nigeria, une grande partie du pétrole est extraite illégalement, raffinée dans des installations illégales et commercialisée sur le marché noir. La fondation Niger Delta Environment and Relief Foundation (NIDE) veut entreprendre des recherches afin de mieux comprendre les mécanismes, les causes et les consé-

quences de l'extraction et du traitement illégaux du pétrole (achat d'armes, risques sanitaires, pollution). L'étude présente les clés pour lutter contre le vol et le raffinage illégal de pétrole via un rapport de recherche, un documentaire vidéo, une stratégie informative et un plan d'approche.

En février 2010, le partenaire ECCR (*Ecomenical Council for Corporate Responsibility, Londres*) a publié le rapport de recherche *Shell in the Niger Delta : A Framework for Change*. Cinq partenaires de Cordaid ont contribué à la rédaction de ce rapport, tandis que Cordaid en a financé la publication. Des partenaires Cordaid ont alors pris l'initiative, quelques mois plus tard, de concerter les multinationales établies dans le Delta du Niger, le gouvernement nigérian et les organisations de société civile sur les thèmes de la prévention et de la gestion des *déversements de pétrole*. L'ambassade néerlandaise a été approchée pour jouer un rôle d'intermédiaire dans ce processus et a répondu de façon positive. Shell et Chevron se montrés intéressés par un suivi au Nigeria. Les préparatifs ont déjà commencé.

4.2. Habitants des bidonvilles

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (5 pays) et en Amérique latine (1)
- 102 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 5,5 millions d'euros ont été investis en 2010
- 83 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 149 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 221 projets étaient en cours

Introduction

Le programme a contribué à modifier les rapports de force dans la société (urbaine) en faveur des habitants (organisés) des bidonvilles.

Le programme a débuté avec 135 partenaires en Afrique/Amérique latine, très différents les uns des autres au niveau des thématiques abordées, des approches employées et de leurs positions géographiques. Il est rapidement devenu évident qu'un recentrage géographique et textuel s'imposait. Le programme a été démantelé dans plusieurs pays. En 2008, un projet-pilote *Urban Matters* a été lancé à San Salvador, au Cap et à Kisumu (Kenya). Le projet *Urban Matters* présente une approche intégrée de la problématique du quartier, au sein de laquelle collaborent des ONG, des établissements publics et privés et des organisations de quartier. En 2010, le programme a été recentré. Une ville a été choisie dans chaque pays (Bolivie,

Ethiopie, Cameroun et Nigeria). Les « quartiers d'intervention » à Santa Cruz (Bolivie), Addis Abeba (Ethiopie), Yaoundé (Cameroun) et Nairobi (Kenya) ont ensuite été choisis à partir de cartographies et/ou de consultations.

Dans une partie des quartiers sélectionnés, la mise en place de groupes multipartites a été examinée. Au Lagos, une coopération pour le logement social est en cours de création. Les quartiers d'intervention de San Salvador, Kisumu et le Cap ont été associés à des entreprises (d'utilité publique) locales et néerlandaises. Les partenaires reconnaissent le potentiel de cette approche multipartite : davantage de liens de coopération sont créés entre les partenaires, les services du gouvernement (local) et le secteur privé.

Action programmatique - Urban Matters

La question des habitants des bidonvilles est prioritaire pour *Urban Matters*. Les acteurs néerlandais et leurs partenaires du Sud se réunissent autour de cette problématique. En 2010, une mission a été lancée pour examiner le financement futur des projets *Urban Matters*. Un recensement des parties intéressées et des donateurs potentiels a été réalisé pays par pays. Ce recensement est terminé dans deux pays, il est encore en cours dans trois autres. Aux Pays-Bas, le marché a été sondé pour identifier les entreprises intéressées par une coopération. A l'occasion du cinquième *World Urban Forum* à Rio de Janeiro (mars 2010), Cordaid et plusieurs de ses partenaires ont attiré l'attention des participants sur la question des logements sociaux dans les pays en développement et sur les opportunités de financement.

Urban Matters à Kisumu, Kenya

Le quartier Manyatta de Kisumu a été choisi sur recommandation des parties concernées. En 2008, à l'initiative de Cordaid, le quartier a été cartographié. Un cadre de travail pour le développement du projet a alors été défini, via des échanges d'informations, des visites de part et d'autre et une semaine de travail avec les parties néerlandaises et kényanes impliquées. Plusieurs projets de petite envergure, réalisables à court terme, ont été identifiés afin de favoriser l'implication des parties. La coopération, aussi bien du côté kényan que du côté néerlandais, englobe de nombreux acteurs, comme les groupes d'habitants, la communauté locale, différents services gouvernementaux, une entreprise de distribution

d'eau, un organisme d'administration de l'eau, plusieurs ONG, l'université *Maseno* ainsi que plusieurs parties néerlandaises, comme Cordaid, des organisations/institutions spécialisées dans l'approvisionnement en eau potable, l'évacuation, l'épuration et le transport de l'eau, sans oublier le gouvernement néerlandais (comme donateur). Les premiers plans mis en place concernaient l'approvisionnement et l'évacuation de l'eau.

Urban Matters au Salvador

A San Salvador en 2009, huit acteurs néerlandais et 25 acteurs salvadoriens (des organisations actives dans les bidonvilles, la municipalité, des entreprises d'utilité publique et des ministères) ont identifié les possibilités de mettre en œuvre une approche axée sur le quartier. Les premiers plans ont été rédigés ou appliqués depuis. La coopération avec un conseiller néerlandais a permis de mettre au point deux plans de développement de la zone. Deux projets ont déjà été identifiés : un projet de construction de logements pour 300 familles et le développement d'un parc de loisir dans une zone très peuplée. Les deux projets progressent dans le cadre d'une coopération avec des investisseurs, des sociétés immobilières, des bureaux de conseil et autres organisations et institutions salvadoriennes.

Urban Matters au Nigeria

En 2008, les résultats d'un *process mapping* (cartographie des processus) ont été examinés à *Abuja* dans le cadre d'un atelier, où des organisations communautaires, une dizaine

d'ONG, des instances gouvernementales et UN Habitat ont décidé la formation d'une plateforme urbaine pour Abuja. Cette plateforme a donné naissance à un organe de conseil national visant à chercher des solutions au problème des expulsions forcées. Cet organe de conseil dispose désormais d'un statut officiel et les premières négociations avec le gouvernement fédéral sont en cours pour déterminer la politique à suivre en matière de propriété et de logement pour les habitants des bidonvilles.

Le centre SERAC (*Social and Economic Rights Action Center*) a permis la création de l'organisation USI/LSHA (*Urban Space Innovation/Lagos Social Housing Association*), une ONG qui milite en faveur de la construction de logements sociaux dans le bidonville Maroko de la capitale *Lagos*. Un premier *Social Housing Summit* (sommet sur le logement social) a été organisé en mai 2010 sous la direction de l'USI. Les ONG, les organisations de quartier, les services gouvernementaux et le secteur privé ont présenté à cette occasion un plan de développement des logements sociaux. L'étape suivante consiste à réaliser 520 logements dans le quartier Maroko. Le projet est réalisé par *Alese Social Housing Association* – une coopération de construction immobilière créée par l'USI avec l'aide de Cordaid. Plusieurs banques et entreprises de construction de Lagos souhaitent participer au projet. L'année dernière, 75 jeunes ont été formés aux métiers de maçon, plombier et menuisier. Ils ont été embauchés pour travailler sur le chantier.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre d'habitants de bidonvilles bénéficiant d'un meilleur accès aux services de base	121.000	50	1.197.000	96
Nombre de jeunes qui participent aux programmes d'aide à l'emploi ou de prévention de la formation de gangs	28.000	41	1.713.000	111
Nombre d'organisations de quartier renforcées	550		1.221.000	81
Nombre d'organisations de société civile actives dans le développement des services de base	450		627.000	101
Nombre d'organisations de base qui cherchent à améliorer la situation et les conditions de vie des jeunes	600		784.000	115
Nombre d'organisations de quartier actives dans le lobbying	295		620.000	73
Nombre d'activités de lobbying destinées aux jeunes	100		588.000	113

► **Explication :**
Cordaid renforce les organisations de quartier et soutient leur travail en proposant des activités relatives à l'application de projets, la coopération et l'influence sur la politique dans le but de stimuler la participation et l'implication des habitants des bidonvilles. En donnant du travail aux jeunes, en réduisant la formation de gangs et en renforçant les organisations d'aide aux jeunes, l'influence (positive) de ces derniers sur la vie du quartier augmente. Le programme a atteint la plupart des objectifs chiffrés pour 2010. Les services de base ont atteint davantage de femmes (55 %) que d'hommes pendant la période stratégique, chez les jeunes le pourcentage de filles touchées s'élevait environ à 42 %. En termes de stratégie d'intervention, la répartition prévue de 65 % en matière de CS/IP a été réalisée quasiment chaque année.

Renforcement des capacités

Les jeunes désœuvrés des bidonvilles de Yaoundé, la capitale du Cameroun, représentent une menace pour la sécurité et la stabilité de la région. L'implication des jeunes est indispensable pour traiter cette problématique. Le Réseau des Organisations de Jeunes pour le Développement Urbain du Cameroun (ROJEDUC), qui regroupe 8 organisations, a été créé à la suite d'une enquête baptisée *Urban Youth: Actors of Change* conduite par Cordaid entre 2003 et 2005. Au début, le ROJEDUC a rencontré les problèmes traditionnels, mais en 2009 le réseau s'est engagé sur la voie (hésitante) de la professionnalisation. Le ROJEDUC dispose du potentiel pour jouer un rôle dans les processus multipar-

tites autour des thèmes de l'eau potable, de l'assainissement, du traitement des déchets, du logement et de l'emploi. Pour ce faire, ses capacités doivent absolument être renforcées. Un plan d'action doit permettre la création d'un réseau stable avec une structure interne claire et des organisations membres compétentes.

Efficacité

Il semble que de nombreuses ONG s'intéressent essentiellement aux compétences techniques des petites entreprises et n'accordent pas suffisamment d'importance aux aspects commerciaux. L'organisation éthiopienne WISE (*Organisation for Women in Self Employment*) a décelé

cette lacune et propose donc des formations pour améliorer les compétences professionnelles des femmes illettrées, avec un certain succès. Au terme de la formation, les participantes peuvent calculer les prix de revient et effectuer les opérations simples de calcul des bénéfices et des pertes. Les modules et les ouvrages de travail sont développés par WISE, avec l'aide financière de Cordaid. WISE propose également ses formations payantes à d'autres personnes. Ces activités demandent peu de moyens financiers extérieurs supplémentaires, tandis que les formations dispensées aux petits entrepreneurs permettent d'augmenter l'efficacité des investissements effectués dans les entreprises.

Lobbying

Les huit millions d'habitants de **Lima et Callao** dépendent de la rivière Rimac pour leur consommation d'eau et d'électricité, mais le bassin de la rivière est très pollué par les décharges, les dépôts sauvages et les coulées de boue provoquées par l'exploitation minière (avec du mercure et du plomb). Pour mieux gérer la (problématique de la) qualité de l'eau, la CEAS (*Comisión Episcopal de Acción Social*) a étudié la qualité de l'eau et sa relation avec les schémas pathologiques rencontrés dans la région. La CEAS, un organe de la Conférence des Evêques, reçoit le soutien de plusieurs organisations Cidse. Cordaid a choisi de se retirer du Pérou, mais a accordé à la CEAS une dernière contribution afin de lui donner le temps de trouver d'autres sources de financement. Le dernier projet consiste à approfondir l'étude conduite au préalable et – grâce aux résultats obtenus – à lancer un lobbying de la société civile auprès des autorités locale et nationale pour garantir la qualité de l'eau.

La ville de Kinshasa, capitale de la RD du Congo, s'est développée à une vitesse fulgurante pour devenir une métropole d'environ 10 millions d'habitants. La question du logement y représente un problème gigantesque. Le groupe de lobbying *Dynamique Participation Citoyenne pour l'Habitat Social* se compose de cinq partenaires Cordaid et deux bureaux d'étude. L'initiative est née d'une mission de lobbying menée par Cordaid pour la création de logements sociaux. Les membres du groupe ont suivi une formation sur le lobbying et une étude a été lancée sur la problématique du logement à Kinshasa. Les résultats de l'étude ont été présentés aux autorités locales et portés à

l'attention des médias. L'étape suivante consiste à présenter au gouvernement un cadre juridique du logement, réaliser une campagne publique pour le logement social, mener des activités de lobbying pour modifier la législation et la réglementation et trouver le financement public/privé pour la construction de logements sociaux.

Linking & Learning

Cordaid a participé à la publication du livre « **Villes durables** » en Amérique latine de l'association A-Foundation, active à l'échelle mondiale dans le secteur du développement urbain. Le livre contient des textes académiques et des interviews d'architectes, d'urbanistes, d'anthropologues et de politiciens. La publication contient un paragraphe sur le programme urbain de Cordaid et son approche multipartite. La publication s'adresse aux étudiants, aux organisations de société civile, aux instances gouvernementales, aux entreprises, aux instituts académiques et aux organisations bi/multilatérales.

A l'occasion de la **Journée mondiale de l'habitat** en octobre, Cordaid a organisé une réunion consacrée aux habitants pauvres des villes du Cap (Afrique du Sud), de San Salvador (Salvador) et de Rotterdam (Pays-Bas). Dans chaque quartier, un partenaire Cordaid a présenté la situation et les perspectives. Forte de l'expérience accumulée dans son programme *Urban Matters*, Cordaid se présente comme une organisation pionnière en matière de développement des bidonvilles. Dans le prolongement de la conférence, Cordaid a été invitée par UN Habitat à rejoindre la campagne *World Urban Campaign*. La coopération avec les entreprises/institutions néerlandaises a commencé à

prendre forme pendant la conférence. Tous les contacts sont gérés dans une base de données du programme *Urban Matters*, de manière à ce que Cordaid puisse répondre aux besoins émanant du Sud en mettant en place des partenariats entre les entreprises/institutions néerlandaises et les parties du Sud.

Le CEPROMUR (*Centro de Promoción Urbana*) travaille au développement d'organisations de quartier dans les zones pauvres de la **vieille ville de Lima**. Plusieurs de ces organisations ont permis, en coopération avec la commune, d'améliorer le réseau de canalisations et d'électricité, les égouts, la voirie et les espaces verts. Le gouvernement a engagé (et rémunéré) le CEPROMUR pour encadrer les projets de logements. Il travaille également depuis peu avec des entreprises de construction de logements sociaux. Le CEPROMUR veut partager ses connaissances avec les habitants des quartiers, les universités et les instances gouvernementales. Pour ce faire, l'organisation publie des brochures sur les améliorations techniques à apporter aux logements, la prévention des catastrophes et les opportunités de subvention, sans oublier la publication de livrets consacrés à la protection de l'environnement et distribués dans les écoles des quartiers défavorisés.

Résultats d'une initiative privée pour fournir de l'eau potable au Cameroun

Le Rotary club néerlandais de Scherpenzeel-Woudenberg collabore avec le Rotary club de Bertoua pour mettre en place 54 sources d'eau au profit d'environ 80 000 habitants. L'initiative vise notamment à réduire l'incidence de maladies liées à l'eau et à améliorer les conditions de vie des collecteurs d'eau (femmes et enfants). Le projet accorde une attention particulière à l'entretien des équipements de distribution d'eau et à la question de la propriété des installations, grâce à la création de comités de gestion de l'eau. Le Rotary club accorde également une grande attention à la collecte de fonds aux Pays-Bas (avec une contribution personnelle de plus de 40 000 euros en 2010). Début 2010, 46 points d'eau avaient été installés. Une évaluation conduite récemment est revenue sur la réussite du projet, qui permet à la population de bénéficier d'un meilleur accès à l'eau potable.

Cordaid a organisé une nouvelle fois cette année le concours d'idées **Urban Challenge**, ouvert aux étudiants néerlandais et kényans. L'objectif affiché du concours est d'améliorer la situation des populations locales. Dix équipes d'étudiants néerlandais et kényans se sont penchées sur les problèmes des cyclopushes à Kisumu. Ces derniers offrent un moyen de transport abordable et accessible, mais le secteur souffre d'un manque d'équipements, comme l'absence de voies cyclables et de parkings

à vélos par exemple. L'équipe lauréate de l'université Twente/Maseno va se rendre à Kisumu pour mettre en pratique sa solution.

Honduras : migration illégale

Ces dernières années, le nombre d'honduriens qui immigrent illégalement vers les Etats-Unis a explosé. L'organisation religieuse Scalabrinianas a été la première organisation à se pencher sur le problème. Elle offre des informations sur la migration illégale, accueille les migrants déportés (notamment sur demande du gouvernement) et propose des activités pédagogiques et socio-éducatives. Ces dernières années, Scalabrinianas a créé des commissions pour la migration dans quatre évêchés ainsi qu'un forum national sur la migration, composé de plus de 20 organisations. L'organisation fait aussi du lobbying auprès de la classe politique pour attirer l'attention sur le problème de la migration. Scalabrinianas s'appuie également sur son réseau pour faire valoir les droits des migrants sur la scène internationale. Avec sa contribution, Cordaid a permis d'accueillir environ 9 000 migrants déportés, de proposer des formations professionnelles à 700 jeunes, de lancer des campagnes d'information dans les établissements scolaires et les médias et d'assurer le lobbying pour la reconnaissance des droits des migrants et l'application d'une politique efficace en matière de migration.

Le partenaire SERAC remporte le prix MacArthur pour sa créativité et son efficacité

Le centre nigérian Social and Economic Rights Action Center (SERAC) a reçu cette récompense en 2010, accompagnée d'un prix de 350 000 dollars. Cette distinction couronne les efforts constants du centre en faveur des droits économiques, sociaux et culturels des citoyens exclus au Nigeria. Pour reprendre les mots du président de l'association : « this exceptional organization effectively address national and international challenges en has had an impact that is disproportionate to its small size » (cette organisation exceptionnelle relève avec succès les défis nationaux et internationaux qui se présentent à elle et parvient à avoir un impact gigantesque par rapport à sa taille modeste).

4.3. Femmes et violence

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (3 pays), en Asie (4) et en Amérique latine (3)
- 62 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 6,5 millions d'euros ont été investis en 2010
- 50 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 16 000 femmes ont été touchées
- Fin 2010, 154 projets étaient en cours

Introduction

En 2007, ce programme (en croissance) a été lancé autour des thèmes de la violence domestique, de la traite des femmes et de la violence faite aux femmes dans les zones de conflit. Au cours de l'année 2008, le linking & learning et le lobbying sont venus s'ajouter au programme. Des partenariats internationaux ont été amorcés dans le cadre du développement de politique et du linking & learning. Le lobbying a pris du poids grâce à un recentrage des activités sur la résolution 1325 des Nations Unies. Cordaid a également orienté le débat sur les femmes et la violence par le biais d'initiatives dans la société néerlandaise.

En 2008, l'action programmatique consacrée à la violence faite aux femmes dans les zones de conflit armé a été lancée, sur la base d'une cartographie de la situation en Colombie et au Guatemala.

En 2010, des *Principes directeurs* ont été énoncés pour créer une plus grande synergie entre les programmes Cordaid en matière d'égalité des genres et d'émancipation des femmes. Par ailleurs, le document de lobbying *Women's leadership and participation in decision-making* rédigé en 2010 contient les directives relatives aux activités de lobbying pour l'émancipation des femmes.

En Colombie, au Guatemala et en Indonésie, le respect des

droits des femmes est au cœur du processus. En Sierra Leone, le renforcement de la position économique des femmes permet de lutter contre la violence domestique. En Colombie, en RD du Congo, au Sri Lanka, en Afghanistan, dans les territoires palestiniens et au Soudan, la protection des femmes dans les situations de conflit et leur participation aux processus de paix sont les piliers du programme.

Action programmatique en Colombie

En 2007, Cordaid a commencé à coopérer avec des réseaux de femmes. Depuis, le programme s'est progressivement transformé en une *Communauté de changement*, qui lutte pour la réduction de la violence, la justice pour les victimes de violence et les négociations en faveur de la paix. Le cœur du programme se compose de 26 organisations de protection des femmes et des droits de l'homme ainsi que des mouvements sociaux (expatriés, indiens, agriculteurs, afro-colombiens). Les universités, les autorités locales, les journalistes, l'UNIFEM et l'UNFPA sont également impliqués dans le programme. Il existe en outre des connexions avec des réseaux internationaux de femmes.

Cordaid, qui a participé au projet national relatif aux résolutions 1325/1820 des Nations Unies, a également octroyé des fonds pour le monitoring de ces résolutions, pour le renforcement des capacités de monitoring, pour la protection (en coopération avec UAF) des militantes des droits de l'homme et pour la campagne de commémoration des 10 ans de la résolution 1325 des Nations Unies. Outre son rôle d'investisseur et d'intermédiaire, Cordaid a aussi joué un rôle important dans le lobbying auprès du conseil de sécurité des

Nations Unies et de l'UE en faveur de l'application de la Résolution 1325 en Colombie. Trois ans après son lancement, le programme s'est considérablement développé et les thèmes tels que la participation des femmes dans les processus de paix, la sécurité et l'espace politique réservé aux militantes des droits de l'homme y ont pris de l'importance.

Ces développements ont permis d'accroître la visibilité des femmes dans les questions de paix et de sécurité. Sous la pression des organisations locales et (inter)nationales et sur la base de témoignages de femmes, le gouvernement colombien a adopté un décret, qui reconnaît pour la première fois les abus dont sont victimes les femmes comme des délits. En 2010, le mouvement de protection des femmes a rédigé un contre-rapport sur la violence sexuelle basé sur 183 cas concrets. Utilisé par les instances gouvernementales, le rapport a contribué au développement d'une politique sur l'égalité des genres à l'échelle municipale. Mais il y a un revers à cette médaille : les femmes leaders reçoivent davantage de menaces (de mort). C'est pour cette raison que fin 2010, un réseau de sécurité a été créé pour protéger les militantes des droits de l'homme, en coopération avec Urgent Action Fund et *Sisma Mujer*.

Action programmatique au Guatemala

Bien que les activités des organisations/réseaux de femmes au Guatemala soient encore très diverses, les premiers liens de coopération sont en train de voir le jour. L'action des organisations se concentre sur la lutte contre la violence faite aux femmes, l'aide juridique et la justice pour les victimes de violence, la lutte contre l'impunité et la participation des femmes dans les structures administratives locales.

En 2010, Cordaid a soutenu la formation d'un réseau de femmes dans le département de Petén. Avec l'aide d'un conseiller local, des réunions ont été organisées tout au long de l'année pour définir un projet commun visant à garantir le respect des droits des femmes. Un renforcement des activités a également été engagé. L'élargissement du réseau, notamment avec l'intégration de comités de femmes locaux, est prévu pour 2011.

En 2010, Cordaid est également entré en relation avec une alliance établie dans la ville de Guatemala, qui milite pour une approche multipartite au problème de la violence faite aux femmes et du respect des droits (civiques) des femmes. Les interventions du réseau partenaire ont notamment débouché sur une plus grande participation des femmes dans les structures administratives locales. Des résultats positifs ont également été obtenus dans le traitement des affaires juridiques et le jugement des auteurs de violence. Reconnue à l'échelle (inter)nationale, la fondation *Fundación Sobrevivientes* est parvenue à présenter les affaires devant une instance juridique supérieure. L'organisation a également participé en 2010 à la formation de fonctionnaires gouvernementaux et à la mise en place de structures juridiques (*Juzgados de Femicidio*) pour lutter contre les meurtres de femmes et les autres formes de violence contre les femmes. La coopération entre les réseaux de la ville de Guatemala et le département de Petén a pris de l'ampleur.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre de femmes ayant accès à un centre d'accueil/d'aide ou à des services de base comme l'éducation et les soins de santé	11.000	88	513.000	93
Nombre de femmes avec une capacité accrue à participer aux prises de décision politiques	16.000		770.000	279
Nombre d'organisations impliquées dans les stratégies de lutte contre la violence faite aux femmes	750		1.515.000	110
Nombre de missions de lobbying œuvrant pour le respect des droits des femmes	110		1.651.000	79

Explication : l'accès aux centres d'accueil/d'aide et aux services de base sont les conditions préalables au développement et au renforcement des organisations. Le programme vise à créer des organisations de lutte contre la violence faite aux femmes/filles plus nombreuses et plus puissantes. Le lobbying vise à renforcer la place des femmes dans les processus de développement et d'application des politiques. La réalisation cumulative indique que le renforcement des capacités et le soutien des organisations de femmes ont eu lieu à plus grande échelle que prévu.

Le nombre de missions de lobbying est inférieur aux prévisions, car le renforcement des organisations de femmes a demandé plus de temps dans ce programme relativement nouveau et les missions de lobbying n'ont pu être identifiées que par la suite. Cela explique le taux de réalisation modeste en termes d'influence sur la politique (objectif de 30 % et réalisation entre 2007 et 2010 de 25 %) au profit de la construction de la société (objectif de 40 % et réalisation de plus de 60 %).

Renforcement des capacités

Le réseau de Cordaid en **Indonésie** compte 12 partenaires. En 2008, ces derniers ont demandé l'aide de Cordaid pour stimuler leur développement organisationnel et institutionnel. En 2009, une mission de renforcement des capacités a été lancée en coopération avec *Circle Indonesia*. Les partenaires et Circle ont dressé la liste des besoins puis ont attribué à chaque organisation les activités de formation et d'encadrement. En 2009, l'accent a été mis sur le M&E et la gestion financière. Les *Meilleures pratiques* dans la lutte contre la violence faite aux femmes ont également été rassemblées. Fin 2009, Cordaid, ses partenaires et Circle se sont réunis pour examiner les résultats. Les partenaires ont demandé à prolonger la mission d'une année et ont fait des suggestions intéressantes.

Linking & Learning (LL)

Le linking & learning est en grande partie au service des plans d'action nationaux relatifs à la Résolution 1325 des Nations Unies aux Pays-Bas et dans plusieurs pays partenaires. Le calendrier 2010 se présentait comme suit :

- *International Fellowship of Reconciliation* (IFOR) et *Women Peacemakers Program* (WPP) ont organisé une consultation internationale sur le « Développement interreligieux de la paix : la nécessité d'une perspective relative à la question des genres ». Cordaid a permis aux représentants du Sud de participer à la consultation. Cette dernière a débouché sur des analyses, mais aussi une publication des *meilleures pratiques* et la décision de créer un groupe de travail/e-groupe composé d'une *communauté de praticiens* pour assurer le suivi des activités ;

- Les partenaires établis en Sierra Leone et en Indonésie ont participé, avec le soutien de Cordaid, à un atelier organisé par l'organisation *Aim for Human Rights* afin de tester un instrument de lutte contre la violence faite aux femmes. Ils ont offert leurs idées pour améliorer l'instrument et ont participé à la présentation et l'application de celui-ci.

Lobbying

Le lobbying a été consacré en grande partie à la commémoration des dix ans de la résolution 1325 des Nations Unies (octobre 2010) et aux plans du nouveau gouvernement néerlandais.

Le rapport *Costing and Financing 1325 UNSCR* a été publié en coopération avec le réseau *Global Network of Women Peacebuilders*. Les recommandations contenues dans le rapport consacré aux cas des Pays-Bas, du Libéria, de la Sierra Leone, de la Colombie et des Philippines ont été bien accueillies par UN Women, le programme des Nations Unies pour le développement (UNDP) et les Etats membres. L'étude contient une analyse des moyens disponibles et des moyens nécessaires pour appliquer la Résolution 1325 et présente des recommandations pour utiliser les moyens de manière plus efficace.

Pendant la conférence de commémoration des dix ans de la Résolution 1325 à New York, Cordaid a co-organisé plusieurs réunions, consacrées notamment au rapport *Afghan Women Speak de l'université Notre Dame* et au rôle du secteur privé dans le domaine des femmes et de la sécurité.

Une contribution de Cordaid, entre autres, a permis de conduire une étude sur le *Plan d'action national* néerlandais

pour la mise en œuvre de la résolution 1325. Les signataires du *Plan d'action national* néerlandais ont décidé de coopérer autour des thèmes de la participation/du leadership des femmes en Afghanistan, au Burundi, en Colombie et en RD du Congo.

L'organisation **Women's Advocates** (WA) se compose de femmes récemment diplômées, qui se sont spécialisées dans la lutte contre la violence faite aux femmes. Ce groupe très motivé souhaite entreprendre des activités de lobbying en Sierra Leone en faveur de la loi controversée sur les *crimes sexuels*. La loi n'a pas encore été adoptée. WA veut obtenir l'approbation et l'application directe de la loi en organisant des activités de sensibilisation, de lobbying et de consolidation (auprès notamment des femmes parlementaires), mais aussi en coopérant avec d'autres parties prenantes (qui ont créé, à l'initiative de WA, une commission pour l'adoption de la loi).

Coopération

Cordaid a collaboré cette année avec **Justitia & Pax Pays-Bas (J&P)** sur plusieurs sujets, dans le cadre de la protection des droits de l'homme. En mai, une réunion commune a été organisée avec 40 militantes des droits de l'homme originaires de neuf pays d'Asie. Cette réunion a débouché sur des recommandations et des plans d'action visant à développer le lobbying et le réseautage autour de la protection des militantes des droits de l'homme au niveau régional.

J&P et Cordaid ont donné suite aux études conduites sur l'intégration d'une perspective relative à la question des genres dans les programmes DDR (*Désarmement, Démobilisation, Réintégration*) et RSS (*Réforme du Secteur de la Sécu-*

rite) en RD du Congo. La première étude était une étude de bureau conduite par J&P (fin 2009). La seconde étude a été conduite en 2010 à la demande de Cordaid pour évaluer « sur le terrain » les recommandations tirées de la première étude. Des femmes, d'anciens combattants et des militaires ont été interviewés et des entretiens ont été organisés avec les représentants d'ONG (inter)nationales, de la police, de l'armée et des Nations Unies. J&P et Cordaid ont ensuite invité quatre congolaises à présenter les résultats de l'étude auprès de l'UE. La présentation mettait l'accent sur les stéréotypes en matière de genre qui sévissent dans la police et l'armée, sur la participation (insuffisante) des groupes locaux (de femmes) dans les programmes DDR et RSS ainsi que sur la nécessité d'adopter une approche orientée vers les communautés plutôt que vers les groupes cibles dans le cadre des programmes à vertu économique.

Consolidation

Les résolutions 1325/1820 des Nations Unies sont de bons instruments pour réduire la violence faite aux femmes, augmenter leur participation dans la vie politique et l'administration publique et améliorer leur sécurité dans les zones de post-conflit. L'organisation COS Utrecht et Multicultural Women Peacemakers Network in the Netherlands, une fédération de 20 organisations de militantes de la paix issues de la diaspora, ont décidé de renforcer la coopération avec les organisations établies dans la région des Grands Lacs autour de la résolution 1325. A cette fin, des entretiens ont été organisés avec les décideurs politiques, des informations pédagogiques ont été rassemblées sur la résolution 1325 (avec une distribution numérique auprès d'environ 100 000 contacts aux Pays-Bas et dans la région des Grands Lacs), sans oublier le rapprochement de six initiatives privées de la

diaspora/des Pays-Bas avec des organisations de femmes en RD du Congo, au Rwanda et au Burundi.

4.4. Prévention des désastres et aide d'urgence

Faits essentiels

- Le programme de prévention des désastres était actif en Afrique (5 pays), en Asie (3) et en Amérique latine (2)
- 66 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 39,7 millions d'euros ont été investis en 2010 (dont 30,4 millions d'euros d'aide humanitaire)
- 164 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 566 000 personnes ont été touchées par les activités de prévention des désastres et 930 000 par les activités d'aide humanitaire
- Fin 2010, 223 projets étaient en cours

Introduction

Prévention des désastres : les groupes de population pauvres peuvent réduire leur vulnérabilité en analysant les risques, en mettant en place des systèmes d'alerte, en formant la population aux comportements à adopter en cas de désastre et en mettant au point des plans d'action. Les rapports de force peuvent changer si ces populations pauvres revendiquent leur place au sein des programmes d'aide nationaux. Cordaid désigne la Prévention des désastres par Disaster Risk Reduction (DRR - Réduction des Risques de Catastrophe).

Le programme a considérablement évolué depuis 2004. Lancé dans quatre pays-pilotes, le programme a été

appliqué dans dix pays entre 2007 et 2010. Des progrès considérables ont été enregistrés au cours de cette période. Aujourd'hui, les populations sont moins gravement touchées par les désastres : elles évacuent à temps (éruption du volcan Merapi en Indonésie en 2010, inondations en Inde en 2010), elles préservent plus longtemps leurs réserves d'eau et de nourriture (Corne de l'Afrique), elles savent comment demander l'aide du gouvernement (Inde, Salvador).

Etant donné que la plupart des désastres sont provoqués par le changement climatique (sécheresse, inondations, ouragans), une stratégie à long terme avec des mesures d'adaptation aux changements climatiques semble indispensable. Pour Cordaid, cela signifie répondre à la situation dans les régions fragiles et coopérer avec les communautés, le gouvernement, les organisations internationales et les instances de recherche. Cordaid étudie également les scénarios climatiques sur le long terme.

Pour renforcer le programme, Cordaid a cherché à rassembler les expertises de la Croix Rouge néerlandaise, du Red Cross Climate Centre, de Wetlands International et de CARE Nederland.

En Ethiopie, Cordaid a accepté d'effectuer une présentation auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural sur l'impact du programme de DRR dans les différentes régions. Le programme est appliqué par plusieurs ONG, avec le soutien de Cordaid. Cordaid a également été invitée à rejoindre le groupe de travail chargé d'élaborer la politique du ministère en matière de disaster risk management (gestion des risques de catastrophe).

L'intégration du DRR dans d'autres programmes est à l'étude au sein de Cordaid. Les conflits peuvent s'aggraver en raison de la sécheresse et du manque d'eau ou de terres cultivables. Les projets agricoles courent des risques si les changements climatiques ou autres désastres ne sont pas pris en compte.

L'importance du DRR est reconnue au niveau international (Nations Unies, UE). De nombreux gouvernements disposent d'une politique en matière de DRR, mais toutes ne sont pas encore traduites par des interventions au niveau communautaire. Les ONG, comme Cordaid et ses partenaires, ont un rôle essentiel à jouer sur ce point.

Aide d'urgence : l'aide humanitaire de premier recours est indispensable après un désastre. Cordaid estime que sa force et celle de ses partenaires résident surtout dans la phase de relèvement précoce/réhabilitation, qui consiste à aider les populations sinistrées à se relever rapidement puis à améliorer leur sécurité d'existence sur le long terme.

Entre 2007 et 2010, près de trois millions de personnes ont reçu une aide humanitaire.

Action programmatique dans la Corne de l'Afrique - Disaster Risk Reduction

Au Kenya, en Ethiopie et en Ouganda, Cordaid collabore avec environ 20 partenaires au programme *Disaster Risk Reduction* (DRR) au profit de 600 000 pastoralistes. La stratégie de Cordaid se concentre d'une part, sur le renforcement des capacités des partenaires et des communautés et d'autre part, sur les projets liés à la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, le commerce du bétail et la protection de l'environnement. Les acteurs regroupent des communautés, des partenaires, des autorités, des conseillers locaux, des ONG internationales et des organisations comme Caritas, ECHO, *International Institute for Rural Reconstruction* et FAO. Les établissements d'enseignement (comme l'université de Wageningen) conduisent des enquêtes sur les effets à long terme du changement climatique et partagent les résultats dans le cadre d'activités de linking & learning. L'utilisation de procédés novateurs, comme les scénarios météorologiques, a également été renforcée. Aux côtés de ses partenaires et d'autres organisations (comme CIDSE/Caritas), Cordaid assure le lobbying auprès des autorités nationales et des donateurs. Cordaid stimule également, en coopération avec d'autres organisations néerlandaises, l'engagement social aux Pays-Bas sur les questions relatives aux pastoralistes et au changement climatique. En 2010, Cordaid et plusieurs ONG kényanes ont milité pour la création d'une plateforme sur le changement et l'adaptation climatiques. Cette plateforme aide le gouvernement kényan à mettre en place des politiques. Par ailleurs, Cordaid a joué le rôle de locomotive dans le débat sur le climat au sein du

réseau Cidse, ce qui a conduit ce dernier à s'engager activement dans des activités de lobbying et de conseil en matière d'adaptation climatique.

Les autorités locales sont de plus en plus impliquées dans les processus DRR, en tant que conseiller ou participant dans le cadre de formations, mais aussi en tant qu'investisseur. L'organisation ECHO a d'ailleurs demandé à Cordaid d'inviter les fonctionnaires à participer aux formations DRR.

Action programmatique relative aux Dalits

Lors des inondations de 2007 qui ont touché l'Etat fédéral de Bihar, les communautés Dalits ont été systématiquement exclues de l'aide d'urgence gouvernementale. Plusieurs organisations se sont engagées pour lutter contre cette situation et ont créé le groupe *Dalit Watch Bihar* (DWB). A ce stade (2008), Cordaid est entrée en jeu et a offert son soutien à DWB, en conduisant notamment une étude sur les risques liés aux désastres et la résistance des communautés locales. En 2009, de nouvelles inondations ont touché la région. DWB a rassemblé des preuves de l'exclusion et de la discrimination des Dalits, que l'association a portées à l'attention des médias, ce qui a poussé le gouvernement à prendre plusieurs mesures (modestes). Sur le modèle du rassemblement autour de DWB, des initiatives de monitoring et de suivi ont également vu le jour dans d'autres Etats fédéraux. Le réseau *National Dalit Watch* (NDW) a été créé en 2009 pour assurer le lobbying à l'échelle nationale, rassemblant tous les acteurs majeurs autour du thème de l'exclusion des Dalits et des autres groupes marginalisés dans les situ-

ations d'aide d'urgence. Cordaid a été impliquée de façon étroite dans l'organisation d'une conférence nationale (juin 2010), qui a donné une forte impulsion au programme *Disaster Risk Reduction* au profit de ce groupe cible. Cordaid a également permis à DWB d'engranger des connaissances sur le programme DRR. Les équipes *Dalit Watch* surveillent désormais le déroulement des missions d'aide d'urgence et attirent l'attention des autorités locales si besoin est.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre de personnes avec une formation DRR	201.000	54	2.038.000	164
Nombre de victimes de désastres ayant reçu de l'aide	930.000	50	30.380.000	n.v.t.
Nombre de communautés disposant de systèmes d'alerte précoce et de plans DRR	400		519.000	358
Nombre de liens de coopération tissés autour du programme DRR	25		365.000	736
Nombre d'organisations avec des capacités de lobbying accrues	350		345.000	545

En 2010, l'aide humanitaire a été déployée en cas de catastrophe naturelle (sécheresse, tremblements de terre et ouragans) au profit de 930 000 personnes. La situation à Haïti et au Pakistan a déjà été abordée.

Dans le nord-est de l'Ouganda, deux évènements ont reçu une aide de Cordaid pour faire face à la sécheresse et nourrir 21 000 personnes pendant trois mois. Au Malawi, Cordaid est venue en aide aux victimes d'inondations (3 300 personnes) et aux 2 200 personnes touchées par les premiers tremblements de terre de l'histoire du pays. D'importants tremblements de terre en Indonésie ont également touché près de 750 000 personnes fin 2009. Les programmes d'aide d'urgence/réhabilitation ont été poursuivis en 2010. Par le biais de quatre partenaires, Cordaid a offert son aide à 23 000 personnes pour (réparer) leur

logement, les équipements d'approvisionnement en eau et les équipements d'irrigation. Les éruptions du volcan Merapi ont poussé 280 000 villageois à fuir. Cordaid a fourni une contribution pour l'accueil d'urgence de 9 100 personnes. Fin octobre, les îles Mentawai ont été la proie d'un tsunami. Cordaid est alors venue en aide à 8 300 personnes en distribuant de la nourriture, des médicaments, des tentes et des couvertures. Début avril, 1 100 maisons sont parties en fumée dans le Bihar, en Inde. Un partenaire, AIDMI, est venu en aide à 8 000 sans abri. En août, la région du Cachemire indien a été touchée par des inondations et des glissements de terrain. Trois partenaires ont reçu les moyens de fournir à 5 500 personnes une aide médicale, des vêtements, des abris et des intrants agricoles. Quelques semaines avant la récolte, le district de

► *Explication : d'importants moyens ont été utilisés dans la lutte directe contre la pauvreté en raison des désastres à Haïti et au Pakistan. Le DRR vise à accroître la résistance des communautés face aux désastres et aux changements climatiques via le développement d'organisations, la création de formations et la mise en place de mesures comme les systèmes d'alerte et les récupérateurs d'eau de pluie. Les contributions cumulées indiquent que le programme a permis d'atteindre des résultats supérieurs aux attentes, aussi bien en termes de soutien des communautés, que de création de liens de coopération ou encore de renforcement des capacités de lobbying. Le pourcentage de femmes a oscillé pendant les quatre années autour des 50 %. En raison de l'effort inattendu en matière d'aide d'urgence, le glissement prévu de LDP vers CS/IP n'a pas pu être atteint. L'objectif initial de 60 % pour CS/IP est tombé à 15 %.*

Sunamganj, au Bangladesh, a subi de graves inondations. L'organisation *Voluntary Association for Rural Development* a distribué à 21 000 personnes des produits d'urgence et des équipements pour relancer l'agriculture et la pêche.

Résultats du Disaster Risk Reduction en Indonésie

La fondation Bina Swadaya applique le concept de *Disaster Risk Reduction* (DRR) dans la province de Java central. Elle a mené dans quatre villages un processus complet de formation, d'analyse des risques, d'élaboration de plans d'action et de création de forums DRR locaux. Quelques semaines avant l'éruption du volcan Merapi, un exercice d'évacuation avait été organisé avec tous les villageois et des masques faciaux avaient été distribués quelques jours avant la catastrophe. Quand le Merapi s'est réveillé, les villageois étaient prêts. Les membres des forums DRR ont organisé l'évacuation de plus de 4 700 personnes et du bétail, ils ont assuré la distribution des produits d'aide et la surveillance des outils de production abandonnés, le tout en concertation avec le gouvernement. Aucune victime n'a été déplorée et les dégâts ont été limités. Des rapports de dommage et des plans de rétablissement ont été rédigés et des solutions sont actuellement à l'étude pour assurer la transition pendant la période d'inactivité agricole due aux retombées de cendres volcaniques. Notons que les forums DRR ont organisé, en dehors de la zone sinistrée, des opérations de collecte pour les villages touchés (2 500 euros avaient été récoltés début décembre).

Renforcement des capacités

En 2009, le programme de Cordaid a été évalué par une équipe d'experts internationale. L'approche et les résultats ont été jugés de façon très positive. Certains points à améliorer ont tout de même été relevés, comme la durabi-

lité des projets et le renforcement des communautés locales et des partenaires. La coopération avec le gouvernement local a été présentée comme le principal moyen de contribuer à la durabilité (financière) des projets, ce qui a déjà donné des résultats positifs en 2010 dans plusieurs pays. Un cursus d'approfondissement de 14 jours, dispensé par l'organisation *International Institute of Rural Reconstruction* (IIRR), a été proposé à 20 partenaires en **Inde et au Bangladesh**. Quatre représentants des pouvoirs publics ont également suivi le cursus.

Linking & Learning

Depuis 2002, Cordaid soutient ses partenaires établis au **Kenya** dans la gestion de la sécheresse. L'Éthiopie et l'Ouganda sont venus rejoindre le programme par la suite. Une équipe Cordaid est actuellement déployée dans la région pour coordonner l'application du programme dans ces pays et faciliter l'échange de connaissances et d'expériences (avec les bureaux de recherche, les instances éducatives et gouvernementales). Des ateliers pédagogiques ont été organisés en 2010 pour les membres de la direction d'une vingtaine de partenaires établis dans les trois pays. Les *meilleures pratiques* du secteur ont également été publiées en 2010.

Au **Bangladesh**, 12 partenaires Cordaid ont créé un forum DRR national pour échanger plus facilement les connaissances et engager des activités de lobbying communes. Le secrétariat est assuré par *Dhaka Ahsania Mission*. Dès 2011, d'autres organisations intéressées pourront rejoindre le forum. Le bulletin d'information du Forum est diffusé à grande échelle, y compris sur des sites internationaux, comme le site *Internet Prevention*.

Lobbying

Même si la loi *Disaster Management Act* (loi relative à la gestion des catastrophes) de 2005 en **Inde** permet de débloquer des fonds pour intervenir en cas de catastrophe, elle ne permet pas d'investir dans des projets visant à accroître la résistance des communautés. C'est pour cette raison que la loi doit être modifiée. La décision a été prise, au cours de réunions avec des partenaires indiens, d'en-

Une bonne leçon

Cordaid applique le programme de Gestion du Cycle de la Sécheresse/DRR dans les régions (semi) arides du *Kenya du Nord*. La disponibilité de l'eau potable pour les hommes et les animaux pendant les périodes sèches est un élément important de la résistance des populations pastorales. Un grand nombre de projets visent à récupérer et stocker l'eau de pluie pendant la période humide afin de l'utiliser pendant la période sèche. Les évaluations de ces projets sont positives en termes de quantité d'eau, mais la qualité de l'eau doit être améliorée. Cordaid va se pencher sur ce sujet, aux côtés de la population et de trois partenaires. Le recours à un système de filtration et la modification des comportements doivent permettre d'améliorer la qualité de l'eau. Le « spécialiste en eau » de Cordaid dans la région assure le suivi du programme. Les comités de gestion de l'eau assument une fonction importante : former 120 personnes à la gestion des équipements de distribution d'eau. Le projet va permettre de fournir de l'eau potable à 48 000 personnes pendant la période sèche.

tamer un lobbying commun à cet effet. C'est l'organisation partenaire *Rural Uplift Centre* (RUC), dans l'Etat indien de Tamil Nadu, qui a l'initiative.

Au **Malawi**, l'organisation partenaire ECM (*Episcopal Conference of Malawi*) a partagé ses expériences avec le gouvernement, ce qui lui a permis de contribuer à l'élaboration d'une politique DRR nationale. ECM et Cordaid ont également milité ensemble pour la création d'une plateforme DRR nationale visant à permettre l'échange et l'harmonisation autour du programme DRR. Les premières pierres de la plateforme ont été posées depuis.

Les chefs de plusieurs villages de l'Etat de Tamil Nadu, en **Inde**, soutenus par le partenaire Cordaid Kalvi Kendra et formés par l'*Association for Stimulating Know How*, ont uni leurs forces pour lancer une campagne de lobbying auprès des autorités du district. Les résultats ne se sont pas fait attendre : des fonds ont été récoltés pour la construction de maisons sûres, d'abris de secours, d'un nouveau pont et d'un mur de protection qui longe la rivière.

Coopération

L'Indonésie fait partie des pays les plus fragiles du monde. **Cordaid**, **CARE**, **Wetlands** et leurs partenaires ont décidé d'unir leurs forces dans la province isolée et fragile NTT (îles du grand est indonésien). Le groupe cible se compose de dix villages, de la société civile et des autorités du district. Le donateur DIPECHO a offert de financer le programme sur une période de quinze mois. CARE est le principal demandeur, tandis que Cordaid et deux partenaires, Bina Swadaya et FIRD/Insist, exécutent la partie du programme qui revient à Cordaid.

En 2010, **Huairou Commission**, en coopération avec **UNISDR** (*UN International Strategy for Disaster Reduction*) a créé la *community practitioners platform for resilience*, à laquelle participe Cordaid comme conseiller en raison de son expérience dans le programme DRR. La plateforme, qui se compose d'organisations gouvernementales, d'organi-

sations de société civile et d'organisations communautaires, vise à faciliter l'échange de connaissances et d'expériences ainsi que les activités de lobbying/conseil de manière à favoriser les initiatives communautaires pour la prévention des catastrophes et l'adaptation climatique.

Un lancement moins réussi

Mi-octobre 2009, Cordaid a octroyé des fonds à une organisation indonésienne pour offrir une aide d'urgence aux victimes des tremblements de terre qui ont frappé le Sumatra occidental en septembre/octobre. L'aide se présentait notamment sous la forme d'abris temporaires (abris T). Le rapport d'audit a relevé d'importantes irrégularités pendant le déroulement de la mission d'aide d'urgence. Cordaid a alors mis un terme à la coopération et exigé le remboursement de la contribution. Cordaid a ensuite demandé à une autre organisation de reprendre le projet et de finir la mission. Cordaid et les Nations Unies ont débloqué des fonds à cette fin. Le projet en question consistait à construire 63 abris T préparés, finir la construction de 97 abris en cours d'assemblage et construire 120 nouveaux abris destinés à de nouveaux bénéficiaires.

Résultats au Malawi

Les sécheresses et les inondations représentent un grand risque au Malawi. Cordaid y conduit depuis 2005 un programme de réduction des risques, mis en application par l'organisation *Episcopal Conference of Malawi* (ECM).

Membre de Caritas Internationalis, ECM dispose d'un réseau dont les ramifications s'étendent du niveau national au niveau local, en passant par le niveau diocésain des paroisses. Pendant cinq ans, la résistance des populations face aux catastrophes a été renforcée au fil de plusieurs phases. Dans la première phase (2005-2007), l'accent a été mis sur la formation de personnel et de quelques communautés (2 à 3 par évêché) ainsi que sur la mise en place de projets-pilotes à partir des analyses de risque conduites par les communautés. Entre 2008 et 2010, l'accent a été mis sur l'expansion du programme à 76 communautés (nombre actuel). Cette phase a également permis à ECM de regrouper les expériences et de documenter les activités de lobbying/conseil relatives au programme DRR et à l'adaptation climatique. Pour finaliser le programme, Cordaid a octroyé une nouvelle contribution pour 2010-2012, qui doit permettre à plus de cent communautés de continuer à gérer ces activités de façon autonome, faciliter la coopération entre les différents acteurs et contribuer à la mise en place d'une politique efficace en matière de réduction des risques et d'adaptation climatique.

4.5. Réconciliation et reconstruction

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (4 pays), en Asie (3) et en Amérique latine (2)
- 142 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 19,7 millions d'euros ont été investis en 2010 (aide humanitaire comprise)
- 118 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 955 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 472 projets étaient en cours

Introduction

Entre 2007 et 2010, Cordaid a offert son soutien à de nombreux partenaires établis dans une dizaine de pays en situation de (post-)conflit. Le secret des interventions réside dans le renforcement de la cohésion sociale, un processus qui englobe les notions de citoyenneté active et démocratisation, développement de la paix et réconciliation (souvent avec un rôle clé pour les leaders et les organismes religieux), évacuation du traumatisme, réparation des services de base (soins, eau et assainissement) et de l'économie, sans oublier l'aide humanitaire dans les situations de conflit.

La société civile a parfois joué un rôle de contre-pouvoir, tout en travaillant avec le gouvernement dans la mesure du possible. Lorsque les capacités locales se sont avérées insuffisantes, Cordaid a appliqué certains projets en régie (comme au Soudan et en RD du Congo).

L'aide humanitaire comprend des activités pour les victimes de conflits et la réinstallation des expatriés et des réfugiés. L'aide se concentre sur l'hébergement, l'éducation, la santé et l'eau/l'assainissement, l'alimentation et les équipements agricoles. En 2010, des situations d'urgence sont apparues au Soudan, en RD du Congo, au Zimbabwe, au Pakistan, en Afghanistan et au Sri Lanka. Cordaid a contribué au financement de l'accueil et des soins offerts à environ 318 000 victimes.

Entre 2007 et 2010, des opérations humanitaires ont permis de venir en aide à 2,3 millions de victimes de violence (politico-militaire).

Cordaid a participé au débat sur les interventions militaires et le rôle/la complémentarité des diplomates, des militaires, des volontaires pour le développement et des entreprises. A l'échelle internationale, Cordaid a travaillé avec des réseaux pacifistes et des institutions scientifiques. Au cours de la phase stratégique écoulee, Cordaid a cherché à obtenir la coopération d'universités, d'instituts de recherche et autres réseaux. En fin de compte, l'affûtage des choix politiques à l'aube de la nouvelle phase stratégique a conduit au regroupement des programmes « Réconciliation et reconstruction » « Minorités/Identité et diversité » et « Femmes et violence » dans un seul et même programme « Transformation des conflits ».

Action programmatique relative au pastoralisme

Cordaid est engagée depuis des décennies auprès des pastoralistes de la Corne de l'Afrique. Cordaid cherche, aux côtés de ses partenaires, à augmenter la résistance de ces populations face à la sécheresse tout en essayant de faire comprendre au gouvernement l'importance de ces éleveurs de bétail, ce qui représente un défi non moins facile à relever. Les partenaires ont fait appel à Cordaid pour prendre les rênes de ce projet. Cordaid a donc organisé une réunion en juin 2009 – à laquelle ont été conviés 25 ONG et groupes de réflexion européens – basée sur l'analyse des parties prenantes conduite par Cordaid autour de la politique de l'UE en matière de pastoralisme. La réunion a débouché sur la création de la *Coalition of European Lobbies for Eastern African Pastoralism* (CELEP), dont l'organisation Cordaid a été nommée coordinatrice. L'objectif de CELEP est de plaider auprès des gouvernements kényan, ougandais, éthiopien et tanzanien en faveur d'une politique plus favorable aux pastoralistes. Dans le cadre de ce lobbying basé sur les faits, CELEP collabore avec des établissements d'enseignement et s'appuie sur des initiatives africaines. CELEP a également publié des articles sur la « mobilité du bétail » comme condition de base pour les pastoralistes, sur l'accès aux terres (de pâturage) et aux sources d'eau ainsi que sur le pastoralisme comme système d'exploitation agricole durable et rentable pour les régions sèches.

Action programmatique relatives aux mesures de contre-terrorisme (MCT)

En 2007, Cordaid a fait des MCT une de ses priorités. Cordaid et ses partenaires mettent en garde contre les excès en la matière et militent pour une modification de la législation très restrictive relative aux ONG. Une profession de foi a été publiée au niveau de l'UE et un lobbying a été lancé pour définir des critères clairs et transparents concernant *l'inscription/la radiation de la liste*.

Début 2008, ICCO et Cordaid ont organisé aux Pays-Bas la première conférence européenne sur les MCT. D'autres conférences ont suivi aux Philippines et en Ouganda. Le rapport *Friend not Foe: Civil Society and the Struggle against Violent Extremism* consacré aux conséquences des mesures de contre-terrorisme et des mesures de sécurité sur les organisations de société civile et les activistes a également été publié cette même année. *Friend not Foe* a été diffusé et présenté à travers le monde.

En 2009, le rapport rédigé sur demande de Cordaid par *Fourth Freedom Forum/Kroc Institute sur l'inscription/la radiation de la liste* via la résolution 1904 des Nations Unies a permis d'améliorer les procédures.

Après la publication de *Friend not Foe*, Cordaid a publié le livre *Countering the Politics of Fear*, dans lequel des personnes issues du réseau de partenaires Cordaid décrivent leur travail, pris entre le feu croisé de la violence terroriste et étatique. Le livre a été très bien accueilli (voir encadré : Une plume pour Cordaid).

Un ouvrage sur les territoires palestiniens, utilisé dans le lobbying aux Pays-Bas, a été publié en collaboration avec

d'autres organisations néerlandaises d'aide au développement. Cordaid a participé à la création du *Peace Portal*, dont le lancement est prévu en mai 2011, financé par la commune de La Haye et le ministère de l'Economie. Ce site Internet offre une plateforme de communication et d'échange des connaissances.

Cordaid fait des efforts, aux côtés de l'organisation *Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict Netherlands*, en matière de lobbying et de développement des connaissances et de la politique. L'*International Centre for Counterterrorism*, l'Institut Clingendael et le Centre for *Global Counterterrorism Cooperation* ont également joint leurs forces au processus de lobbying. Des initiatives de « médiation discrète » ont vu le jour au Soudan pour impliquer davantage les femmes dans le développement local de la paix, mais aussi en Colombie pour soutenir les efforts de médiation des organisations religieuses.

Action programmatique en Afghanistan

Les rapports annuels de Cordaid décrivent avec précision les efforts de l'organisation pour/en Afghanistan. Cordaid a participé au débat politique/public et dévoilé ses positions via différents médias. Ces positions s'articulent autour de deux axes : la séparation claire entre la mission militaire et l'aide/la reconstruction d'une part et la reconnaissance du rôle des organisations de société civile afghanes d'autre part. Cordaid a également cherché à dépeindre une réalité afghane plus nuancée dans les médias néerlandais.

Début 2007, Cordaid et d'autres organisations créent le *Dutch Consortium Uruzgan* (DCU). Grâce à une importante contribution du gouvernement néerlandais, le DCU a pu élargir considérablement ses activités, permettant à Cordaid de se concentrer sur les soins de santé et le développement de l'agriculture. La position des femmes a fait l'objet d'une attention particulière par le biais de programmes de lutte contre la mortalité maternelle, la formation de sages-femmes et la participation des femmes à la construction de la société.

Fin 2009, DCU a donné une conférence de presse sur (l'avenir de) sa présence en Uruzgan : « Nos organisations (...) étaient présentes en Afghanistan bien avant le lancement de la mission militaire néerlandaise. Nous ne quitterons pas la région, quelle que soit la décision du gouvernement néerlandais concernant la mission militaire en Uruzgan ».

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre de personnes ayant accès aux soins de santé/au soutien psychologique	433.000	52	2.887.000	162
Nombre de personnes ayant accès aux services de base	20.300	50	3.068.000	54
Nombre d'organisations impliquées dans la reconstruction des sociétés délabrées	240		848.000	468
Nombre d'organisations de base locales créées/renforcées	455		2.642.000	185
Nombre de personnes qui travaillent à une vision partagée de la paix durable	424.000	43	1.885.000	252
Nombre de personnes avec une capacité accrue de défendre leurs intérêts	251.000	52	1.052.000	166
Nombre d'activités de lobbying réalisées	500		1.010.000	362

Explication :

le programme vise à lutter directement contre la pauvreté en donnant accès aux soins de santé et autres services de base. Des organisations locales ont été renforcées dans le cadre de la reconstruction des communautés et de la société civile. La réalisation cumulative indique que les objectifs ont été atteints, à l'exception du nombre de personnes ayant accès aux services de base.

Le renforcement des capacités des personnes et des organisations (construction de la société et influence sur la politique) a progressé au sein du programme : de 44 % en 2007 à 63 % en 2010, c'est-à-dire légèrement en dessous de l'objectif de 70 %, en raison des efforts dans le secteur de l'aide humanitaire (essentiellement LDP).

Une plume pour Cordaid

La revue *International Journal of Not-for-Profit Law* (IJNL) a décrit l'ouvrage de Cordaid *Countering the Politics of Fear* comme « une formidable référence pour les universitaires, les étudiants, les activistes et les responsables » (*truly marvelous resource for scholars, students, activists, and officials*). La revue IJNL est publiée par l'organisation *International Center for Not-for-Profit Law* établie à Washington, spécialisée dans les affaires légales/juridiques relatives à la société civile. La revue trimestrielle compte plus de 7 000 abonnés, parmi lesquels des scientifiques, des activistes, des représentants du pouvoir judiciaire et des fonctionnaires du monde entier. Dans la dernière édition, le chapitre sur le Soudan tiré de l'ouvrage de Cordaid *Countering the Politics of Fear* était un des éditos. L'édito du prochain numéro sera tiré du chapitre sur le nord-est de l'Inde.

Renforcement des capacités

Pour lutter contre la violence qui sévit au Soudan, Cordaid a investi dans des activités de lobbying, d'information des électeurs et de réconciliation. Des mesures préventives ont néanmoins dû être prises pour faire face aux situations d'urgence provoquées par le référendum ou par des catastrophes naturelles. C'est pour cette raison que Cordaid a pris part à un projet visant à fournir à tous les évêchés du Soudan des plans de prévention des catastrophes et des moyens pour réagir de façon adéquate aux situations d'urgence. 250 personnes (membres des évêchés, de l'organisation nationale Caritas – Sudanaïd – et d'autres

organisations du réseau Caritas) ont reçu une formation sur la prévention des catastrophes et l'aide d'urgence. 1 500 membres des communautés locales ont reçu une formation sur l'aide d'urgence. Chaque évêché a été équipé d'un système d'information et d'alerte précoce. Une réserve de produits d'urgence a également été constituée. Les neuf évêchés sont aujourd'hui jumelés avec un partenaire du réseau Caritas Internationalis, dont Cordaid.

Lobbying

Le public et les hommes politiques néerlandais/européens ont été informés de la situation des palestiniens dans les territoires, sur la base du droit international et d'une solution à deux Etats. Cordaid a réalisé ses activités de lobbying en coopération avec les organisations *United Civilians for Peace*, IKV Pax Christi, Cidse et Caritas.

Le *Public Committee Against Torture in Israel* (PCATI) a été fondé par des militants des droits de l'homme. Epaulé par d'autres organisations, le PCATI a obtenu de la haute cour de justice israélienne l'interdiction de la torture pendant les interrogatoires. Mais cette décision n'a pas permis d'éliminer entièrement l'usage de la torture. Le PCATI travaille avec des ONG palestiniennes, israéliennes et internationales pour offrir une aide juridique aux victimes de torture, informer les étudiants sur les droits de l'homme et influencer la politique en diffusant des publications, en portant devant les tribunaux les affaires d'intimidation des militants des droits de l'homme et en remplissant des missions de lobbying/conseil auprès des institutions européennes et onusiennes.

L'évaluation de PCATI conduite en 2010 a révélé que l'organisation réalise un travail exceptionnel : les techniques de torture sont documentées de manière professionnelle et le travail juridique est de grande qualité. L'évaluation a également relevé quelques points à améliorer : plus de cohésion (surtout maintenant que le domaine de compétences s'étend et que les activités ad hoc augmentent) et plus d'efforts sont nécessaires pour sensibiliser les citoyens à la question de la torture et de la violation des conventions internationales sur les droits de l'homme.

Le lobbying au Soudan a essentiellement porté sur le respect de l'accord de paix, les élections à venir et le référendum. En juillet, le rapport d'une coalition internationale de 24 organisations (dont Cordaid) tirait la sonnette d'alarme en raison du référendum de janvier 2011. Les principales inquiétudes concernaient la frontière entre le Nord-Soudan et le Sud-Soudan, le référendum à Abyei, les consultations populaires dans le Sud-Kordofan et le Blue Nile, le statut juridique des Sud-soudanais dans le Nord et des Nord-soudanais dans le Sud, sans oublier la répartition des revenus liés à l'exploitation pétrolière. Le rapport appelait l'Union africaine, les Nations Unies, la Ligue arabe, l'UE et les pays chargés de veiller au respect de l'accord de paix de 2005 (dont les Pays-Bas) à soutenir les deux gouvernements soudanais dans la préparation du référendum. Ce dernier a eu lieu dans le calme, dans les délais et sans fraude, grâce à la pression et l'aide internationales. Ce rapport et d'autres activités de lobbying locales/internationales soutenues par Cordaid ont contribué au bon déroulement du référendum.

Linking & Learning

Cordaid travaille également en **Afghanistan** pour améliorer la position des femmes. Cordaid soutient les activités socio-économiques et le lobbying des organisations de femmes. Parallèlement, Cordaid milite pour une solution politique au conflit, c'est-à-dire la signature d'un accord avec les Talibans et les autres groupes rebelles. Les organisations de femmes afghanes sont très inquiètes par l'éventualité d'un tel accord, car le gouvernement afghan pourrait utiliser les droits des femmes comme monnaie d'échange pour parvenir à un compromis avec les Talibans et les forces anti-gouvernementales. Le *Kroc Institute for International Peace Studies* de l'université américaine *Notre Dame* a conduit une étude sur le sujet. Les résultats ont été publiés dans le rapport *Afghan women speak; Enhancing Security and Human Rights in Afghanistan*, qui a été présenté en octobre à New York, à l'occasion du dixième anniversaire de la Résolution 1325. Dans le cadre de cette étude, des interviews ont été réalisées avec des femmes leaders, des parlementaires, des militaires, d'anciens leaders talibans, des employés d'ONG, des diplomates, des représentants des Nations Unies, etc. La réconciliation est une des voies qui mènent à la paix, mais cette voie peut s'avérer dangereuse pour les femmes si celles-ci ne sont pas suffisamment impliquées dans le processus de paix. Le rapport a été distribué aux décideurs politiques et son contenu a été examiné par les parlementaires américains, canadiens et australiens. Il a également été distribué à des organisations de défense des femmes et des droits de l'homme.

Ces dernières années, les activités de Cordaid au **Soudan** concernaient essentiellement le secteur des soins de santé et le secteur de l'eau & l'assainissement. A partir de 2008, le secteur économique est venu s'ajouter au domaine d'intervention de Cordaid. L'organisation a notamment soutenu un organisme de microfinancement au Sud-Soudan et réalisé une cartographie des moyens de subsistance. Cordaid a jugé nécessaire, dans le cadre de son programme « Entreprendre », de réaliser une étude complémentaire via une *mission d'exploration*. Effectuée en novembre 2010, la mission a relevé toutes les formations professionnelles dispensées au Sud-Soudan et les liens possibles avec le monde de l'entreprise et de la microfinance. Le développement du programme se poursuivra en 2011, notamment à partir des résultats de cette mission.

Innovation

Les accords entre les sociétés d'exploitation minière et les gouvernements sont consignés dans des contrats d'exploitation minière, qui courent généralement sur une période de 25 à 30 ans et sont assortis d'une clause de confidentialité. Les développements récents ont obligé les sociétés et les gouvernements à faire preuve de davantage de transparence. Les sociétés d'exploitation minière américaines cotées en bourse vont bientôt être contraintes de révéler les contributions versées au pays d'accueil, tandis que certains pays, comme le Ghana et le Pérou, publient déjà intégralement ces contrats d'exploitation minière sur leur site Internet. Le contrôle indépendant du respect des contrats d'exploitation minière est un garde-fou essentiel pour pouvoir dénoncer les abus.

International Bar Association (IBA) est la plus importante

organisation des professionnels du secteur juridique. IBA a demandé l'aide de Cordaid pour mettre au point un contrat d'exploitation minière type. Pour ce faire, Cordaid a travaillé avec un cabinet d'avocats spécialisé d'Amsterdam afin d'intégrer dans le texte les notions de contrôle indépendant, de transparence, de droit (du travail) et d'écologie, de consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales, de procédure de réclamation et de sécurité des communautés minières.

Coopération

Dans sa coopération avec l'organisation **IKV Pax Christi**, Cordaid souligne la relation étroite entre les questions de développement et de paix. La coopération vise à renforcer les partenaires dans le cadre de la prévention des conflits et de la promotion des principes démocratiques et des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs, au Soudan, dans les territoires palestiniens, en Afghanistan et en Colombie, tout en stimulant le transfert des connaissances/expériences, l'influence sur la politique néerlandaise et européenne ainsi que la coopération au sein de réseaux nationaux et internationaux parents (Cidse, Caritas). A compter de 2011, Cordaid et IKV Pax coopèrent de façon structurelle au sein de l'alliance « Ensemble pour le changement ».

Aux Pays-Bas, Cordaid prend part à la coopération entre le **gouvernement néerlandais, l'institut Clingendael, l'université d'Utrecht et le Hague Centre for Strategic Studies** (HCCS) consacrée à l'apport intégré de connaissances, d'expérience et de moyens matériels dans les Etats fragiles. En 2010, HCSS et Cordaid ont utilisé la plateforme en ligne

PRIME (*Platform for Representatives In a Multi-stakeholder Environment*) pour informer de façon hebdomadaire 42 organisations sur les développements au Soudan et au Burundi. Des débats en ligne et des réunions (très suivies) ont également été organisées autour du thème des élections au Soudan et au Burundi. A partir de la fin 2010, l'accent a été mis sur le développement d'un programme de formation en vue d'appliquer une approche intégrée.

Collecte de l'église pour les réfugiés au Sri Lanka

A l'occasion du week-end de collecte des 24/25 avril, Cordaid a attiré l'attention du public sur la situation des réfugiés au Sri Lanka (et au Pakistan). Aujourd'hui au Sri Lanka, près de 100 000 personnes vivent dans des camps de réfugiés et autant dans des familles d'accueil. Ces personnes peuvent rentrer chez elles, mais elles n'y trouveront que des maisons et des champs dévastés et/ou truffés de mines.

Cordaid et IKV Pax Christi : la protection des citoyens est la première tâche de l'armée néerlandaise

IKV Pax Christi et Cordaid ont étudié le rôle de la défense, mais du point de vue de la protection des citoyens dans les zones de conflit. La protection des citoyens s'inscrit dans le cadre de l'objectif principal de l'armée : la défense de l'ordre international. Elle relève également de considérations internationales comme la *responsabilité de protéger* et la *sécurité humaine* dans le cadre des opérations de paix. IKV Pax Christi et Cordaid ont milité en faveur de l'envoi d'une force expéditionnaire pour remplir des missions de stabilisation et intervenir en cas de violation immédiate et massive des droits de l'homme. Cette approche n'est pas sans conséquence pour l'armée : le personnel et le matériel doivent être adaptés à la protection des citoyens. Les investissements sont essentiels pour garantir la capacité de transport, protéger les militaires contre les EEI et disposer des moyens techniques nécessaires à la collecte d'informations. L'analyse a été présentée au ministre démissionnaire de la Défense. Le ministère de la Défense a consulté IKV Pax Christi et Cordaid à plusieurs reprises, très intéressé par ces « conseils alternatifs ». La chute du gouvernement et les importantes coupes budgétaires annoncées dans le secteur de la Défense ont remis au second plan le débat sur l'organisation de l'armée.

4.6. Accès aux soins de santé

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (9 pays) et en Asie (1 pays)
- 97 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 18,5 millions d'euros ont été investis en 2010
- 97 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 7 804 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 195 projets étaient en cours

Introduction

Au cours de la période stratégique 2007-2010, Cordaid a cherché à améliorer l'accès, le prix, la qualité et la durabilité des soins de santé. Pour ce faire, les déséquilibres provoqués par les programmes visant une maladie spécifique (VIH/Sida) sur les systèmes de santé nationaux ont été dénoncés, tandis que le secteur des soins de santé génésique et celui de la lutte contre la mortalité maternelle ont fait l'objet d'une attention particulière, au même titre que le manque de personnel de soins dans les régions rurales. Le système de Performance Based Financing (Paie-ment Basé sur la Performance – PBF) a été introduit dans dix pays.

L'approche prônée par Cordaid garantit une portée qui va bien au-delà des seuls hôpitaux soutenus. Les connaissances et l'expérience de Cordaid et de ses partenaires ont contribué à améliorer les systèmes de soins de santé à

l'échelle nationale. De profonds liens de coopération sont nés entre les différents acteurs autour des champs d'action et des thèmes du programme.

Après une longue période de lancement, les efforts en matière d'assurances maladies ont pris de l'ampleur au cours de l'année 2010. Au Cameroun, *Action pour le Développement* (ACDEV) va regrouper ses 14 assurances maladie locales au sein d'une même fédération. Les assurances permettent à 32 500 personnes d'avoir accès aux soins médicaux. Dans une autre région du Cameroun, 18 000 personnes bénéficient d'une assurance maladie grâce à l'organisation *Santé et Développement*.

Des assurances maladie locales ont été créées dans l'évêché de Kabale (2 hôpitaux et 24 centres de soin), en Ouganda, mais elles ne peuvent pas couvrir leurs dépenses en raison de leur petite taille. L'évêché souhaite donc regrouper ces assurances et étendre le nombre de bénéficiaires de 20 000 à 80 000 d'ici 2013. Aux côtés de l'institut de médecine tropicale d'Anvers, Cordaid participe à la création d'un centre de connaissances au sein de l'université *Uganda Martyrs University*, dans le but de dispenser des formations en *Health Insurance Management* (gestion des assurances maladie).

Nombreux sont les pays où les utilisateurs des soins de santé n'ont pas la parole. C'est pourquoi Cordaid noue de plus en plus de liens avec des organisations qui travaillent avec/pour les groupes d'utilisateurs. Le *Conseil pour l'Éducation et le Développement*, assisté de Cordaid, a permis à plus de 270 comités de santé au Burundi de remplir leur rôle d'intermédiaire entre la population et les établissements de santé.

Au Bangladesh, *Action on Disability and Development* essaie d'organiser et de former les personnes souffrant de troubles psychiques/psychiatriques, pour leur permettre de défendre leurs droits et d'obtenir un meilleur accès aux services et aux infrastructures de santé.

Au Malawi, Cordaid soutient l'organisation *Consumers Association of Malawi*, reconnue par le gouvernement, qui vise à informer les patients de leurs droits/devoirs et cherche à augmenter les connaissances et la compréhension du personnel de santé en ce qui concerne les droits des patients. Ce programme a permis la formation et le renforcement de *groupes de défense des consommateurs*, qui rassemblent les réclamations et les souhaits des patients avant de les présenter aux établissements de santé.

Action programmatique relative aux ressources humaines dans le secteur de la santé (RHS)

La crise du personnel fait depuis toujours l'objet d'une attention particulière. Cordaid a pris le pari du recrutement, de la formation et de la préservation des personnels de santé, sans oublier le renforcement des organisations d'infirmiers et d'obstétriciens. Au cours des premières années, Cordaid a conduit, en collaboration avec des partenaires, des analyses des parties prenantes autour du thème des RHS au Malawi, en Zambie, au Ghana, au Bangladesh, en Ouganda et en Tanzanie. Ces analyses ont débouché sur la formation de réseaux RHS destinés entre autres au lobbying et à l'échange de connaissances. Une plateforme RHS néerlandaise très large a également pris forme.

Etant donné la nature internationale du problème des RHS, Cordaid a collaboré avec des réseaux régionaux et internationaux. Au niveau européen, Wemos et Cordaid ont dirigé le réseau RHS au sein de *Medicus Mundi Internationalis* (MMI), un réseau d'organisations engagées dans la coopération internationale et l'influence sur la politique. Wemos et Cordaid ont plaidé ensemble pour la création d'un code de conduite international en matière de recrutement du personnel de santé. Le 20 mai 2010, l'OMS a adopté un code de conduite visant à *réduire le recrutement agressif du personnel de santé des pays pauvres vers les pays riches*. Wemos et Cordaid vont assurer le monitoring de ce code dans plusieurs pays au cours des années à venir.

Début 2009, Cordaid et le KIT (Nederlandse Koninklijk Instituut voor de Tropen - Institut Royal néerlandais pour les Tropiques) ont publié un rapport (*Quest for Quality...*) étayé de cas

concrets sur la problématique du manque de personnel. Présenté à l'occasion de plusieurs forums, *Quest for Quality* propose des solutions pratiques. La diffusion du rapport, accompagné de directives pour mettre en pratique les exemples concrets qui y sont décrits, s'est accrue en 2010.

Entre 2007 et 2010, Cordaid a contribué à augmenter la capacité de formation dans la région en construisant des logements et des infrastructures et en lançant de nouvelles formations. Près de 12 000 nouveaux professionnels de santé ont été formés, au lieu des 6 000 initialement prévus.

Plus de 90 000 professionnels de santé manquent à l'appel en Tanzanie. L'organisation œcuménique *Christian Social Services Commission* (CSSC) gère trois établissements de formation universitaires et 40 formations pour cadres de base et cadres moyens. En 2010, Cordaid a octroyé au CSSC une contribution, qui a permis à l'organisation d'accroître la capacité d'accueil de ces formations, fortes désormais de 1 850 places et 30 enseignants.

Action programmatique relative au PBF

Le principe du PBF (Performance Based Financing – Paiement basé sur la performance) repose sur un paiement des centres de soin (comme les hôpitaux) non pas en fonction de leurs infrastructures et de leur capacité (comme le nombre de lits et de docteurs), mais en fonction de leurs résultats (nombre de patients traités, nombre d'accouchements réalisés, etc.). Des rémunérations différenciées sont appliquées, comme le paiement d'une indemnité supérieure pour les patients qui se trouvent dans des zones isolées. Le 1er janvier 2010 a marqué le lancement d'un projet interna-

tional d'envergure (3,9 millions d'euros), partiellement financé par l'UE, visant à développer l'échange de connaissances en RD du Congo, en République centrafricaine, au Cameroun, en Zambie, en Tanzanie et au Burundi.

Le 9 février 2010, le ministère de la Santé congolais a demandé à Cordaid d'intensifier la coopération pour appliquer le PBF à l'échelle nationale dans le secteur de la santé. En septembre 2010, la banque mondiale a demandé à Cordaid de mettre au point un plan PBF pour le système de santé rural au Zimbabwe. L'OMS, l'UE, le Fond mondial et la Banque africaine de développement ont reconnu l'expertise de Cordaid et manifesté leur intérêt pour le concept.

Cordaid partage ses expériences de plusieurs manières. Le site Internet des partenaires Cordaid contient une rubrique PBF avec des instruments, des rapports d'étude et des évaluations de projets PBF. Le réseau international PBF a été lancé dans sept pays pour stimuler l'échange d'expériences et le développement de connaissances. Plusieurs projets-pilotes relatifs au PBF au niveau communautaire et à l'utilisation du PBF dans le secteur de l'assurance maladie ont également été lancés. Un projet de film sur les principes fondamentaux du PBF et les pièges potentiels a également vu le jour. Le film doit souligner que le concept de PBF repose sur la gestion, la responsabilité, la transparence et la participation des clients. Le film est destiné aux participants des cursus PBF (organisés deux fois par an pour les participants francophones et anglophones), aux partenaires, aux réseaux, aux responsables politiques nationaux et aux donateurs.

Entre 2007 et 2010, le PBF a touché plus de 10 millions de personnes.

Action programmatique relative à la lutte contre la mortalité maternelle

Cordaid est membre et porte-parole du réseau *Meshwork for improving maternal health*, qui se compose d'ONG néerlandaises, d'entreprises pharmaceutiques, d'institutions semi-gouvernementales, de scientifiques, de syndicats et de groupes d'intérêts. La contribution gouvernementale de plus de 4 millions d'euros a permis de lancer des projets visant à la formation de sages-femmes, la documentation/publication des leçons apprises et des expériences échangées ainsi que la sensibilisation à la question de la mortalité maternelle aux Pays-Bas et dans d'autres pays.

Des échanges entre les instituts de formation aux Pays-Bas et en Sierra Leone ont été organisés afin d'améliorer la qualité des soins obstétricaux prodigués en Sierra Leone et en Afghanistan. Dans ce cadre, 25 obstétriciens de Sierra Leone ont été associés à 25 obstétriciens néerlandais dans le but d'échanger pendant trois ans leurs connaissances et leurs expériences. En Sierra Leone, le KIT a étudié les meilleures pratiques dans le secteur des soins maternels en coopération avec TNO-Nederland et l'université de Sierra Leone. L'association des sages-femmes a elle aussi été renforcée avec le soutien de l'organisation *International Confederation of Midwives*.

Des investissements ont également été réalisés en dehors de l'Afghanistan et de la Sierra Leone pour améliorer les soins envers les mères et les enfants. Cordaid a ainsi contribué à ce que plus d'un million d'accouchements soient réalisés entre 2007 et 2010 sous la supervision de personnel formé.

Action programmatique en Zambie

En Zambie, Cordaid s'est attelée à tisser des relations autour des thèmes du financement durable, de la gestion optimisée, de la crise du personnel et des soins à domicile. Des liens ont également été tissés entre les activités de lobbying (infra)nationales, (infra)régionales et mondiales de manière à faciliter le lobbying et l'échange d'expériences et de meilleures pratiques.

En 2008, une évaluation a été conduite et une table ronde sur la stratégie PBF a été organisée avec des partenaires et des parties prenantes, débouchant sur une concertation entre les partenaires Cordaid, le ministère zambien de la Santé et la Banque mondiale. Ces derniers ont sollicité l'aide de Cordaid afin de développer une stratégie PBF nationale. Depuis 2009, la Zambie est un des sept pays participant au programme Cordaid de linking & learning consacré au PBF. Deux projets-pilotes ont été créés en Zambie. Un des projets est financé par l'UE, l'autre par Cordaid. Le ministère de la Santé a également lancé un projet-pilote PBF dans neuf districts, grâce au financement de la Banque mondiale. Cordaid travaille en étroite collaboration avec la Banque mondiale : les deux organisations échangent leurs connaissances et leurs expériences, tout en veillant à l'absence de chevauchement géographique entre les projets et au respect des procédures d'application pour tous les projets-pilotes. Cordaid a été invitée par le ministère de la Santé à participer au *Technical Working Group* pour PBF. Des efforts sont également consentis pour améliorer la complémentarité des initiatives PBF publiques et privées.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre d'établissements de santé avec un service de soins amélioré pour les groupes de population pauvres	900		1.196.000	116
Nombre de personnes avec une formation aux métiers de la santé	3.700	43	874.000	194
Nombre de personnes bénéficiant de soins de santé plus efficaces et plus accessibles	3.800.000	58	3.216.000	172
Nombre de personnes touchées par un financement alternatif des soins	4.000.000	55	4.423.000	526
Nombre d'établissements offrant un planning familial	250		623.000	557
Nombre d'organisations qui associent la communauté aux activités de soins de santé	110		2.161.000	227
Nombre de nouvelles relations de coopération dans le secteur des soins	230		3.750.000	417
Nombre d'organisations locales engagées dans des activités de lobbying	80		1.236.000	1.500
Nombre de missions de lobbying envers les autorités et les instances	60		1.469.000	391

► **Explication :**
les contributions cumulatives démontrent que le programme a dépassé, souvent largement, tous ses objectifs, aussi bien en ce qui concerne le nombre personnes touchées que le renforcement des organisations/établissements et du lobbying. Des financements additionnels considérables pour le PBF ont permis d'augmenter de façon exponentielle le nombre de personnes touchées via des stratégies de financement alternatives. L'augmentation du nombre d'établissements de santé avec des services de planning familial s'explique par les efforts consentis en la matière. L'approche programmatique appliquée pour le PBF, les RHS, et la lutte contre la mortalité maternelle a permis d'accroître la coopération et les activités de lobbying. Ces dernières ont demandé relativement peu de moyens financiers, pour une réalisation pluriannuelle moyenne en matière de CS/IP de 35 % (contre un objectif de 60 %). Les financements additionnels ont contribué à une réalisation supérieure en matière de LDP.

Renforcement des capacités

En 2006, Cordaid et l'évêché de Bukavu ont lancé le programme PBF dans le Sud-Kivu, en **RD du Congo**. Les succès enregistrés ont convaincu les autorités provinciales et les donateurs internationaux de la valeur du programme PBF. Cela étant, le déploiement de cet instrument de financement sur l'ensemble de la province exige une augmentation des capacités. Cordaid a donc aidé l'université catholique de Bukavu (UCB) à développer une formation consacrée au « Financement axé sur les résultats dans le secteur de la santé ». L'UCB, qui compte 1 500 étudiants,

travaille avec plusieurs centres de recherche et écoles techniques. La formation accueille chaque année 20 étudiants. Elle s'adresse aux cadres du secteur public et des ONG.

Résultats du Performance Based Financing (PBF) au Cameroun

Le PBF repose sur un principe simple : les établissements de santé reçoivent leur argent une fois que les résultats visés ont été atteints. Cette approche a fait ses preuves au Cameroun. Le pays compte aujourd'hui davantage de centres de soin, avec une gamme de services variée. L'année dernière, 85 000 patients supplémentaires ont été aidés et le nombre de traitements de suivi a augmenté. Le taux de vaccination des enfants et des femmes enceintes a augmenté et le prix moyen des traitements médicaux a baissé. Cette réussite n'a pas échappé au gouvernement camerounais. Il a demandé à Cordaid d'appliquer le programme PBF dans l'est du Cameroun.

Innovation

Dans la campagne tanzanienne, les hôpitaux manquent souvent de docteurs et de personnel soignant qualifié. En 2008, Cordaid et l'organisation néerlandaise *International Institute for Communication and Development* ont lancé le projet *Telemedicine*, qui permet aux médecins de soumettre des problèmes médicaux à des spécialistes. Le réseau compte aujourd'hui 33 spécialistes à travers le monde.

Toutes les questions et toutes les réponses sont enregistrées dans une base de données, qui permet aux médecins des zones rurales d'élargir leurs connaissances. Depuis 2008, 43 hôpitaux tanzaniens utilisent le système *Telemedicine*, grâce auquel environ 500 cas ont pu être examinés.

Lobbying

Cordaid suit avec intérêt le lobbying de ses partenaires en matière de RHS et organise à son tour des activités de lobbying, celles-ci au niveau international et en coopération avec *Medicus Mundi Internationalis*, *Wemos* et *Oxfam Novib*. Le principal objectif consiste à lutter contre la fuite des cerveaux et à obtenir des moyens pour mettre en place des mesures en matière de RHS. Cordaid travaille en coopération avec des réseaux régionaux (*Regional Network on Equity*

Résultats du lobbying au Malawi

Au Malawi, il y a un médecin et 60 infirmiers pour 100 000 habitants. Au vu de cette situation, les donateurs ont soutenu entre 2004 et 2009 un programme de formation du personnel de santé. Au terme du programme, le gouvernement a décidé de retirer son soutien, ce qui a provoqué une chute directe du nombre d'étudiants infirmiers de 87%. Cordaid a alors participé à la création d'une coalition d'organisations de société civile, pour faire campagne auprès du gouvernement malawite afin que ce dernier reconsidère sa décision. Grâce aux efforts de la coalition, le gouvernement a décidé d'inclure dans le budget 2011 des moyens pour la formation des infirmiers.

in Health - Equinet et SANNAM, un réseau d'organisations nationales d'infirmiers/sages-femmes dans 15 pays du Sud de l'Afrique), qui assurent le lobbying, notamment auprès de l'Union africaine. Le réseau mondial *People's Health Movement* assure auprès de l'OMS le lobbying en faveur de l'application du *Code de conduite* visant à réguler le recrutement du personnel de santé dans les pays du Sud.

Linking & Learning (LL)

Cordaid participe au projet néerlandais *Health Insurance platform for the Poor*. Dans le cadre de ce projet, l'organisation a pris part en 2010 à une étude sur les instruments de M&E (Monitoring & Evaluation). L'instrument choisi a ensuite été testé et appliqué au Cameroun, ce qui a permis au secteur de faire un bond considérable en avant grâce à la possibilité de comparer les différents programmes d'assurance.

Cordaid a également permis le détachement en Ouganda d'un spécialiste de l'Institut Royal pour les Tropiques (KIT - Anvers) pour développer une formation de *Health Insurance Management* (gestion des assurances maladie), aujourd'hui reconnue par le gouvernement ougandais.

En mars 2000, Cordaid, le KIT, l'OMS et l'organisation *International Council of Nurses* ont organisé la conférence *Responsible governance for improved HRH : making the right choices*. Cordaid a animé trois sessions sur la participation des ONG aux processus de formulation et d'application de la politique. Seize partenaires originaires de six pays différents et de trois réseaux régionaux/mondiaux ont pris part à la conférence.

Cordaid et le KIT ont créé une mission d'apprentissage, consacrée à la participation des ONG dans les politiques de RHS, visant à renforcer les partenaires dans ce domaine à partir de l'étude de cas concrets. Les cas en question ont été rassemblés dans un ouvrage.

Droits et questions liés à la santé sexuelle et génésique

En 2010, Cordaid a modernisé sa position sur la santé sexuelle et génésique, en s'appuyant notamment sur une étude conduite dans trois pays relative aux cas pratiques en matière de santé sexuelle et génésique rencontrés dans des centres de soin catholiques. Le thème central est la *prise de décision informée*, c'est-à-dire le processus permettant aux individus, sur la base de leur situation personnelle mais aussi d'informations complètes et objectives, d'assumer leurs responsabilités et de faire des choix concernant des sujets en rapport avec leur santé sexuelle et génésique. Les projets consacrés à la santé sexuelle et génésique doivent permettre une *prise de décision informée*. Cordaid et les organisations partenaires cherchent à renforcer ce processus dans la pratique.

L'organisation malawite *Forum for African Women Educationalists* vise à faire reculer les grossesses adolescentes et la **mortalité maternelle** chez les écolières via des interventions basées sur les faits. Pour ce faire, une étude a été conduite auprès de 128 écoles pour mieux comprendre le contexte, l'ampleur et les causes du problème.

L'université malawite *College of Medicine* propose un programme de formation des infirmiers pour une zone regroupant plus de 250 villages. Après cinq ans, la mortalité maternelle a baissé de près de 75 % dans la région.

Index Access to Medicine

Les entreprises pharmaceutiques américaines font de plus en plus d'efforts pour que les populations les plus pauvres puissent également bénéficier de médicaments. Elles rattrapent peu à peu leurs partenaires homologues européens. C'est ce qui transparaît du rapport *Index Access to Medicine (ATM)*, publié pour la seconde fois. L'index ATM permet aux entreprises d'investir dans les médicaments destinés au tiers-monde. Glaxo dispose d'une entreprise à Madrid, qui travaille exclusivement sur les maladies présentes dans les pays en développement. Merck va suivre cet exemple en ouvrant un site en Inde, tandis que Pfizer, le plus grand producteur de médicaments au monde, a baissé le prix de ses médicaments pour le Sida. Entièrement financé à l'origine par Oxfam Novib, ICCO, Hivos et Cordaid, l'index ATM perçoit aujourd'hui la majeure partie de ses revenus des gouvernements néerlandais et britannique ainsi que de la fondation *Bill & Melinda Gates*.

Celle-ci sert de zone-test : les expériences apprises servent à développer des politiques, faire du lobbying et accumuler des connaissances. La coopération avec l'université néerlandaise de Groningue a débouché sur la rédaction d'articles consacrés à l'approche communautaire appliquée, à l'utilisation des vélos-ambulances et aux meilleures pratiques. Des réunions ont été organisées avec les communautés, les prestataires du secteur de la santé et les responsables politiques afin de discuter des projets réussis et des leçons apprises.

Coopération

Cordaid a conclu un contrat de deux ans avec l'ambassade néerlandaise pour l'amélioration du secteur de la santé (et de l'éducation) au Sud-Kivu. Le groupe cible totalise près de 800 000 personnes. Cordaid travaille également au développement des capacités des services gouvernementaux concernés. Pour Cordaid, ce projet est l'occasion d'opérer depuis une perspective de transformation des conflits. Les activités suivantes sont au programme : réparation de trente centres de soin, de trente écoles, de ponts et de routes, remise à niveau du personnel médical et formation des cadres médicaux, création de comités de santé destinés notamment à vérifier les résultats et à conduire des enquêtes de satisfaction, renforcement de la capacité de gestion des structures publiques et privées en matière de santé.

Cordaid travaille avec des organisations néerlandaises pour transférer les connaissances médicales spécialisées vers les partenaires du Sud. Ces organisations prennent généralement en charge une partie des dépenses et Cordaid finance le reste.

La **Fondation Kilimanjaro**, une organisation de médecins, organise deux fois par an des ateliers pour les médecins tanzaniens consacrés à l'utilisation de l'échographie pour détecter à temps les grossesses à risque. La contribution permet également d'acheter des équipements.

Le cancer de l'utérus est très répandu en Indonésie. Les médecins membres de la société néerlandaise d'oncologie gynécologique (**Dutch School of Gynaecologic Oncology**) mettent sur pied des formations en oncologie gynécologique. En 2011-2012, ces connaissances spécialisées seront transmises à 400 médecins indonésiens.

Résultats relatifs à la formation des infirmiers en Sierra Leone

Une école a été construite en Sierra Leone pour assurer la formation des infirmiers. Les (73) premiers étudiants de l'école ont entamé en novembre 2009 leur formation de deux ans. Le coup d'envoi de la formation a donc été donné un peu plus tard que prévu, mais pour une bonne raison : les candidatures ont été trois fois supérieures aux attentes, en raison notamment de l'enthousiasme du président de la Sierra Leone pour la formation. Le nombre actuel d'infirmiers (100) pourra donc bientôt être doublé.

Résultats relatifs à la formation des infirmiers en Afghanistan

Cordaid travaille depuis 2004 en Uruzgan (Afghanistan) à l'amélioration du secteur des soins de santé, avec succès. Ces cinq dernières années, le nombre de consultations de femmes enceintes a triplé et le nombre d'accouchements en clinique a été multiplié par quatorze. L'organisation AHDS (*Afghan Health and Development Services*), partenaire de Cordaid, a lancé une formation de sage-femme/infirmier dans l'hôpital de province de Kandahar. Les inscriptions restent limitées (entre six et huit par an) en raison de la distance et des problèmes de sécurité. En 2009, Cordaid et AHDS ont mis au point un plan adapté à la situation. Un cursus intensif a été créé pour mettre les femmes à niveau avant le début de la formation et une formation de sage-femme a été ouverte dans l'hôpital de Tarin Kowt, capitale de la province d'Uruzgan, pour les jeunes filles avec un niveau d'éducation moins élevé. Une évaluation a permis de révéler que le projet commençait à porter ses fruits : 46 étudiantes ont commencé la formation. Fin 2010, 12 sages-femmes avaient été formées, dont la majorité travaillait en Uruzgan. Par ailleurs, 12 sages-femmes locales ont été formées au poste d'infirmière de quartier.

4.7. Soins des groupes vulnérables

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (4 pays) et en Asie (3)
- 33 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 5,4 millions d'euros ont été investis en 2010
- 60 contributions ont été attribuées à des partenaires/ projets
- 188 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 138 projets étaient en cours

Introduction

Le programme recherche le soutien politique et social pour créer et appliquer des systèmes de soin et de sécurité socio-économique destinés à la plupart des groupes vulnérables de la société, comme les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées et très pauvres. Les interventions visent à augmenter l'autonomie et le degré d'organisation de ces groupes. Les filles/femmes font l'objet d'une attention particulière.

Les groupes vulnérables doivent connaître leurs droits afin de pouvoir les faire respecter. Les personnes handicapées et âgées doivent s'organiser en groupes d'entraide et en fédérations régionales/nationales, dont les ramifications sont ensuite exploitées pour influencer sur la politique. La coopération entre les plateformes doit permettre aux groupes vulnérables de connaître et de revendiquer leurs droits, afin de pouvoir accéder aux soins (de santé) et de

bénéficier de revenus (par le biais notamment des programmes sociaux du gouvernement) et de protection juridique.

L'objectif du programme est de mettre en place des systèmes de soins et d'accueil plus efficaces pour les enfants (de la rue) et les personnes handicapées. Des modèles alternatifs durables et abordables ont été développés à cette fin, comme les centres de soins non institutionnels pour les enfants, la *Réadaptation Communautaire* (RC) pour les personnes handicapées et les programmes *Family Based Care* pour les enfants privés de soins parentaux. Ces formes de soin cherchent à s'appuyer sur les infrastructures existantes de la communauté et des autorités locales. Des liens sont tissés avec les programmes de soins à domicile, à l'origine destinés aux personnes atteintes par le VIH/Sida mais de plus en plus appliqués aux personnes atteintes de maladies chroniques et aux personnes invalides d'une manière générale, comme les personnes âgées et les familles/ personnes avec un handicap.

Action programmatique en Inde

L'Inde dispose de règles en matière de protection sociale des personnes âgées, des personnes handicapées et des sans-emploi, mais ces règles sont inconnues des personnes concernées ou leur application est impossible en raison de la bureaucratie. Depuis 2007, Cordaid et ses partenaires essaient de remédier à cette situation. L'organisation stimule l'échange et la coopération entre les partenaires, surveille de près la politique et le budget adoptés par le gouvernement. Des relations de coopération ont été mises en place avec des organisations communautaires, des cliniques, des instances gouvernementales et les services judiciaires/policiers. La responsabilité sociale des entreprises a été engagée. Des organisations internationales (Unicef) et des instituts académiques ont également été impliqués.

Pour les *personnes âgées*, le gouvernement s'est efforcé d'améliorer l'accès aux soins de santé, avec une attention particulière pour les soins palliatifs. Le niveau des retraites est très faible en Inde. Il était donc important de permettre aux personnes âgées d'améliorer leurs revenus (via le microcrédit par exemple). La création de groupes d'entraide et de fédérations pour personnes âgées a permis de faire entendre leur voix et d'influer sur (l'application de) la politique.

Les partenaires spécialisés dans l'aide aux enfants (de la rue) vulnérables ont organisé l'accueil (temporaire) et la recherche d'enfants, tout en améliorant l'accès à la sécurité sociale au sein des communautés dont ils sont issus. L'organisation *Don Bosco Youth At Risk* gère une base de données en ligne pour enfants disparus et retrouvés, dont la réputation ne cesse de croître, y compris auprès de la police, qui utilise le logiciel dans différents Etats. En 2010, 33 000 enfants abandonnés ont été

enregistrés, dont près de 20 000 ont pu être retournés auprès de leur famille.

La majorité des partenaires spécialisés dans l'aide aux personnes handicapées utilisent une approche basée à la fois sur la réadaptation *communautaire* des enfants handicapés et sur le respect des droits des personnes handicapées. L'organisation *Action Aid India* permet notamment de travailler dans le secteur du conseil/lobbying, tandis que les organisations Unnati et BCF (*Business & Community Foundation*) se concentrent sur l'intégration et l'implication des parties concernées, comme des entreprises et des urbanistes, dans l'amélioration de la situation des enfants et des personnes handicapées.

Le thème de l'autonomie financière des partenaires a également fait l'objet d'une attention croissante. Les études de gestion ont examiné le thème de la collecte de fonds locale. Des initiatives ont été prises pour stimuler la collecte de fonds locale et une publication contenant des exemples et des conseils pratiques en matière de collecte de fonds est en cours de réalisation.

Action programmatique en Afrique

La protection sociale (PS) est en train de prendre de l'ampleur en Afrique. L'Union africaine a encouragé les Etats membres à développer des stratégies de PS via les « *Appel de Livingstone à l'action sur la protection sociale* », avec les conseils et le soutien du partenaire britannique de Cordaid *HelpAge International*. Composé d'organisations de société civile, le groupe *African Platform for Social Protection (APSP)* soutenu par Cordaid travaille dans de nombreux pays à la mise en place d'un système de sécurité sociale. APSP propose de renforcer les capacités des plateformes et des réseaux nationaux. APSP

a également effectué un lobbying auprès de l'Union africaine en 2010. Des recherches sur les règles en matière de *protection sociale* ont été conduites au Kenya, au Ghana et au Rwanda. Les résultats de ces recherches ont été présentés en novembre au cours de la réunion ministérielle de l'Union africaine. Outre son soutien au groupe APSP, Cordaid participe également aux projets et missions de lobbying des partenaires en Sierra Leone, au Cameroun, en Tanzanie et en Ouganda.

Cordaid a permis la création d'une plateforme de PS nationale au **Cameroun** en 2010, destinée à mettre en place une législation adéquate pour les droits des personnes âgées, des personnes atteintes du VIH/Sida et/ou avec un handicap, sans oublier les enfants vulnérables. La plateforme entretient des relations étroites avec le gouvernement et dispose de contacts internationaux via APSP. L'échange de connaissances et d'expériences est un des principaux objectifs de cette plateforme. Cordaid joue un rôle d'intermédiaire, en particulier au niveau de la participation et de l'apport des organisations de société civile et des groupes d'intérêt.

En **Tanzanie**, Cordaid et *HelpAge International* ont aidé au développement d'une plateforme nationale pour la sécurité sociale. La plateforme, qui a été créée en août 2010, a milité en faveur de la mise en place de retraites sociales dans trois districts. L'application de ce système de retraites sociales devrait commencer en 2011.

En **Ouganda**, le gouvernement a déjà lancé, dans une partie du pays, un programme d'allocations mensuelles pour les familles vulnérables. Dans la région plus pauvre du nord de l'Ouganda, *HelpAge International* cherche à renforcer les groupes de personnes âgées, afin qu'ils puissent eux aussi bénéficier de ces développements au niveau national.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre de personnes handicapées bénéficiant d'un meilleur accès aux soins et participant aux activités sociales	19.000	50	714.000	327
Nombre d'enfants dans des situations à risque bénéficiant d'un meilleur accès aux soins et participant aux activités sociales	84.000	44	2.199.000	140
Nombre de personnes très pauvres bénéficiant d'un meilleur accès aux soins et participant aux activités économiques/ sociales	85.000	51	968.000	151
Nombre d'organisations pour les citoyens les plus marginalisés (CPM) créées/renforcées	1.250		1.345.000	195
Nombre de partenaires qui s'associent à d'autres acteurs pour améliorer la position des CPM	200		645.000	219
Nombre d'organisations actives dans le secteur de l'influence sur la politique	75		917.000	214

► **Explication :**
en 2010, le nombre d'enfants et de personnes très pauvres touchés par le programme a été très élevé. Par ailleurs, des investissements ont été effectués pour renforcer la capacité des organisations d'aide aux groupes marginalisés à veiller sur les intérêts de ces groupes. Les partenaires et les organisations ont été soutenus dans leurs activités d'influence sur la politique et de formation de coalitions pour améliorer la position de ces groupes. Tous les objectifs ont été dépassés. Le programme a touché un peu plus de femmes que d'hommes, à l'exception des enfants (les garçons se retrouvent plus tôt et plus souvent dans des situations à risque). L'objectif était une réalisation de 60 % en CS/IP. Malgré des efforts croissants depuis 2007, la moyenne pluriannuelle a plafonné à 48 %.

Renforcement des capacités

Cordaid coopère avec *Uganda Reach the Aged Association*, un réseau de 80 organisations communautaires pour/de personnes âgées visant à sensibiliser les populations sur la situation et les droits des personnes âgées tout en offrant son aide via son réseau de membres. En 2009, Cordaid a financé une évaluation de l'organisation. En 2010, *HelpAge International* a financé une évaluation des aspects institutionnels. Les deux évaluations ont mis en valeur la nécessité de renforcer les capacités de l'organisation en matière de gestion, de développement de stratégie et de collecte de fonds. Un projet de deux ans a été lancé à cet effet.

Résultats pour les personnes avec un handicap en Inde

Le *Network of Persons with Disability Organisation* (NPDO) a fait en sorte, avec l'aide d'autres organisations, que les personnes avec un handicap puissent participer au *National Rural Employment Scheme* (Plan national pour l'emploi rural). Le NPDO a également contribué à informer/instruire les services gouvernementaux sur la nouvelle réglementation tout en lançant des campagnes d'information massives pour porter la nouvelle loi à l'attention du groupe cible. La traduction de la loi dans la langue locale a permis aux personnes avec un handicap de connaître l'évolution de leurs droits. Etant donné que les fonctionnaires ne connaissaient pas l'état du marché du travail pour les personnes avec un handicap, le NPDO et d'autres organisations ont conduit des évaluations, qui ont permis de rédiger une liste des tâches adaptées aux personnes handicapées. En avril 2010, le NPDO a organisé un atelier sur les difficultés rencontrées par les personnes handicapées. A la suite de cet atelier, les autorités de l'Etat d'Andhra Pradesh ont décidé de nommer des handicapés aux postes de coordinateurs afin d'engager le processus dans la bonne direction. Le NPDO continue de suivre l'application du projet et n'hésite pas à entreprendre des actions en justice si les autorités manquent à leurs obligations.

Innovation

Selon les estimations, le nombre d'enfants sourds-aveugles et autres *déficients multi-sensoriels* en Inde s'élève à un demi-million. Aucune formation n'existe pour les parents de ces enfants. L'organisation partenaire Sense India et l'université de Lucknow ont donc décidé de développer ensemble une formation, qui sera ensuite intégrée au programme de l'université. La formation s'intéresse aux besoins de l'enfant, aux compétences nécessaires à la stimulation de son développement et aux droits des parents d'enfants avec un handicap spécial. L'institut de recherche néerlandais Kentalis est impliqué dans ce projet.

Ligne téléphonique pour enfants en Sierra Leone

Grossesses adolescentes, travail et traite des enfants, violences sexuelles, chômage : autant de problèmes auxquels sont confrontés de nombreux enfants. Des problèmes parfois si lourds à porter que les enfants concernés ne peuvent pas s'en sortir seuls. Ils n'ont personne à qui parler, personne pour les aider. C'est pour cette raison que l'organisation partenaire Don Bosco Fambul a eu l'idée de créer une ligne d'assistance téléphonique nationale, un numéro gratuit que les enfants peuvent appeler. Des travailleurs sociaux, des avocats et des infirmiers offrent une oreille attentive et des conseils pratiques 24 heures sur 24. L'initiative a été rendue possible par la société de télécommunication Comium, partenaire de Don Bosco Fambul.

Coopération

En 2010, Cordaid a de nouveau participé à la campagne *Age Demands Action* sponsorisée par l'UE. Cette initiative internationale, coordonnée par *HelpAge International*, repose sur la coopération de cinq partenaires européens, dont Cordaid. Responsable de la campagne aux Pays-Bas, Cordaid travaille sur ce projet avec un syndicat national des personnes âgées et des organisations d'aide sociale néerlandaises. Le jour de la Journée internationale des personnes âgées, des conférences et des projections de vidéos ont été organisées dans une vingtaine de « restaurants sociaux » (environ 1 200 couverts) pour attirer l'attention sur la situation des personnes âgées à travers le monde.

Depuis 1999, Cordaid travaille avec la fondation néerlandaise *Ineke Feitz Stichting* (IFS), laquelle vient en aide aux enfants qui ne reçoivent pas suffisamment d'attention et d'aide au sein des programmes d'aide au développement standard. Entre 2007 et 2010, Cordaid et IFS ont travaillé en Inde (enfants des campagnes avec un handicap) et aux Philippines (enfants agressés sexuellement). Un nouveau contrat a été conclu pour les cinq prochaines années (à 1 million d'euros par an). Etant donné que l'Inde est un pays de transition, Cordaid lâche progressivement les rênes du programme IFS pour se tourner vers le Cameroun. Les activités aux Philippines ont été maintenues.

Résultats des investissements dans l'éducation des sourds en Sierra Leone

Selon les estimations, un quart des enfants sierra-léonais sont handicapés. Et pourtant, seulement dix écoles leur sont consacrées. La congrégation Saint Joseph de Cluny, qui travaille depuis près de 150 ans en Sierra Leone, est spécialisée dans l'évacuation des traumatismes et l'éducation des enfants handicapés auditifs. Cordaid a aidé à reconstruire l'école pour enfants sourds de Makeni. Des progrès considérables ont été enregistrés depuis : devenu une *école de l'excellence*, l'établissement de Makeni a contribué à la mise en place d'une formation pour enseignants auprès d'enfants atteints d'un handicap auditif. Pour ce faire, un programme très performant a été mis au point avec l'université de Makeni. L'étape suivante consiste à mettre sur pied un programme pour l'éducation des aveugles à l'université de Makeni. La coopération rassemble l'université de Birmingham, qui offre son expertise, mais aussi le ministère de l'Education et d'autres parties concernées, comme le syndicat des enseignants.

Lutte contre les abus d'enfants aux Philippines

Entre 2007 et 2010, Cordaid a soutenu les activités de 12 partenaires. Ces derniers étaient actifs dans l'accueil des enfants victimes d'abus sexuels, la protection des enfants dans 40 quartiers et la diffusion d'informations – notamment dans les écoles – sur la santé sexuelle et les droits des enfants. Ensemble, les partenaires ont mené des campagnes contre les abus sexuels et pour les droits des enfants. Chaque année, ils organisaient par exemple la « Semaine contre les abus sexuels d'enfants ». Le CPTCSA (Center for the Prevention and Treatment of Child Sexual Abuse) et le ministère de l'Education ont développé ensemble la brochure « Sécurité personnelle », que le gouvernement souhaite voir distribuée à grande échelle. L'organisation partenaire Sac Legazpi soutient les comités de protection des enfants dans les

quartiers. L'organisation a pu se retirer de six régions car les communautés et les autorités locales y assurent désormais les activités de soin et de prévention. Au total, 60 comités ont été créés ou renforcés.

Dans la société philippine, la sexualité est un sujet difficile à aborder. C'est pourquoi Cordaid est en dialogue constant avec ses partenaires pour les informer des moyens de contraception modernes et leur offrir des informations sur la sexualité. De cette manière, les organisations prennent peu à peu conscience du besoin d'informer les personnes pour leur permettre de prendre une décision éclairée. Les partenaires ont également réussi à impliquer les autorités locales et la police/justice dans leurs travaux. La durabilité du programme, quant à elle, doit faire l'objet d'une attention particulière. C'est pourquoi la diversification des donateurs et la collecte de fonds privés seront au cœur des débats pendant les années à venir.

4.8. VIH/Sida

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (4 pays) et en Asie (2)
- 43 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 11,2 millions d'euros ont été investis en 2010
- 34 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 948 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 76 projets étaient en cours

Introduction

A l'heure actuelle, environ 33 millions de personnes sont atteintes par le VIH dans le monde. Malgré tous les efforts consentis, la baisse des infections reste timide, en particulier en Afrique sub-saharienne. Le nombre de personnes sous traitement a considérablement augmenté, même si de grands écarts demeurent. En RD du Congo par exemple, seuls 12 % des personnes atteintes par le VIH/Sida ont accès aux médicaments pour le Sida. Cordaid et ses partenaires y traitent aujourd'hui plus de 7 000 personnes, contre 400 début 2007.

Pendant les premières années de la période stratégique, l'accent a été mis sur la détresse physique et sociale/spirituelle des personnes atteintes par le VIH/Sida. Grâce à la disponibilité accrue des médicaments, l'attention a glissé vers les notions de suivi/réintégration et la lutte contre la stigmatisation. Cordaid s'est également rapidement

orientée vers (le lobbying pour) l'intégration du traitement du VIH/Sida dans le secteur standard des soins. Cordaid a participé au débat entre, d'une part, l'utilisation de programmes visant une maladie spécifique et, d'autre part, le renforcement du système de santé et le recours à des partenaires adeptes d'une approche horizontale pour collecter des fonds verticaux (VIH/Sida). Pour Cordaid, le *Performance Based Financing* est un instrument important pour parvenir à l'harmonisation et l'intégration des fonds.

En Afrique, Cordaid a soutenu essentiellement des partenaires religieux, dont les dizaines de milliers de bénévoles offrent des soins à domicile aux malades et aux orphelins du Sida. Cordaid soutient de plus en plus d'initiatives pour la réintégration des patients sous ARV dans la vie économique.

Le dialogue avec l'église africaine vise à briser le tabou de la sexualité au sein de l'église et à lutter contre la stigmatisation des personnes atteintes par le VIH/Sida. Dans le cadre de la politique relative aux droits sexuels et génésiques, les partenaires *religieux* s'engagent contractuellement à fournir à leurs membres des informations complètes sur ces droits et le cas échéant, à les orienter vers un établissement de santé.

Action programmatique relative aux soins à domicile (Malawi)

Cordaid soutient des programmes de soins à domicile dans cinq pays africains et deux pays asiatiques, auxquels vont venir s'ajouter deux pays africains supplémentaires entre 2011 et 2015. Au début, les programmes mettaient l'accent sur l'apaisement des besoins primaires, tandis que des structures de soins à domicile étaient construites au niveau communautaire autour de bénévoles, surtout des femmes. Progressivement, la prévention du VIH/Sida et le soin aux *orphelins et enfants vulnérables* (OEV), aux personnes âgées et autres malades chroniques sont venus s'ajouter aux programmes.

Ces programmes étaient axés autour du développement de structures de soin au niveau communautaire, avec la reconnaissance du rôle des bénévoles, leur formation professionnelle, leur coopération avec les hôpitaux, les centres de soin et les autorités locales, leur participation aux processus décisionnels et leur capacité à gérer des fonds.

Entre 2006 et 2010, Cordaid a collaboré – lors des grands rendez-vous internationaux (comme les conférences sur le Sida de Mexico en 2008 et de Vienne en 2010) – avec HelpAge International, la Commission Huairou et VSO International, dans le secteur de l'influence sur la politique. Cette coopération a débouché sur la création de la CAA (*Caregivers Action Alliance*), qui cherche à faire reconnaître les soins à domicile comme un instrument de lutte contre le Sida.

Des plans de lobbying nationaux pour l'Afrique du Sud, le Malawi, l'Éthiopie, le Cameroun, la Zambie et la RD du Congo

ont été rédigés lors d'un atelier organisé au Malawi (2008) avec des partenaires. En 2010, Cordaid et ses partenaires ont également investi dans le lobbying local.

Au **Malawi**, le gouvernement est prêt à coopérer avec les organisations de société civile. À l'initiative de Cordaid, les principales parties concernées se sont réunies en 2010 pour discuter des résultats de la cartographie des soins à domicile, réalisée à la demande de Cordaid. La réunion a mené à la création d'une alliance nationale pour le secteur des soins à domicile, composée d'organisations prestataires, de groupes d'intérêts (personnes vivant avec le VIH/Sida, personnes âgées), d'universités et de services gouvernementaux. Le lobbying pour la reconnaissance du secteur des soins à domicile a été fructueux : le ministère de la Santé finance depuis 2008 les *community nurses* (infirmières communautaires). En 2010, l'alliance a contribué à l'affûtage des directives nationales relatives aux soins à domicile.

Cordaid a également participé au renforcement et au financement de programmes de soins à domicile dans quatre évêchés mais aussi d'organisations qui représentent les *orphelins et les enfants vulnérables* ainsi que les femmes atteintes par le VIH. Les groupes de soins à domicile ont donné naissance à des organisations formelles, qui ont revendiqué avec succès les fonds gouvernementaux.

Une nouvelle étape a été franchie en 2010 avec l'introduction du PBF dans le programme des soins à domicile de quatre partenaires diocésains, c'est-à-dire le financement sur la base de résultats quantifiables et contractuels. Le développement des capacités et le suivi des parties impliquées (groupes de soins à domicile, bureaux de soins diocé-

sains, autorités du district, établissements de santé, *Episcopal Conference of Malawi* et ministère de la Santé) sont assurés par un groupe de conseil spécialisé dans le secteur de la santé.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre d'orphelins du Sida et de malades du VIH/Sida ayant accès aux soins (à domicile)	9.000	54	479.000	57
Nombres de personnes ayant des connaissances sur le VIH/Sida et/ou accès à des moyens de prévention	926.000	53	1.018.000	20
Nombre de malades du VIH/Sida ayant accès à des activités qui augmentent leur sécurité d'existence	13.000	36	611.000	36
Nombre de bénévoles pour les soins à domicile et la prévention du VIH/Sida	9.000	49	953.000	152
Nombre de liens de coopération tissés autour de la lutte contre le VIH/Sida	55		1.067.000	420
Nombre d'organisations partenaires engagées dans des activités de lobbying	40		405.000	323

► **Explication :**
les activités informatives/préventives sont généralement organisées via les médias auprès d'un public large. Ces activités n'incitent pas automatiquement un changement de comportement. C'est pourquoi toutes les personnes touchées par ces informations n'ont pas été comptabilisées. Les efforts en matière de sécurité d'existence ont été renforcés, mais l'objectif chiffré s'est révélé difficile à atteindre car les projets s'adressent à un groupe cible restreint en raison du suivi intense exigé. Les objectifs ont été atteints dans 26-57 % des cas. Ces résultats s'expliquent partiellement par les actions d'autres investisseurs (pour la diffusion des médicaments par exemple), qui ont permis à Cordaid de se concentrer sur le renforcement des capacités mais aussi la stimulation du lobbying et des liens de coopération. Les stratégies de CS et IP ont affiché un résultat (44 %) supérieur aux objectifs chiffrés (40 %). La répartition selon les genres a fluctué au cours de la période stratégique, mais est restée pour l'essentiel autour de 50-60 % de femmes.

Le concours offre également aux enseignants l'occasion d'aborder le sujet du Sida à l'école.

Lobbying

Une consultation de partenaires organisée fin 2008 a abouti à la décision de mener des activités de lobbying pour les soins à domicile et les professionnels des soins à domicile. Mais avant de lancer le lobbying, Cordaid doit rassembler des informations basées sur les faits. L'organisation a donc commandé des cartographies de la situation dans huit pays africains, en fin d'année 2009 et en 2010. Ces cartographies

Renforcement des capacités

Cordaid soutient le réseau **éthiopien** *Network of South Region Associations of HIV Positive People*, qui se compose de 57 associations totalisant environ 7 000 membres. Le réseau souhaite ouvrir trois antennes pour mieux desservir 23 associations établies dans des zones difficiles d'accès. Pour ce faire, 140 personnes atteintes par le VIH/Sida suivent une formation et reçoivent des conseils techniques. Un employé en RP a été engagé et des formations sont proposées aux leaders de 30 associations. Les leaders atteints par le VIH/Sida sont également soutenus.

Innovation

Les campagnes d'information traditionnelles sur le VIH/Sida atteignent difficilement les jeunes. C'est pourquoi le projet *Scénarios d'Afrique* propose d'organiser un concours, auprès des écoliers de la **RD du Congo**, pour désigner le meilleur scénario de film sur la problématique du VIH/Sida. Le financement et l'application du projet sont assurés conjointement par Cordaid, *Global Dialogues et Fondation Femme Plus*. Les lauréats verront leur scénario porter à l'écran. Le résultat final sera disponible en DVD dans plusieurs langues pour les campagnes d'information.

ont débouché sur la tenue de réunions nationales et la création possible d'une alliance nationale du secteur des soins à domicile. Les premiers accords ont été conclus au Malawi et en Zambie. A moyen terme, l'objectif est de renforcer le lien entre le lobbying international et le lobbying national des partenaires. Cordaid travaille également aux côtés de son partenaire, la *Huairou Commission*, à la mise en place d'alliances communautaires dans le secteur des soins à domicile. Des projets-pilotes sont déjà en cours au Malawi et en Zambie.

La coopération internationale a pris corps l'année dernière avec la *Caregivers Action Alliance*. En 2010, l'alliance a mué en réseau et au mois de mai, le *Caregivers Action Network* (CAN) est né. Le CAN envoie actuellement ses circulaires/messages à plus de 500 membres. Le CAN a participé à la rédaction des feuilles de route de l'UNAIDS et de l'OMS, qui n'ont d'ailleurs pas manqué de saluer la contribution du réseau.

Le CAN a organisé des séances de travail sur les stratégies en matière de soins à domicile, à l'occasion de la conférence sur le Sida de Vienne. Le CAN a également réussi à organiser, en collaboration avec d'autres organisations, une première réunion plénière consacrée au thème soin et aide. Cordaid a permis à 11 partenaires de faire une présentation à Vienne.

Linking & learning

Le programme de Cordaid pour le VIH/Sida a été évalué en 2010. Même si le rapport final ne sera disponible qu'en 2011, nous pouvons déjà tirer plusieurs conclusions (provisoires).

La pertinence du programme est très élevée : le programme est conforme aux plans nationaux du gouvernement, les leaders locaux sont notamment consultés dans le cadre de la sélection des groupes cibles. Les projets sont extrêmement pertinents pour les personnes atteintes par le VIH/Sida, les orphelins du Sida et les enfants vulnérables. Les partenaires apprécient leur collaboration avec Cordaid en tant que donateur, car l'organisation leur permet de travailler de façon innovante et flexible.

L'efficacité et l'efficacé du programme sont, en revanche, moins bien notées. Pour améliorer ces résultats, il faut mettre en place des systèmes de monitoring de la portée du programme et assurer une supervision étroite en tenant compte des aspects quantitatifs et qualitatifs du programme. Il est également indispensable d'évaluer régulièrement les capacités techniques, en matière de prévention, de soin et de réduction de l'impact, des organisations chargées d'appliquer les projets.

Près de 40 leaders religieux de toutes confessions et de tous horizons se sont réunis fin mars aux Pays-Bas pour parler de la discrimination et de l'exclusion des personnes atteintes par le VIH/Sida. Cet événement inédit a été organisé conjointement par Cordaid et *Ecumenical Advocacy Alliance*. L'idée de cette réunion est née pendant la conférence sur le Sida de 2008. La réunion **High Level Religious Leader** a été co-organisée et co-financée par le ministère des Affaires étrangères.

Catholiques, protestants, juifs, Baha'is, moines bouddhistes, hindous, imams et quelques Sikhs ont abordé avec des représentants de l'UNAIDS, de l'UNFPA, du Fonds mondial et d'autres organisations la question du traite-

Des paroles papales importantes

Cordaid a accueilli de façon positive les paroles du pape Benoît XVI sur l'autorisation des préservatifs dans certains cas précis. En tant qu'organisation catholique d'aide au développement, Cordaid estime depuis des années que les personnes doivent pouvoir choisir seules, sur la base d'informations équilibrées, de se protéger contre le VIH/Sida. De nombreux partenaires africains suivent également cette ligne de conduite, soucieux de protéger la vie et la dignité humaines. Elles veillent à diffuser des informations équilibrées sur le VIH/Sida, y compris des informations sur les préservatifs. Les préservatifs contribuent réellement à la prévention du Sida – c'est un fait – mais ils ne sont pas pour autant la seule clé pour venir à bout du problème. Les causes du Sida dans un continent tel que l'Afrique sont trop nombreuses pour pouvoir être réglées par une solution unique. L'interprétation stricte des préceptes de l'église romane-catholique a toujours été difficilement compatible avec la réalité du terrain. C'est pourquoi les paroles du pape Benoît XVI sont si importantes pour Cordaid et ses partenaires.

ment des personnes atteintes par le VIH/Sida, sans éviter les sujets tels que l'homosexualité et l'utilisation de préservatifs. A la fin de la réunion, les participants se sont déclarés en faveur de la lutte contre la discrimination des personnes atteintes par le VIH/Sida et contre la transmission du virus de la mère à l'enfant. Les médias étrangers

ont très largement couvert cette réunion.

Les leaders religieux ont quitté la réunion avec la mission de diffuser le message de tolérance dans leur communauté et leur pays et d'échanger leurs idées sur la question de l'équilibre entre l'éthique religieuse en matière de VIH/Sida et la réalité du terrain.

Les résultats de la réunion ont également été présentés lors de la conférence de Vienne sur le Sida.

Coopération

Après 20 mois de préparation, Cordaid et le **Fond mondial** ont signé un accord pour lancer un programme de lutte contre le Sida en RD du Congo. C'est la première fois que Cordaid joue le rôle de contractant principal pour le *Fond mondial*. Le contrat porte tout d'abord sur deux ans (à 5 millions d'euros), avec une option de prolongation pour trois années supplémentaires. En tant que contractant principal, Cordaid est responsable des activités entreprises dans 90 zones de santé réparties entre six provinces. Cordaid travaille sur ce projet avec neuf organisations locales, sélectionnées via un appel d'offres (et dont les trois quarts travaillaient déjà avec Cordaid). Avec sa stratégie de soutien et de renforcement des capacités, Cordaid veut donner les moyens à ses partenaires de reprendre son flambeau d'ici quelques années.

Remise des prix Cordaid pour la lutte contre le VIH/Sida

Le jour de la Journée mondiale de la lutte contre le Sida (1er décembre), Cordaid a remis pour la troisième fois ses prix qui récompensent les meilleures initiatives dans la lutte contre le VIH/Sida. Les prix ont été une nouvelle fois décernés par l'ambassadeur néerlandais de la lutte contre le Sida. Cordaid a reçu près de 70 candidatures, émanant de 25 pays. Un panel international d'experts a jugé que le *Ntankah Village Women Common Initiative Group* (NVWCIG) et le *Cameroon Baptist Convention Health Board* (CBCHB), deux initiatives camerounaises, méritaient de recevoir les prix et la contribution de 10 000 euros.

Le NVWCIG milite pour l'égalité des genres, le leadership des femmes et le respect des droits des femmes. Les femmes de Ntankah assurent les soins à domicile auprès de 5 000 personnes atteintes par le VIH/Sida, 8 000 orphelins

et 2 000 veuves isolées. L'organisation propose des formations pour les personnes qui assurent les soins à domicile et met sur pied des cliniques mobiles pour venir en aide aux personnes atteintes par le VIH/Sida.

Le CBCHB milite depuis dix ans en faveur des soins de santé génésique et de la prévention de la transmission mère-enfant. L'organisation est, après le gouvernement, le plus important prestataire de service en matière de santé sexuelle/génésique. En 2007, un programme de santé réservé aux femmes a été lancé. Plus d'un demi-million de femmes enceintes ont effectué un test HIV et plus de 80 groupes communautaires (totalisant plus de 3 000 membres) ont été créés pour les personnes atteintes par le VIH/Sida. Les femmes et les filles infectées par le VIH sont impliquées dans le programme et militent en son sein. Le programme *Men as Partners* stimule la participation des hommes/garçons.

Résultats du lobbying en Afrique du Sud

Alliance for Children's Entitlement to Social Security (ACCESS) est une alliance de lobbying sud-africaine regroupant plus de 1 300 organisations, qui cherche à mettre en place un système de sécurité sociale. En 2009, Cordaid a financé le lobbying visant à relever le plafond d'allocation du *Child Support Grant* (CSG) de 15 à 18 ans. Une évaluation externe a permis de détailler l'efficacité du lobbying dans le rapport annuel.

In general, the evaluation found that the campaign was highly influential in the drive to extend the CSG and without

ACCESS-members leading the fight and keeping the issue alive, there would have been little political will to extend the grant beyond aged 15. (D'une manière générale, l'évaluation a jugé très efficace la campagne de lobbying en faveur du relèvement du plafond d'allocation du CSG. Si les membres d'ACCESS n'avaient pas mené le combat et milité farouchement, la cause n'aurait sans doute reçu que très peu de soutien politique).

Les premiers chiffres sont prometteurs : une augmentation de 30 % des inscriptions pour l'allocation *Child Support Grant* et une augmentation de 60 % des enregistrements de naissance (indispensables pour obtenir l'allocation CSG).

4.9. Petits producteurs

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (7 pays), en Asie (4) et en Amérique latine (3)
- 108 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 12,3 millions d'euros ont été investis en 2010
- 81 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 307 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 335 projets étaient en cours

Introduction

Le programme cherche à améliorer la position des petits producteurs ruraux, tout en accordant une attention particulière à la situation des femmes. La production agricole et la sécurité alimentaire sont menacées par les changements climatiques et les besoins croissants en terre, en eau et autres ressources naturelles. Pour de nombreux petits producteurs, les marchés locaux et les marchés des pays voisins offrent de bonnes perspectives.

La période écoulée a été caractérisée par le développement de la stratégie d'accès au marché en une approche « par chaîne » visant au renforcement de la position des petits producteurs dans les chaînes de valeur. Le programme a mis davantage l'accent sur l'*agriculture professionnelle*, le renforcement des organisations de producteurs, l'augmentation de

leur capacité de négociation et la coopération avec d'autres acteurs de la chaîne. Cordaid a également soutenu des entreprises de transformation, des commerçants, des services de conseil aux entreprises et des prestataires de services financiers. Par ailleurs, Cordaid a facilité la mise en place de partenariats multipartites dans plusieurs pays. Qui plus est, la durabilité a pris une place prépondérante dans la politique, l'évaluation des projets et le développement de connaissances. Le contenu du programme a fait l'objet d'un recentrage tandis que le démantèlement est en cours dans cinq pays.

Entre 2007 et 2010, plusieurs facteurs de risque sont apparus. La concurrence internationale et les accords de libre échange limitent les chances des petits producteurs ruraux. C'est pourquoi Cordaid a choisi de se consacrer au développement des chaînes de produits (alimentaires) locaux et des marchés locaux. Cordaid et ses partenaires ont également milité ces dernières années pour modifier la politique agricole et commerciale internationale et nationale en faveur des petits agriculteurs.

La dégradation (inquiétante) de la position des femmes a poussé Cordaid à modifier sa politique en matière de genre : les analyses de chaînes doivent être axées sur les questions de genre, les interventions ayant un effet négatif sur la position des femmes ne doivent pas être financées, tandis que les interventions qui contribuent à l'émancipation des femmes doivent être encouragées.

En raison du manque de moyens, Cordaid a donné la priorité aux établissements de crédit ruraux, au développement de produits financiers pour l'agriculture et à la création de fonds pour accorder des prêts aux petites entreprises locales.

Cordaid a ainsi financé un atelier en Zambie consacré au financement des chaînes de production, en présence d'acteurs de la chaîne du miel, dans le but d'amener les prestataires de services financiers à investir dans des entreprises d'apiculture et de transformation du miel. Cette initiative a été reprise dans d'autres pays et d'autres chaînes. Des fonds ont également été créés au profit de petites entreprises (Pymecapital, AgriFund, InReturn, Rabo Rural Fund).

Etant donné l'augmentation de la prévalence du VIH/Sida, des partenaires éthiopiens, ougandais, tanzaniens, sierraléonais et malawites ont participé à des missions d'intégration de la problématique du VIH/Sida. En Inde et au Vietnam, 19 partenaires ont participé à une mission de développement des politiques relatives à la *prise en charge du VIH/Sida sur le lieu de travail*.

Les catastrophes naturelles peuvent faire reculer le développement économique d'une région en l'espace d'un instant. Une mission de coopération a été lancée dans plusieurs pays, dans le cadre du programme Prévention des désastres, afin de mettre des produits financiers spéciaux à la disposition des victimes de catastrophes naturelles.

Action programmatique relative à l'influence sur la politique (GRASP)

Créé en 2007 par Cordaid, le *Global and Regional Advocacy on Small Producers* (GRASP) a rassemblé fin 2010 Cordaid et 13 de ses partenaires établis dans six pays africains autour du thème du lobbying dans le secteur de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, des droits territoriaux et des biocarburants. Des coopérations sont engagées avec des instituts de recherche africains, comme l'université agricole *Sokoine* de Tanzanie et l'université agricole *Bunda* au Malawi. Les capacités de conseil et de lobbying des partenaires africains sont renforcées. Les petits agriculteurs sont soutenus dans leurs activités de lobbying auprès du gouvernement et sont mis à contribution dans les activités de lobbying menées par GRASP. Les petites et moyennes entreprises sont elles aussi de plus en plus impliquées. L'année dernière a été placée sous le signe du monitoring et du lobbying relatifs à la Déclaration de Maputo, dans laquelle les gouvernements africains s'engagent à augmenter les investissements agricoles pour atteindre 10 % du PIB. Cordaid a soutenu ce lobbying aux Pays-Bas et en Europe. Créé comme plateforme de lobbying, le réseau GRASP accorde une place de plus en plus importante aux activités de linking & learning et au partage d'expériences et de leçons apprises. Cordaid coopère notamment avec Cidse au niveau international. La coopération avec des entreprises dans 6 pays africains est actuellement à l'étude. Dans les années qui viennent, GRASP va s'atteler à réguler la chaîne, en garantissant la transparence et l'utilisation de processus décisionnels démocratiques au sein des chaînes agricoles. Cordaid est à la tête d'un groupe de pilotage, comprenant

cinq partenaires en plus de Cordaid, qui suit la progression des activités et élabore des plans de travail.

Les activités de GRASP ont été examinées dans une évaluation de programme (2009) conduite dans le cadre du lobbying de Cordaid. L'évaluation a conclu que « *ownership of the platform is increasing, in all GRASP-members, including Cordaid, have become stronger through their participation in GRASP* » (la légitimité de la plateforme augmente et tous les membres de GRASP, y compris Cordaid, sont devenus plus forts grâce à leur rôle au sein de GRASP).

Action programmatique relative aux Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)

Cordaid et BothENDS ont favorisé la production/vente de produits forestiers par des groupes indigènes via le développement de produits de qualité et la préservation de la biodiversité. Dans le Kalimantan occidental, en Indonésie, il était devenu important de démontrer l'existence d'alternatives à la monoculture croissante de l'huile de palme. La force du programme réside essentiellement dans la coopération avec le programme d'échange des PFNL, un réseau de 40 ONG et organisations de base en Inde, en Indonésie, au Cambodge, en Malaisie, au Vietnam et aux Philippines. Quelques-uns des objectifs du programme : protection et gestion de la forêt, droits territoriaux, sécurité économique, développement de petites entreprises. Le programme de Cordaid entretient des relations avec des universités et des établissements d'enseignement tout en cherchant à se rapprocher des entreprises (dans le secteur du caoutchouc, des herbes/épices et du rotin). Mise en place de réseaux, développement des capa-

ités, regroupement de connaissances et introduction de nouveaux produits sont autant d'outils qui permettent de venir en aide aux groupes de population indigène. Le programme a également attiré l'attention, au niveau national et international (Banque mondiale), sur les conséquences de l'exploitation à grande échelle des régions forestières et sur l'importance des PFNL pour la population indigène. En 2010, une enquête a été lancée pour étudier la possibilité d'étendre le programme au nord-est de l'Inde.

Les résultats du programme PFNL sont éloquentes : 96 entreprises communautaires ont été créées avec une portée directe sur 6 400 producteurs, dont 51 % de femmes. Les revenus individuels ont été multipliés par un facteur compris entre 1,8 et 5,8. Une partie des revenus (5 %) est consacrée à la gestion des ressources naturelles et l'approvisionnement du fond communautaire. Le programme présente également des obstacles et des risques : la grande distance par rapport au marché, le dilemme entre l'accroissement de la production et la préservation des ressources naturelles, la conversion des terres à grande échelle pour l'agriculture et l'exploitation minière, sans oublier les effets du changement climatique.

Action programmatique relative aux cultures énergétiques/biocarburants

Les cultures énergétiques permettent aux petits producteurs de diversifier leurs revenus, tout en représentant une source énergétique abordable pour la communauté. Devant l'intérêt croissant manifesté par ses partenaires, Cordaid s'est penchée sur le sujet à partir de 2007. L'organisation a tout d'abord organisé une consultation de partenaires, puis

Cordaid a rejoint la « Plateforme biomasse », aux côtés d'autres organisations néerlandaises d'aide au développement et de protection de l'environnement. Pendant les premières années, les principales activités étaient le développement des connaissances et la construction d'un réseau aux Pays-Bas. Parallèlement, Cordaid a commencé à financer des projets, comme des projets de production de jatropha. Au niveau du lobbying (relatif à la consolidation des cultures de soja et d'huile de palme), Cordaid a coopéré avec les organisations néerlandaises Solidaridad et BothENDS.

En Bolivie, une étude financée par Cordaid (2010) a permis de mieux comprendre les tenants et les aboutissants de la question de l'utilisation du soja et de la canne à sucre comme source de nourriture ou comme matière première dans l'industrie des biocarburants. Les entreprises boliviennes plaident en faveur de cette dernière utilisation, mais pour le moment le gouvernement ne soutient pas cette option. L'étude a été conduite par AIPE (*Asociación de Instituciones de Promoción y Educación*), un réseau de 27 ONG. Les résultats de l'étude ont été largement diffusés et ont fourni à Cordaid la matière nécessaire à son lobbying.

Début 2010, le gouvernement néerlandais a approuvé un plan de coopération entre BothENDS, Cordaid et trois universités, pour la production durable de biocarburant dans le Kalimantan occidental. Le recoupement des données sociales et géologiques d'une part et la coopération locale et internationale entre les parties impliquées d'autre part doivent permettre de formuler des recommandations pratiques. Les autorités du district de Sanggau ont manifesté leur intérêt pour un projet-pilote au sortir d'une réunion organisée en septembre.

Action programmatique via Agri-ProFocus (APF) en Ouganda

Le réseau APF regroupe des organisations néerlandaises actives dans les secteurs de l'agriculture et de l'entrepreneuriat des agriculteurs. En 2009, après avoir constaté que de nombreux membres du réseau APF menaient des activités en Ouganda, la formation d'une antenne APF-Ouganda a été décidée. Une analyse de la problématique des petits agriculteurs a été réalisée puis examinée lors d'une réunion multipartite en présence de plus de 70 organisations ougandaises et néerlandaises. Cette réunion a débouché sur la mise en place d'un calendrier dans cinq domaines : services financiers ; accès aux informations de marché ; renforcement des organisations d'agriculteurs et des chaînes agricoles ; conditions préalables et environnement politique plus favorables. Le réseau APF regroupe environ cinquante organisations ougandaises/néerlandaises et près de 300 professionnels, comme des organisations d'agriculteurs, des services de conseil aux entreprises, des établissements de recherche, des ONG, des acteurs du secteur financier, du secteur public et du secteur privé.

Des groupes de travail ont été mis en place pour chacune des cinq priorités. Cordaid et *VECO Uganda* travaillent sur le thème des services financiers tandis que *FIT Uganda* se concentre sur celui des informations de marché. APF-Ouganda a formulé un plan de travail pour 2010-2012, auquel Cordaid participe financièrement. Une étude et un atelier régional ont notamment été organisés par Cordaid et *VECO Uganda* pour attirer l'attention sur l'accès aux services financiers, tandis que *FIT Uganda* organisait un symposium national sur les

informations de marché, avec plus de 200 participants. Ces initiatives ont mis en évidence le besoin de standardisation.

Action programmatique via Agri-ProFocus (APF) Zambie

APF-Zambie regroupe des organisations d'aide au développement, des établissements d'enseignement et des entreprises autour du thème de l'entrepreneuriat des agriculteurs. En 2008, Cordaid était l'instigateur du processus *country focus* visant à stimuler l'harmonie et la synergie entre les parties. Le manque de services financiers a été ressenti par les partenaires comme un obstacle majeur. Une stratégie commune a été définie pour améliorer l'accès aux produits financiers (adaptés) au sein de cinq chaînes de valeur (dont le secteur du miel et du coton soutenu par Cordaid). Aux Pays-Bas, Cordaid coopère avec des organisations homologues et des instituts scientifiques. En Zambie, les parties impliquées se composent d'organisations partenaires, de banques et d'entreprises. Il est nécessaire de développer les capacités des organisations d'agriculteurs et des petites et moyennes entreprises afin qu'elles puissent prétendre à un prêt bancaire. Le lobbying doit contribuer à sensibiliser les établissements bancaires à la question du financement agricole. Fin 2010, cinq business-plans avaient été élaborés, dont trois jugés « finançables » par un panel de banquiers suisses et présentés auprès des banques locales. Une fédération du riz a également été créée en réponse à l'analyse complète de la chaîne.

Au sein d'APF, Cordaid soutient le secteur du miel, représenté du côté zambien par le *Zambia Honey Partnership* (ZHP). En

2009, APF a organisé un atelier, sous la direction de Cordaid, au cours duquel les apiculteurs ont présenté leurs priorités : financement, informations de marché et renforcement des organisations. Cordaid travaille en collaboration avec trois entreprises et une association de 10 000 apiculteurs. Une évaluation (2009) conduite dans le nord-ouest de la Zambie a conclu que les investissements peuvent s'avérer avantageux à la fois pour les apiculteurs et les entreprises. Pour ce faire, la gestion des organisations d'agriculteurs et des petites et moyennes entreprises doit être améliorée. L'évaluation a également recommandé la création d'un fonds d'emprunt local. Cordaid étudie actuellement cette recommandation avec le plus grand sérieux.

Explication :

la stratégie consiste à renforcer la position des petits producteurs tout en préservant la sécurité alimentaire et le pouvoir d'achat des populations. L'accent a également été mis sur les organisations de producteurs, de manière à améliorer leur position (sur le marché). Des missions de lobbying ont contribué à la création d'un environnement favorable pour les petits producteurs. Au niveau des stratégies d'intervention, les efforts en matière de CS/IP ont augmenté chaque année. La réalisation est passée de 41 % en 2007 à 51 % en 2010, sans pour autant atteindre l'objectif chiffré de 55 %. Inférieur à 50 % pendant les deux premières années, le pourcentage de femmes au sein du groupe cible a largement dépassé la moyenne en 2009. Un recul accidentel a été enregistré en 2010.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre de producteurs ayant accès aux idées et connaissances	154.000	39	4.311.000	81
Nombre de petits producteurs avec une production accrue (qualitativement/quantitativement) et des revenus accrus	146.000	44	3.383.000	96
Nombre de producteurs de produits forestiers non ligneux	7.000	55	715.000	104
Nombre d'organisations de producteurs ayant une meilleure connaissance des produits, des marchés et des chaînes	535		2.549.000	88
Nombre d'organisations de producteurs ayant des relations au sein de la chaîne et/ou avec les banques/organismes gouvernementaux	330		1.314.000	215
Nombre d'organisations de producteurs ayant réussi à influencer la politique économique ou commerciale	80		425.000	212
Nombre de partenaires ayant des activités de lobbying en faveur du renforcement de la position des petits producteurs	35		518.000	228

Innovation

En 2010, Cordaid et Oxfam Novib ont financé une analyse de la chaîne de production du caoutchouc au Kalimantan, afin de déterminer si des relations pouvaient être créées entre l'industrie européenne de transformation du caoutchouc et les petits agriculteurs du Kalimantan. L'étude a révélé que le caoutchouc ne pouvait être utilisé, de par sa qualité, que par les fabricants de pneus, mais ces derniers n'étaient pas intéressés par des pneus produits de façon durable en raison de l'absence de demande pour ce type de produits. Les entreprises intéressées par du caoutchouc produit de façon durable ont été approchées. Ces entreprises produisent notamment des élasti-

ques, des sandales, des ballons de football et des préservatifs, lesquels exigent un caoutchouc de haute qualité. Les producteurs de la province Atjeh peuvent livrer la qualité de caoutchouc recherchée. La mise en place d'échanges avec les producteurs de Kalimantan peut permettre à ces derniers de pénétrer, à terme, le marché.

Efficacité

Dans les Southern Highlands de Tanzanie, Cordaid travaille depuis la fin des années 1990 avec trois ONG actives dans le même domaine. Elles partagent un petit bureau depuis quelques années, notamment pour l'accès

Internet. En 2010, les accords de financement de Cordaid avec les trois organisations sont arrivés à terme. L'idée de les faire fusionner pour des raisons d'efficacité économique est alors apparue. Des conseillers ont été déployés pour accompagner le processus de fusion de manière à obtenir un organe administratif et un programme uniques. Outre la réduction des frais de fonctionnement, la fusion permet également d'élargir la zone d'intervention et de renforcer les capacités de collecte de fonds. La fusion a été officialisée mi 2010 et Cordaid a conclu un accord de trois ans. Le processus de fusion sera évalué en 2011.

Lobbying

Ces dernières années, Cordaid a soutenu « l'initiative de monitoring de l'huile de palme », une coopération d'organisations locales du Kalimantan, qui examine les méthodes utilisées par les entreprises de production

Résultat de lobbying en Bolivie

En Bolivie, Cordaid soutient AIPE (*Asociación de Instituciones de Promoción y Educación*), un réseau d'organisations actives dans le secteur de la sécurité alimentaire. Grâce au lobbying intensif assuré par AIPE, la Bolivie dispose aujourd'hui d'une loi sur la sécurité alimentaire. Cordaid soutient également le réseau AOPEB (*Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia*), qui rassemble les organisations de producteurs et les entreprises du secteur biologique. Le lobbying du réseau AOPEB a permis l'adoption d'une loi, qui stimule et régule la production biologique.

d'huile de palme. Grâce aux découvertes effectuées et au lobbying réalisé par la suite, les investissements de la Banque mondiale dans le secteur de l'huile de palme ont été interrompus. L'année dernière, la Banque mondiale a lancé une vaste consultation pour définir les conditions auxquelles les nouveaux investissements doivent répondre. Cordaid a participé à la consultation en Europe et a présenté ses recommandations, en coopération avec les membres de la plateforme huile de palme aux Pays-Bas et avec le soutien des partenaires du Kalimantan. La Banque mondiale, dont l'équipe de conseillers a été renforcée par des représentants venus du terrain, a alors organisé une nouvelle consultation, offrant aux participants l'occasion de contribuer à l'élaboration de la nouvelle politique. La recommandation formulée par Cordaid, détaillant clairement la manière dont les investissements dans le secteur de l'huile de palme peuvent contribuer à la lutte contre la pauvreté, a été entendue mais n'a pas été suivie.

Linking & learning

Le salon *ApiExpo Africa* est une initiative de l'organisation *ApiTrade Africa*, une plateforme de promotion du miel africain enregistrée en Ouganda. Le premier salon a été organisé en 2008 en Ouganda, le second en Zambie (octobre 2010). Le salon a plusieurs objectifs : présentation des produits de miel ; présentation des débouchés ; création de liens entre les entreprises/exportateurs en Afrique et les tierces parties dans les pays riches ; stimulation de la coopération/vente continentale ; définition d'objectifs de lobbying au niveau national/international. L'évènement a été organisé par un partenaire de Cordaid,

ABF (*Agri Business Forum*). Au regard de son implication croissante dans le secteur du miel en Afrique, Cordaid a participé au financement de ce second salon.

En 2010, une étude a été réalisée aux côtés de l'université de Wageningen sur la participation des petits producteurs dans la chaîne du biodiesel. Dans ce cadre, le « Programme national pour le biodiesel » a été examiné au Brésil. L'étude a révélé que le programme avait plutôt freiné que stimulé la participation des petits producteurs dans les chaînes du biodiesel. En effet, les petits producteurs sont rarement impliqués dans ces chaînes au-delà de la livraison de matière première et ces accords ne leur laissent que peu ou pas de place pour la négociation. Les résultats ont été présentés en décembre 2010 lors d'un atelier organisé par *Reporter Brasil*, l'université de Wageningen et l'université de Sao Paulo, auquel les partenaires de Cordaid en Bolivie et au Pérou ont été invités. En 2011, Cordaid et l'université de Wageningen vont utiliser et présenter les résultats dans le cadre d'autres évènements et ateliers.

A l'automne 2010, une évaluation du programme d'échange des PFNL a été conduite dans six pays asiatiques. Le programme d'échange des PFNL est financé par Hivos, Cordaid et Misereor. Dans l'ensemble, les programmes nationaux ont offert de bons résultats et une croissance a été enregistrée au niveau de la portée (personnes, entreprises et régions), du nombre de produits et des revenus.

Par exemple :

- Le réseau d'artisans du Kalimantan se porte bien. Après le salon de Jakarta, la production a fortement augmenté. Les ventes ont quadruplé dans le village d'Eheng et les ouvriers ont pu arrêter leurs activités dans les plantations d'huile de palme pour se mettre à leur compte.
- Suite au succès rencontré par la plantation du calambac (dont la résine est très prisée dans l'industrie cosmétique) dans le Kalimantan oriental, le gouvernement de Malinau a décidé de repiquer 52 000 plants de calambac. Le gouvernement a également fait don de cochons aux communautés de Punan, à condition que ces dernières renoncent à l'agriculture sur brûlis.
- La vente de miel et de produits artisanaux sur l'île de Palawan, dans les Philippines, a quadruplé depuis début 2006. Des circuits de commercialisation ont été créés vers les boutiques de Manille et Cebu pour ces produits, qui peuvent bénéficier de la certification biologique étant donné la qualité du miel.

Le secteur est également confronté à certaines difficultés : les producteurs indonésiens doivent faire face à une récolte de miel décevante en raison des conditions climatologiques défavorables.

Résultats pour les cultivateurs de café au Honduras

L'organisation COHORSIL (*Cooperativa Cafetalera Siguatepeque Limitada*), active dans la production, le traitement et l'exportation de café organique, détentrice des labels ISO et Fair Trade, est en contact avec des importateurs de café américains et européens. COHORSIL souhaite payer ses agriculteurs directement à la livraison, afin qu'ils ne soient pas contraints de vendre leur récolte à des intermédiaires, qui achètent comptant mais à un prix inférieur. Depuis 2008, Cordaid et la Rabobank Foundation fournissent les (avances sur) financements nécessaires. L'opération est un succès. Grâce à ces résultats probants, la coopération peut désormais se tourner vers les investisseurs commerciaux. C'est pour cette raison que Cordaid réduit progressivement ses activités de financement, avec un dernier prêt de 475 000 dollars pour la campagne 2010.

Coopération

En coopération avec l'association néerlandaise pour le commerce des épices (NVS), Cordaid, BothENDS et CREM (« Bureau pour le développement durable ») ont publié un rapport pour une chaîne de production durable des herbes et des épices. Le rapport offre aux entreprises et autres acteurs de la chaîne une analyse du secteur et des solutions pour en améliorer la durabilité. Le rapport, publié avant la Sustainable Spice Conference organisée en octobre 2010 par l'Institut Royal pour les Tropiques, a été largement

diffusé auprès des entreprises et des parties intéressées. Cordaid a considérablement contribué à la réussite de la conférence, en faisant intervenir des partenaires ougandais et tanzaniens, en facilitant la tenue d'un atelier et en offrant une contribution financière. Cordaid participe actuellement à une initiative publique-privée pour améliorer la durabilité du secteur des épices.

Le *Rurale Fonds*, créé par la Rabobank Foundation et Cordaid, vise à renforcer les organisations de producteurs. Créé fin 2010 avec un capital de départ de 8 millions d'euros, le fonds doit atteindre à terme un capital de 60 millions d'euros grâce à de nouveaux investisseurs. Le fonds octroie des financements commerciaux et des prêts pour investissements à des organisations de producteurs et des petites et moyennes entreprises. Le fonds couvre 15 pays. Il permet également de renforcer les capacités (de gestion) des organisations de producteurs. Grâce au fonds, 20 000 petits producteurs peuvent accéder aux idées et connaissances disponibles, 78 000 petits agriculteurs peuvent livrer de plus grandes quantités de produits de meilleure qualité tout en augmentant leurs revenus via le marché et enfin, au moins 114 organisations de producteurs se voient offrir un prêt ou une garantie au bout de cinq ans. La garantie permet d'impliquer les entités bancaires locales dans le processus de développement des petits producteurs.

4.10. Microfinance

Faits essentiels

- Le programme était actif en Afrique (7 pays), en Asie (4) et en Amérique latine (3)
- 73 partenaires étaient impliqués dans le programme à la fin 2010
- 9,5 millions d'euros ont été investis en 2010
- 46 contributions ont été attribuées à des partenaires/projets
- 750 000 personnes ont été touchées
- Fin 2010, 211 projets étaient en cours
- 211 projects in implementation at end of 2010

Introduction

Le programme vise à améliorer la position des groupes de population pauvres et isolés en favorisant l'accès à des services financiers (microcrédit, produits d'épargne, assurances, retraites) et les services d'aide, comme le renforcement des capacités, la formation d'organisations et le conseil aux entreprises.

Le programme a toujours concentré ses efforts sur la mise en place de nouvelles IMF (institutions de microfinance) via le développement des capacités et l'octroi de prêts ou de garanties, généralement pour élargir le portefeuille de crédit. Entre 2007 et 2010, cette approche a été renouvelée, mais des développements importants ont également exigé un renouvellement de la politique.

Cordaid crée/finance de plus en plus de fonds collectifs intermédiaires afin de soutenir les jeunes IMF. Pour ce faire, Cordaid coopère avec des IMF expérimentées, des fournisseurs d'assistance technique et des banques locales. La part des fonds collectifs dans le portefeuille a atteint plus de 30 %. Outre l'Inde et les Philippines, des programmes collectifs ont été mis en place en Indonésie, en Tanzanie, en Sierra Leone et au Ghana.

Dans les pays dont le secteur de la microfinance est plus développé, comme l'Inde, la Bolivie et les Philippines, les nouvelles IMF sont créées dans les régions les plus pauvres et les plus défavorisées. Dans certains cas, le programme porte également sur les groupes de population indigène isolés.

Un ensemble de modalités financières, adaptées au stade de développement des IMF, ont été appliquées. Au-delà des donations pour le développement des capacités, le développement du secteur et le développement du produit, des investissements sous forme de prêts à long terme ou de garanties ont été partiellement remplacés par des prêts subordonnés et des participations, car ces derniers permettent aux IMF d'augmenter leurs fonds propres et d'attirer davantage de financements.

Le développement du secteur de la microfinance au micro et méso-niveau a pu se faire dans les pays où Cordaid et ses partenaires pouvaient jouer un rôle important. L'organisation Cordaid est très active au Vietnam, mais aussi en Indonésie et en Ouganda.

Le secteur des IMF s'est énormément développé grâce à l'arrivée d'investissements commerciaux, mais il semble également délaisser de plus en plus souvent les intérêts des clients pauvres. De nombreux partenaires ont exprimé leurs inquiétudes sur les effets négatifs de cette tendance, comme une offre de produits limitée et un surendettement des clients. Pour Cordaid, il est évident que les emprunteurs doivent être mieux protégés. C'est pourquoi l'organisation met l'accent sur les principes de protection du client, la transparence et la lutte contre les bonus élevés accordés à la direction des IMF. Ces principes ont poussé Cordaid à interrompre ses activités de financement en une seule occasion. Cordaid a également développé, en coopération avec d'autres organisations, un outil d'évaluation de performance sociale.

L'offre de produits s'est énormément diversifiée ces dernières années. Des programmes sur les micro-assurances, les retraites et les remises de fonds ont notamment été lancés en Asie, tandis que des programmes sur la finance agricole et rurale sont apparus en Amérique latine. En 2010, Cordaid a conduit une enquête auprès des partenaires sur l'offre de programmes et les éventuels besoins d'amélioration et de diversification.

Au fil des années, Cordaid a accumulé un fonds de 64 millions d'euros, dont plus de deux millions de personnes profitent directement et indirectement.

Action programmatique au Vietnam

En 2006, le gouvernement vietnamien a choisi de développer le secteur du microcrédit. Cordaid a saisi cette occasion pour devenir la première organisation étrangère à octroyer un prêt à une IMF locale. Au cours des années suivantes, Cordaid a noué des contacts avec les principales parties concernées et a soutenu des programmes pour le développement des capacités des IMF, le capital de départ et les prêts. Les échanges de connaissances ont été stimulés et financés à l'échelle internationale. Cordaid et ses partenaires ont travaillé au développement de nouveaux produits d'épargne et d'assurance. En 2009, une nouvelle législation a été adoptée, permettant aux IMF d'introduire une demande de licence. Il s'agissait d'un signal positif à l'attention des investisseurs. Jusque là seul donateur actif dans le secteur de la microfinance vietnamien, Cordaid a donc vu d'autres organisations se joindre à elle.

En 2010, *Tao Yeu May Fund* (TYM) a reçu un prêt d'un million d'euros. TYM est une des plus grandes institutions de microcrédit, dont la direction et le management sont entièrement composés de femmes. En 2005, TYM comptait 21 000 clients. Grâce aux investissements de Cordaid, la barre des 50 000 clients a été dépassée en août 2010. Avec la nouvelle contribution de Cordaid, TYM veut proposer ses services dans les zones montagneuses et côtières difficiles d'accès, en ouvrant six filiales à cet effet. En 2010, le *Community Finance Resource Center* (CFRC) a conduit une évaluation externe du secteur. Créé par Cordaid en 2007, le CFRC a accompagné le processus d'externalisation de sept IMF. L'évaluation prouve que le développement des capacités et le suivi assurés par

le CFRC ont permis de faciliter la transformation de sept IMF informelles en institutions formalisées.

Action programmatique relative à la microfinance sociale

Cordaid et ses partenaires s'inquiètent du fait que, surtout dans les pays avec une croissance commerciale forte du secteur de la microfinance, l'impact de la microfinance sur la lutte contre la pauvreté ne fasse pas l'objet d'une plus grande attention. Sur la base de plusieurs consultations (Manille 2008, Bangkok et La Haye 2009), Cordaid et plusieurs partenaires ont décidé de mettre en place un secteur de la microfinance plus social, orienté sur le développement. Cette initiative a conduit à la création de la *Social Microfinance Foundation* (SMF) en 2009 et du *Social Equity Fund* (SEF) en 2010. La SMF cherche à renforcer les capacités des IMF, tandis que le SEF propose des sources d'investissement à ces IMF, qui peuvent (plus) difficilement se tourner vers les fonds internationaux et les investisseurs commerciaux. Les activités de la SMF et du SEF se concentrent en Afrique et en Asie. Cordaid a octroyé une subvention de départ à ces deux entités, dont elle est d'ailleurs une des initiatrices et des fondatrices aux côtés d'une dizaine d'organisations actives en Asie, en Afrique et aux Pays-Bas. Les deux fonds travaillent désormais également avec d'autres parties/investisseurs. Outre son rôle d'investisseur, Cordaid va également tenir une fonction importante au sein de la direction de chaque fond, pendant au moins cinq années. Au-delà des aspects pratiques de la coopération entre SMF et SEF, la relation avec les donateurs, les investis-

seurs sociaux et les organisations partenaires est également essentielle à la mise en place d'un secteur de la microfinance axé, non pas sur la recherche de bénéficiaires, mais sur la *valeur pour le client et la protection du client*. Deux réunions ont été consacrées à ce sujet à La Haye et une conférence sera également organisée en Inde par SEF au printemps 2011.

Résultats groupe cible

Objectif	Portée	% de femmes	Contribution (€)	% 2010
Nombre de personnes pauvres bénéficiant d'un service financier	667.000	72	9.825.000	765
Nombre de personnes bénéficiant d'un service financier via une approche de masse	83.000	74	1.017.000	209
La législation et la réglementation permettent de reconnaître les institutions de microfinance dans les pays	10		323.000	100

► **Explication :**
la portée des services financiers a été particulièrement élevée. Au lieu des 500 000 personnes prévues, ce sont 2,7 millions de personnes qui ont été touchées grâce au nombre important d'IMF au sein du réseau de partenaires. A partir de 2007, le pourcentage de femmes a constamment progressé, de 59 % à 72 % cette année, grâce à l'attention particulière accordée à cette question. Les activités de lobbying ont porté sur l'adoption dans certains pays d'une législation et d'une réglementation adaptées à la microfinance, ce qui a demandé relativement peu de moyens financiers. Tous les objectifs ont été largement atteints, y compris en ce qui concerne le glissement prévu de la stratégie de LDP vers les stratégies de CS/IP. L'objectif chiffré pour les stratégies de CS/IP était de 30 %, la moyenne pluriannuelle s'élève à 42 %.

Renforcement des capacités

Le secteur de la microfinance en **Indonésie** est un des plus importants du monde, touchant plus de 45 millions de personnes. En dépit de ces chiffres impressionnants, le secteur est encore faible, la qualité du management laisse souvent à désirer et la gamme de produits n'est pas très vaste. MicroSave est un fournisseur renommé d'assistance technique dans le secteur de la microfinance, avec des bureaux en Inde et au Kenya. Cordaid et MicroSave travaillent ensemble depuis trois ans déjà en Inde. Un petit bureau a été ouvert en Indonésie, où du personnel venu d'Inde est dépêché pour effectuer de courtes missions. L'approche de MicroSave se caractérise par un accompagnement intensif des activités sur le terrain et un suivi étroit des formations. Sur une période de 30 mois, quinze IMF

indonésiennes et cinq conseillers locaux ont été formés, accompagnés et mis en place.

Influence des partenaires sur la politique de Cordaid

Même si de nombreuses IMF reconnaissent le besoin de proposer des services financiers adaptés, l'offre reste limitée. Une étude conduite aux Philippines en 2010 a révélé que de nombreux partenaires ne disposaient pas des connaissances requises et que les exemples disponibles étaient souvent transposés littéralement. Les conclusions et les recommandations de l'étude ont été abordées lors d'une consultation organisée à Manille. Cordaid a intégré les résultats de la consultation dans *sa politique de microfinance sociale*. La gamme de produits financiers est ainsi devenue un élément important de l'outil d'évaluation

de la performance sociale, qui fera partie intégrante du processus d'évaluation interne de Cordaid à partir de 2011. Entre 2011 et 2015, la spécialisation va se poursuivre, avec une attention particulière pour les produits destinés à la microfinance agricole, les produits d'assurance et les crédits flexibles.

Nombre d'IMF partenaires doivent faire face à longueur d'année aux catastrophes naturelles et envisagent donc d'intégrer le programme *Disaster Risk Reduction* (DRR) dans leurs activités. Sensible à ce souhait, Cordaid a financé un projet permettant au partenaire philippin *Peace and Equity Foundation* (PEF) de proposer un grand nombre d'ateliers et de formations DRR aux IMF. Une équipe de formateurs a ainsi été créée. Ces derniers ont conduit des

analyses de risque auprès de deux autres partenaires collectifs et ont participé à l'élaboration de mesures préventives. Un fonds d'emprunt a également été constitué, en collaboration avec PEF, pour financer les projets DRR et les activités de reconstruction des IMF à la suite d'ouragans et autres catastrophes.

Efficacité

L'Etat indien de Karnataka a connu ces dernières années une croissance économique exceptionnelle, qui ne touche cependant pas les personnes pauvres vivant à la campagne. *Sanghamithra Rural Financial Services* (SRFS) est une IMF axée sur les femmes vivant à la campagne, qui se sont organisées en groupes d'entraide mais ne parviennent pas à obtenir de prêts auprès des banques locales. SRFS a construit un portefeuille de clients conséquent au cours des dernières années. L'organisation pratique un taux d'intérêt parmi les plus faibles d'Inde, tandis que les coûts opérationnels sont parmi les plus bas du secteur. SRFS parvient à toucher plus de 118 000 ménages via les 7300 groupes d'entraide. Pour accroître la portée du projet, Cordaid a octroyé un prêt de 350 000 euros à l'organisation. Il s'agit d'un prêt subordonné, de manière à ce que SRFS puisse non seulement accroître son portefeuille, mais aussi attirer des capitaux de banques indiennes à hauteur de 7 à 8 fois le montant du prêt de Cordaid. A terme, SRFS devrait pouvoir toucher 225 000 clients.

Innovation

De plus en plus de personnes pauvres ont recours au microcrédit, mais la plupart d'entre elles ne savent rien des frais impliqués. En 2008, l'organisation *Microfinance*

Transparency (MFT) a été créée afin de mettre en place un marché du crédit plus transparent et donc plus efficace. MFT reçoit le soutien de MicroNed, une organisation créée en 2006 par Cordaid, Oxfam Novib, Hivos et ICCO dans le but de rassembler les connaissances et les expériences dans le secteur de la microfinance. A la mi-2010, 270 IMF avaient accepté de ratifier les principes de MFT et de simplifier le calcul des intérêts. Jusque fin 2011, MFT va publier les intérêts pratiqués par les IMF de 20 pays. Selon les estimations, 75-80 % des IMF devraient coopérer volontairement avec MFT. Avec l'intérêt croissant des investisseurs commerciaux pour le secteur de la microfinance, cette initiative prend de l'importance. Elle permet de distinguer plus facilement les IMF axées sur les bénéficiaires des IMF axées sur les intérêts de leurs clients.

Linking & Learning

Cordaid a développé en 2010 un outil d'évaluation de performance sociale, en concertation et en coopération avec des investisseurs néerlandais/européens dans le cadre des **Principes de protection du client**. Cet outil a été testé en Inde et en Bolivie par des partenaires. Après avoir apporté les dernières modifications, l'outil sera utilisé pour tous les nouveaux investissements.

En accord avec le secteur Aide d'urgence & reconstruction, les activités relatives à la **microfinance dans les régions en post-crise** ont été poursuivies. En 2010, des contrats ont été conclus avec deux partenaires au Sri Lanka, qui réservent une partie des crédits aux personnes qui repartent dans leur ville d'origine après la guerre. Deux missions d'identification ont également été lancées au Soudan. A Haïti, la possibilité de créer un fonds

d'investissement pour les petites et moyennes entreprises est à l'étude.

Coopération

Cordaid, ICCO, Oxfam Novib, Hivos et la Rabobank Foundation forment le réseau **MicroNed**, qui vise à développer les capacités des jeunes IMF, le financement agricole et la *microfinance sociale*. Cordaid, qui fait partie des groupes de travail pour le financement rural et la *gestion de performance sociale*, est l'initiateur des groupes de travail pour l'Indonésie et le développement des capacités. Un outil de développement des capacités a été créé en 2010, permettant d'examiner les capacités financières, sociales et organisationnelles des IMF ainsi que les résultats des missions de renforcement des capacités. Les membres de MicroNed font également partie de la plateforme néerlandaise pour la microfinance (NPM).

Cordaid et 15 autres parties néerlandaises (gouvernement, institutions financières, organisations d'aide au développement) forment la **Netherlands Platform for Microfinance** (NPM). Cette plateforme vise à accroître la coopération et l'efficacité dans le secteur de la microfinance. Plusieurs outils sont utilisés à cette fin : réunions, base de données pour la microfinance, site Internet, indicateurs de performance sociale et évaluation commune de l'impact. En 2010, une étude a été publiée sur les moyens de réaliser des économies dans les IMF et plusieurs membres de la plateforme ont travaillé au développement d'indicateurs pour la *gestion de performance sociale* au sein des IMF.

Les revenus tirés de source privée ont atteint 34,3 millions d'euros, c'est-à-dire 3 millions d'euros de moins que les estimations. La crise économique est passée par là : les donateurs sont devenus plus critiques et le recrutement de nouveaux donateurs se déroule dans un contexte toujours plus compétitif.

5.1. Donateurs et bénévoles

Le fonds Cordaid a recruté 25 700 nouveaux donateurs fixes. En revanche, le nombre total de donateurs actifs en 2010 a baissé de 3 600 unités pour atteindre environ 421 500. Le combat contre les départs de donateurs est donc devenu une priorité.

En 2010, Cordaid a envoyé 20 bulletins d'information (pour un tirage total de plus de 1,3 millions d'exemplaires) à sa base de soutiens pour justifier les dépenses effectuées et les moyens perçus. 32 bulletins d'information électroniques ont également été envoyés.

L'opération organisée chaque année à l'occasion du Carême, la plus grande opération de collecte pour le développement organisée aux Pays-Bas, a touché un demi-

million de donateurs grâce aux efforts de 22 500 volontaires et des 1 060 groupes de travail, sans oublier les écoles (primaires).

Le 29 janvier 2010, l'opération du Carême fêtait son cinquantième anniversaire. Depuis sa création en 1961, cette opération n'a cessé de croître, passant de 748 000 d'euros à 5 millions d'euros en 2010. Grâce à l'idéalisme et aux efforts des dizaines de milliers de volontaires, la solidarité avec les personnes pauvres vivant dans les pays en développement est toujours profondément ancrée dans les églises, les écoles et le milieu associatif.

5.2. Information et éducation au développement

Début septembre, tous les sites Internet de Cordaid ont fait peau neuve. Le site de l'organisation propose des informations générales sur la coopération au développement et sur les projets et les partenaires de Cordaid en particulier. Les sites Internet des différents fonds s'adressent à des groupes cibles spécifiques au sein de la société néerlandaise dans le but premier de collecter des fonds. Les différents sites Internet de Cordaid ont été visités 328 663 fois au cours de cet exercice, contre 273 000 fois l'année dernière.

En tout, 940 partenaires possèdent un profil sur le site Internet des partenaires (600 en 2009). 53 272 visites (contre 47 000), venant de 189 pays, ont été enregistrées. 140 groupes étaient actifs dans les différents thèmes, les thèmes relatifs aux prix Cordaid 2010 pour la lutte contre le

VIH/Sida et au *Performance Based Financing* étant les plus représentés. Par ailleurs, cinq bulletins d'information ont été envoyés vers 600 adresses (tous les membres de cordaidpartners.com) ainsi que des lettres sur les prix Cordaid 2010 pour la lutte contre le VIH/Sida et la Journée mondiale de l'habitat.

5.3. Lobbying

Outre les activités de lobbying inhérentes au programme, Cordaid se prête également à un *lobbying industriel*, généralement initié par Cordaid et consacré aux problèmes des pays du Nord. Le lobbying porte sur la position de la coopération internationale, la nouvelle subvention du gouvernement néerlandais, les matières premières, l'espace politique pour la société civile et la paix & sécurité. Ces trois derniers sujets ont déjà été abordés.

Coopération internationale

En vue des élections néerlandaises du 9 juin 2010, Cordaid et d'autres organisations ont publié un guide des élections basé sur les programmes des différents partis politiques. Le directeur de Cordaid et quelques autres personnalités néerlandaises ont écrit une lettre ouverte plaidant pour l'adoption d'une vision d'ensemble sur la coopération internationale.

L'aide est une affaire d'intérêt général et de solidarité

L'aide au développement est entrée dans une nouvelle phase, plus proche des réalités d'un monde en pleine évolution. Le paysage de la coopération au développement a été bouleversé par trois changements majeurs, qui nous forcent à écrire une nouvelle histoire. Tout d'abord, la division du monde entre Nord et Sud, riches et pauvres, n'est plus d'actualité. Nairobi, La Paz, Dacca, l'apparition d'une élite florissante partout dans le monde remet en question la division du monde entre Nord et Sud, riches et pauvres.

Ensuite, se pose la question des *biens publics mondiaux*. Les questions relatives aux sujets tels que le climat, la migration, la nourriture, l'eau, la sécurité, les matières premières font partie intégrante de l'agenda d'aide au développement.

Enfin, le processus de développement englobe aujourd'hui des intérêts aussi nombreux que variés. Le développement ne se limite plus à un simple échange entre donateur et bénéficiaire. Entreprises, régulateurs multilatéraux, agents de surveillance, établissements d'enseignement, conseillers, tous ont un rôle à jouer.

Les organisations de société civile et les entreprises occupent également des positions stratégiques dans le processus de développement. Les organisations de société civile doivent absolument exercer une pression constante pour garantir la bonne gouvernance et la transparence. Les entreprises, surtout les petites et moyennes entreprises locales, sont indispensables à la création d'emplois et la génération de revenus.

Ces changements impliquent que le système classique – avec les donateurs au Nord et les bénéficiaires au Sud – ne suffit plus. Mais avec plus d'un milliard de personnes qui se couchent l'estomac vide, l'aide n'est pas superflue. Le grand défi consiste à intégrer l'aide au sein d'une démarche d'intérêt communautaire tout en acceptant la mondialisation comme un processus de solidarité réciproque. La coopération internationale exige un budget important, au sein duquel les budgets de développement classiques côtoient les budgets pour l'adaptation climatique, les investissements dans l'approvisionnement alimentaire et dans la responsabilité sociale des entreprises à l'échelle mondiale.

5.4. Initiatives privées

Cordaid soutient des projets dans le « Sud » émanant d'initiatives privées aux Pays-Bas.

Les initiatives privées sont le fait d'associations, de clubs service (Rotary, Lions), d'écoles et d'entreprises, qui collectent eux-mêmes les fonds pour leurs projets puis demandent à Cordaid une subvention supplémentaire si besoin est. En 2010, 445 initiatives privées ont été soutenues, à hauteur de 6,2 millions d'euros.

5.5. Relations de coopération

Cordaid entretient des dizaines de relations. Cordaid a noué des alliances stratégiques avec Justitia & Pax par exemple. Cordaid fait également partie de plusieurs réseaux (CIDSE et Caritas notamment) et entretient des relations aussi diverses que variées avec des entreprises, des institutions, des fonds patrimoniaux, des réseaux (internationaux), des organisations d'immigrés, des établissements d'enseignement, etc. Les liens de coopération tissés par Cordaid vont encore se resserrer en 2011 car l'organisation sera porte-parole d'une alliance de six éléments et participera à deux autres alliances.

Veillez trouver ci-après le détail des relations de Cordaid avec le réseau religieux, le gouvernement néerlandais, les institutions de l'Union européenne et des Nations Unies.

Réseau religieux

Pourcentage de partenaires religieux

Environ 44 % des projets soutenus par Cordaid concernent des partenaires religieux ou apparentés.

Le réseau religieux se manifeste surtout dans les programmes Identité et diversité (où la religion joue un rôle central), Aide d'urgence (en raison de la participation traditionnelle des partenaires Caritas/religieux dans ce secteur), Réconciliation et reconstruction (en raison du rôle des organisations et des leaders religieux dans les processus de résolution des conflits, réconciliation et paix), et les trois programmes du domaine Santé & bien-être (où de nombreux partenaires religieux sont actifs).

Religion, coopération internationale et développement durable

Au sein du Kenniscentrum Religie en Ontwikkeling (centre de connaissances sur les religions et le développement), Cordaid collabore notamment avec ICCO, l'Institut des Etudes Sociales de La Haye, l'université islamique de Rotterdam, le réseau SEVA et Oikos. Le projet de rédaction d'un « Livre pratique de la Religion et du Développement » a pris fin en 2010. Destiné aux employés des ONG et aux gouvernements, ce livre contient des conseils pratiques pour lancer des débats et conduire de rapides analyses. Le livre a été présenté le 4 mars 2011.

Zakat (impôt islamique redistribué aux pauvres) et lutte contre la pauvreté

En 2010, Cordaid et plusieurs organisations islamiques aux Pays-Bas ont lancé une étude sur le rôle de la zakat dans la lutte contre la pauvreté : chaque musulman a le devoir de

donner une partie de ses revenus dans le but de lutter, sous une forme ou une autre, contre la pauvreté. En 2010, une étude a été lancée sur le sujet en Indonésie, au Ghana et aux Pays-Bas.

Cidse

Ce réseau de 16 organisations d'aide au développement d'Europe et d'Amérique du Nord, présidé par le directeur de Cordaid (jusqu'en fin 2010), travaille dans le secteur de la justice mondiale et de la solidarité par le biais de campagnes médiatiques et d'influence sur la politique. Les membres du réseau œuvrent ensemble dans des groupes de travail, des plateformes et des forums organisés de façon thématique et géographique. Cordaid fait partie du groupe de travail consacré à la question Palestine/Israël, de l'initiative EPLA (*Extractives in the Indigenous and Peasant Environment in Latin America*), et du groupe de travail Cidse consacré à *l'alimentation, l'agriculture et le commerce durable*. Cordaid a travaillé en étroite coopération avec Cidse sur le lobbying consacré à la nouvelle politique de l'UE en matière de sécurité alimentaire.

Cordaid coopère également « sur le terrain » avec les membres du réseau Cidse, comme en Ethiopie où l'organisation a développé en 2010 – avec CAFOD, Trocaire et SCIAF – un instrument destiné à identifier les activités génératrices de revenus des organisations partenaires.

Caritas

Présente dans 165 pays, l'organisation *Caritas Internationalis* a dépensé 4,4 milliards d'euros en 2009. Le réseau peut compter sur les efforts de plus d'un million d'employés et de volontaires.

Cordaid a travaillé avec des organisations Caritas établies dans le Nord (Caritas Belgique, Autriche, République tchèque) et dans le Sud.

Sous la direction du secrétariat international de Rome, Cordaid a contribué au développement de normes en matière d'aide d'urgence valables pour toutes les organisations membres. Cordaid travaille également, avec des organisations homologues d'Europe du Nord-Ouest, à la création d'un consortium consacré à l'aide d'urgence afin d'accroître l'efficacité dans ce secteur.

Les actions entreprises avec les membres Caritas dans le Sud concernent des organisations au niveau national, surtout diocésain, et parfois local. Cordaid a permis à **Caritas Burundi** de contribuer à l'accueil et la réhabilitation de près de 5 000 victimes de violence et d'organiser le lobbying pour le respect des droits de l'homme. Avec la contribution Cordaid, **Caritas Bangladesh** a construit trois abris anticycloniques sur l'île de Sandwip. Les bâtiments servent d'école en temps normal, mais ils peuvent accueillir 1 700 personnes en cas de catastrophe.

En **RD du Congo**, l'évêché de Mahagi-Nioka (cinq hôpitaux, quatre cliniques d'accouchement et sept centres médicaux) a reçu une contribution pour son programme de soins de santé (avec une zone de soins de près d'un million de personnes). L'évêché de Dedza, situé dans le centre du Malawi, a reçu une contribution pour offrir une aide d'urgence aux 3 300 victimes d'inondations et pour travailler à la prévention des désastres. Caritas Port-au-Prince, **Haïti**, a participé directement aux opérations d'aide d'urgence. L'organisation a offert pendant trois mois un accueil d'urgence à 7 500 personnes.

Cidse et *Caritas Europe* ont organisé début mars un forum sur le financement par l'UE des organisations de société civile. Le forum visait à influencer le plus tôt possible sur les plans de la Commission européenne pour la coopération future (après 2013) avec les organisations de société civile. Les recommandations de la conférence ont été remises, lors d'un débat public du parlement européen, au directeur général d'EuropeAid, qui a reconnu la nécessité d'entamer une discussion de fond étant donné l'éclatement du secteur des ONG (30 000 ONG sont enregistrées à Bruxelles). En tant que président de *Cidse*, le directeur de Cordaid a pris la parole à l'ouverture et au cours de la session du parlement européen.

Gouvernement néerlandais

Cordaid a été l'interlocuteur du gouvernement néerlandais dans plusieurs domaines. Cordaid fait partie de la plateforme néerlandaise pour la microfinance, aux côtés du ministère des Affaires étrangères et de plusieurs institutions financières néerlandaises. Plusieurs réunions de la Consultation sur l'Indonésie, dont Cordaid occupe la présidence, ont également été organisées en 2010. En tant que membre de la plateforme sur les biocarburants, Cordaid a en outre échangé des idées avec trois ministres sur la question des biocarburants en février 2010 – dans le contexte de la future « obligation d'incorporation » dans le carburant automobile.

Coopération avec les ambassades

A la fin 2010, la coopération avec les ambassades néerlandaises était balbutiante dans huit pays, complémentaire dans sept autres (RD du Congo, Rwanda, Ouganda, Zambie, Indonésie, Afghanistan et Guatemala).

En **RD du Congo**, la coopération a été particulièrement constructive dans le domaine de la santé. Un programme de Performance Based Financing, développé à Chabunda avec le concours de l'ambassade, a été financé par le gouvernement néerlandais. La coopération avec l'ambassade néerlandaise au **Nigeria** s'est approfondie : celle-ci est prête à jouer un rôle de relais dans le lobbying de Cordaid sur les *mécanismes de la marée noire*. Au sein de la « Concertation **Bangladesh** sur la coopération au développement et les droits de l'homme », Cordaid préside le sous-groupe consacré au domaine de la santé. Dans le cadre de la coopération avec l'ambassade, Cordaid essaie de renforcer le lien entre le système de santé au macroniveau et au microniveau, en appliquant le plan établi et en mettant l'accent sur la maternité sans risque. Active depuis quelques années, la plateforme **Guatemala** (ICCO, Hivos, Oxfam Novib, Impunity Watch et Cordaid) est axée sur les thèmes de l'impunité, des droits de l'homme et de l'exploitation minière. La plateforme entretient de bonnes relations avec le ministère des Affaires étrangères et l'ambassade du Guatemala. En 2010, plusieurs concertations ont été organisées avec le ministère sur la CICIG (Commission internationale contre l'impunité au Guatemala).

Au regard de la situation politique au **Honduras**, Cordaid et d'autres organisations ont fait appel à des partenaires importants dans la concertation avec l'ambassadeur. La création d'une plateforme Honduras est à l'étude en vue d'harmoniser la politique et les programmes.

Union européenne/Institutions et fondations internationales

Parmi les donateurs internationaux, l'UE a toujours tenu une place importante. D'où les efforts en matière d'influence sur la politique envers la Commission européenne mais aussi envers les Etats membres. La Confédération d'ONG européennes Concord joue un rôle central dans ce secteur. Cordaid préside le Concord Funding for Development and Relief Working Group et co-préside le Concord Structured Dialogue Taskforce (sur la coopération future de l'UE avec les organisations de société civile). Les deux groupes de travail ont été officiellement mandatés par les institutions européennes pour mener les négociations sur le rôle des organisations de société civile dans la politique européenne de coopération au développement.

Cordaid entame une nouvelle période stratégique, dans laquelle l'utilisation de la méthode programmatique est reconduite. L'approche multipartite et le travail dans le cadre des Communautés de changement prennent davantage d'importance, tout comme le développement et l'application de connaissances (innovantes). Tout cela demande une nouvelle structure organisationnelle, axée sur le renouvellement, le développement de connaissances et la coopération.

6.1. Processus

Le soin des personnes et celui de leur lieu de vie font indéniablement partie de la mission de Cordaid. Ces priorités se retrouvent dans le fonctionnement de Cordaid, qui applique le principe de responsabilité sociale grâce à des activités et des processus à la fois éthiques, sociaux et écologiques. Le fonctionnement de Cordaid est neutre pour le climat, grâce à l'utilisation de courant vert, la lutte contre les déplacements domicile-travail en voiture, la compensation des émissions de CO₂ provoquées par les voyages en avion et l'application de mesures d'économie d'énergie.

L'organisation Cordaid applique une politique d'investissement responsable, elle investit dans des entreprises qui conduisent une politique sociale juste, respectent l'environnement et les droits de l'homme.

Cordaid participe aux Pays-Bas à l'initiative « Transparant Prijs », qui examine le rapport annuel sous plusieurs angles. Cordaid a obtenu la deuxième place ex aequo pour son rapport annuel 2009. Le jury avait alors expliqué : « Cordaid est nommée pour la première fois, ce qui est une performance en soi pour une organisation de cette taille dont près de 1 200 partenaires appliquent les projets. Le rapport est clair, structuré et présente parfaitement les résultats des activités ».

6.2. Efficacité

La principale question en termes d'efficacité consiste à savoir si davantage de personnes peuvent être touchées avec les mêmes moyens financiers ou si les mêmes résultats peuvent être atteints avec des moyens financiers inférieurs. Méthodes de travail plus efficaces, meilleur retour sur investissement, présence d'un effet de levier, autant d'outils qui permettent d'accroître l'efficacité des contributions. La coopération avec une autre organisation peut permettre, à elle seule, de réduire les coûts de fonctionnement ou d'application des projets. Outre l'efficacité de son fonctionnement interne, Cordaid évalue également l'efficacité des partenaires et des projets.

Ratios de coûts

Le pourcentage des coûts consacrés à la collecte de fonds (25 % maximum selon la norme néerlandaise) a été fixé à 17,2 % en raison de la concurrence exacerbée pour récupérer des donateurs et des parts de marché. La réalisation s'est élevée à 11,4 % en raison du report à 2011 des investissements dans les campagnes de recrutement de donateurs.

Le pourcentage des coûts consacrés à la mise en œuvre oscillait ces dernières années entre 7,5 et 8 %. L'objectif chiffré pour 2010 était de 7,7 %. La réalisation s'est élevée à 7,6 %.

Traitement des demandes/rapports

Bien que Cordaid n'ait jamais réussi à traiter 90 % des demandes et des rapports dans les trois mois comme le voulait son objectif, l'organisation a tout de même réitéré cet objectif car il est essentiel d'offrir un feed-back rapide aux partenaires. Les mesures prises ont permis d'améliorer la situation en 2009, mais la tendance n'a pas pu être confirmée en 2010 à cause de l'agitation autour de la demande de subvention. En moyenne, 70 % des demandes/rapports ont été traités dans le délai imparti.

6.3. Gestion des risques

L'analyse des risques conduite en 2009 sur l'ensemble de l'organisation Cordaid a provoqué le lancement de plusieurs audits visant à mieux comprendre les risques et élaborer des mesures correctives.

Audit de lutte contre la fraude

L'analyse des risques a mis en lumière l'efficacité insuffisante des nombreuses mesures prises pour limiter le risque de fraude. L'audit a donc été lancé dans le but d'améliorer les mesures existantes. Deux clés ont été identifiées pour atteindre cet objectif : les employés doivent être davantage sensibilisés à la problématique de la fraude et les leçons apprises doivent être plus largement partagées. Le comptable interne de Cordaid a donné une conférence sur la sensibilisation à la problématique de la fraude pour les employés du secteur financier.

Résultats

La position adoptée par Cordaid envers ses partenaires n'est pas toujours clairement définie. Sur le papier (feuilles de route et descriptions de fonction), Cordaid semble jouer un rôle de conseil et d'accompagnement alors que dans la pratique, l'organisation semble davantage assumer une fonction de contrôle des opérations en raison des nombreuses exigences externes en matière de justification. Le monitoring des partenaires peut être amélioré, l'évaluation des risques dans le processus de demande peut être plus explicite et les directives relatives aux audits externes doivent être davantage respectées (qualité du comptable auditeur par exemple).

Un projet sera lancé en 2011 pour traiter collectivement ces sujets en créant un Cadre d'application adapté aux différents partenaires et en détaillant davantage les tâches de Cordaid.

Audit du personnel

L'analyse des risques conduite en 2009 a relevé plusieurs risques relatifs au personnel. L'analyse a également remarqué que de nombreuses mesures avaient déjà été prises pour réduire ces risques. La pression professionnelle est le principal facteur de risque identifié.

Résultats

L'audit a révélé que le rendement attendu par employé n'était pas toujours basé sur le rendement maximum possible, ce qui peut se traduire par un déséquilibre et une pression professionnelle trop importante. Plusieurs solutions sont possibles : baser le plan annuel sur le rendement maximum possible par employé et clarifier les priorités concernant les activités non planifiées. Le simple fait de noter les heures travaillées permet de rassembler des informations sur la capacité disponible et la pression professionnelle, résolvant ainsi une grande partie du problème.

6.4. Structure

La structure de l'organisation n'a subi aucune modification majeure au cours de cet exercice. Les principes et la stratégie pour la prochaine période ont néanmoins demandé l'élaboration d'une nouvelle structure organisationnelle, qui sera appliquée à compter du 1er avril 2011.

La création d'un bureau de terrain à Harare, Zimbabwe, pour les projets d'aide humanitaire a été décidée en 2010. Un bureau a également été ouvert à Haïti pour l'aide d'ur-

gence et la reconstruction.

Fin 2010, Cordaid disposait de 15 bureaux de liaison et d'opération sur le terrain, neuf en Afrique, cinq en Asie et un dans les Caraïbes.



Apprendre et améliorer/ Echange de connaissances

Cordaid veut connaître en permanence les développements liés à l'environnement des partenaires, les résultats obtenus, le feed-back des intéressés, les résultats des études/recherches et des évaluations.

Cette soif de connaissances se nourrit du feed-back des partenaires, un feed-back activement recherché. Le feed-back permet de tester les choix de politique et leur application pratique tout en facilitant la modification et le remplacement des programmes. Le feed-back est obtenu via des enquêtes de satisfaction conduites auprès des partenaires, des donateurs et des partenaires de coopération aux Pays-Bas, mais aussi via le site Internet des partenaires, les rapports et les évaluations, les déplacements et les consultations de partenaires, les réclamations formelles/informelles, les études et les enquêtes. Le système de gestion des informations, le PTS (système de suivi des performances), les évaluations, les audits internes, les évaluations externes, les visites et autres *peer references* sont autant de sources d'informations qui permettent à Cordaid d'améliorer son fonctionnement.

Cordaid dispose en outre des instruments nécessaires à la

systematisation et la diffusion des expériences et des leçons apprises. Les informations importantes sont présentées aux employés via des « déjeuners de conférence », des missions d'apprentissage internes et des *homeweeks* (où certains thèmes sont abordés pendant plusieurs jours à l'échelle du secteur/département), des organisations homologues et des partenaires (avec une utilisation croissante du site Internet des partenaires Cordaid).

Dans le cadre du nouveau plan stratégique, l'université de Twente s'est vu confier la tâche d'examiner Cordaid depuis une perspective pédagogique et de présenter des recommandations.

Le rapport d'enquête stipule : « Nous avons identifié de nombreuses missions d'apprentissage et de nombreux projets et programmes avec un caractère très pédagogique. (...) Cordaid semble réussir à générer de nouvelles connaissances puis à partager, diffuser et appliquer ces connaissances avant d'en développer de nouvelles et ainsi de suite ».

Le rapport ne néglige cependant pas de mentionner que les nombreuses missions d'apprentissage consomment beaucoup de temps et d'énergie et qu'un recentrage s'impose. Les connaissances des employés/secteurs individuels doivent également être davantage partagées (en créant une plateforme de partage des connaissances par exemple).

Cordaid entretient de nombreux partenariats à travers le monde avec des établissements d'enseignement. Aux Pays-Bas, Cordaid coopère avec le HCSS (Centre pour les études stratégiques de La Haye), les universités d'Utrecht

et Amsterdam, l'Institut Clingendael, le Kenniscentrum Religie en Ontwikkeling (centre de connaissances sur les religions et le développement), l'*Institut des Etudes Sociales de La Haye*, l'université islamique de Rotterdam, l'université de Wageningen, l'université libre d'Amsterdam, l'université de Twente, l'université de Tilburg, le KIT (Koninklijk Instituut voor de Tropen – Institut Royal pour les Tropiques), les universités de Groningue, Rotterdam et Nimègue ainsi que le Centre sur le climat de la Croix rouge.

A l'échelle internationale, Cordaid travaille notamment avec l'université américaine Notre Dame, l'Organisation Mondiale de la Santé, l'université d'Anvers, l'université de Bukavu (RD du Congo), les universités de Birmingham (Angleterre), Lucknow (Inde) et Makeni (Cameroun), les universités de Khartoum, Juba et Malakai au Soudan, les universités agricoles de Tanzanie et du Malawi ainsi que les universités de Kampala (Ouganda) et Yaoundé (Cameroun).

7.1. Linking & Learning (LL)

Les missions de linking & learning se déroulent systématiquement au sein d'un réseau d'organisations. Les partenaires sont invités à échanger leurs expériences et à participer au processus d'innovation et de développement des connaissances. Un bureau externe a examiné 40 missions d'apprentissage afin de mieux comprendre le fonctionnement de ces dernières.

L'examen a permis d'affirmer que les employés de Cordaid participent avec enthousiasme aux missions de linking & learning et que les partenaires apprécient les efforts de

Cordaid pour faciliter l'apprentissage et le tissage de liens. Tous souhaitent que se poursuivent les missions de linking & learning.

L'examen conclut néanmoins que le lien entre les missions de linking & learning individuelles et le niveau stratégique de Cordaid est insuffisant. Les missions ont une portée limitée en termes de thématique, ce qui réduit les possibilités d'échange. Les partenaires apprécient les investissements effectués dans l'approfondissement des connaissances, la création de réseaux et l'innovation, mais ils ne comprennent pas complètement les objectifs que Cordaid souhaite atteindre avec ses missions de linking & learning.

Entre 2007 et 2010, Cordaid a offert beaucoup de marge à ses employés pour développer des missions de linking & learning. L'heure est aujourd'hui venue de faire des choix, d'ancrer le linking & learning au sein des programmes et de partager plus ouvertement l'agenda de linking & learning avec les partenaires.

Toutes ces résolutions se retrouvent dans le nouveau plan stratégique. Le développement de connaissances a ainsi été intégré dans chaque programme comme (quatrième) stratégie d'intervention. « L'agenda d'apprentissage » contribue également à la clarté du programme et la cohésion entre les partenaires. Deux objectifs d'apprentissage ont été intégrés dans l'agenda pour chaque programme. Une plateforme d'échange des connaissances a été créée en interne pour partager les connaissances et favoriser l'apprentissage au niveau de l'organisation.

7.2. Evaluations de programme

Généralités

Les évaluations de programme offrent un aperçu condensé des résultats de plusieurs projets et partenaires et sont, pour cette raison, des outils indispensables d'apprentissage et d'amélioration. Les rapports d'évaluation sont distribués aux partenaires concernés. Les résumés des leçons apprises sont publiés sur le site Internet des partenaires. Les leçons apprises sont abordées en interne au sein de Cordaid mais aussi avec les partenaires et les organisations homologues, généralement sous la forme de séances d'apprentissage.

Evaluations de programme par Cordaid

L'évaluation du programme Cordaid VIH/Sida a été lancée et en grande partie réalisée en 2010. L'évaluation devrait se conclure en 2011. Les résultats provisoires sont présentés dans le paragraphe 4.8.

Fin 2010, le rapport *Produits Forestiers Non Ligneux – Programme d'échange* a été publié. Les principaux résultats et recommandations de l'évaluation sont présentés au paragraphe 4.9.

Evaluations de programme conduites avec d'autres organisations donatrices

Micro finance

Le rapport final relatif à l'évaluation des activités de micro-finance de Cordaid, Hivos, ICCO et Oxfam Novib sur la période 2003-2007 a été publié au cours de l'été 2010. Pendant cette période, les quatre organisations ont dépensé 185 millions d'euros pour la création de près de

650 organisations de microcrédit dans 72 pays. L'évaluation a conclu que les organisations d'aide au développement néerlandaises avaient contribué de façon positive au développement/renforcement d'organisations de microcrédit durables et sociales. Ces organisations ont pu grandir et se professionnaliser de manière à proposer des services financiers de qualité croissante. Elles s'adressent aux personnes pauvres actives et cherchent à stimuler la participation des femmes. Les quatre organisations de microfinance soutiennent également les réseaux et les organisations de lobbying, dont la valeur ajoutée peut contribuer à améliorer le secteur de la microfinance.

Les critiques ne manquent pas non plus : la gestion des risques, la viabilité commerciale et la gouvernance des IMF doivent faire l'objet d'une plus grande attention, tandis que la participation des femmes africaines est toujours insuffisante.

L'évaluation a débouché sur des accords de soutien et de suivi plus poussés des IMF en matière de gouvernance, de gestion financière, d'analyse des risques et de gestion de performance sociale.

Populations indigènes

En septembre, le rapport final d'évaluation des projets conduits par Cordaid, Hivos et ICCO dans six pays a été publié. Les programmes pastoraux de Cordaid en Ethiopie et au Kenya ont été évalués.

Les examinateurs ont conclu que le soutien apporté par Cordaid avait contribué à la lutte contre la pauvreté, stimulé le développement d'organisations locales et influencé de façon positive la politique menée au niveau (inter)national. Cordaid et ses partenaires ont développé

des modèles prometteurs, qui méritent d'être davantage documentés et appliqués à plus grande échelle. Cordaid a également contribué au renforcement de la position des femmes. Les partenaires de Cordaid ont joué un rôle important pour faire entendre la voix des pastoralistes dans les médias et les réunions (inter)nationales. L'évaluation a également souligné que Cordaid devait donner une place plus centrale aux questions liées à (la perte de) la terre et accorder une plus grande attention aux échanges entre les partenaires.

Développement de capacité

L'évaluation commune (Cordaid, ICCO, Hivos et Oxfam Novib) consacrée au renforcement des capacités des organisations partenaires a débouché en octobre sur un rapport de synthèse. L'évaluation, lancée à des fins pédagogiques, offre une image nuancée des processus de renforcement des capacités chez les partenaires du Sud. Pour Cordaid, les cas évalués (au Malawi et en Ethiopie) ont été jugés satisfaisants.

Les cas de Cordaid ont permis de montrer que le renforcement des capacités devait être adapté aux connaissances et aux capacités existantes et que le processus devait stimuler et renforcer l'implication et la responsabilité des partenaires du Sud.

Rétrospective

Au cours de la période stratégique écoulée, Cordaid a conduit, seule ou en coopération avec d'autres organisations, 23 évaluations de programme (dont une prendra fin en 2011). Treize évaluations de programme ont été soumises au service Inspectie Ontwikkelingssamenwer-

king en Beleidsevaluatie (Inspection de la Coopération et de l'Évaluation de la politique) du ministère des Affaires étrangères : quatre ont reçu le qualificatif « satisfaisant/bon », cinq « satisfaisant », deux « acceptable/moyen » et deux « moyen ».

7.3. Evaluations de projet

Le plan annuel faisait état de 86 évaluations de projet, il y en a eu 75. Les évaluations de projet ont été moins nombreuses que prévu en raison de la concentration par pays, indexée à la demande de subvention.

Parmi les évaluations de projets réalisées, 62 (83 %) étaient de qualité « suffisante/bonne », contre 13 de qualité « moyenne/mauvaise ».

Les 62 évaluations de qualité « suffisante/bonne » ont fait l'objet d'une analyse approfondie, à partir de l'appréciation des évaluateurs, sur la qualité du partenaire/projet évalué.

- 54 partenaires/projets (87 %) ont reçu le qualificatif « suffisant/bon » ;
- 8 partenaires/projets ont été qualifiés de « moyen/mauvais ».

L'appréciation des évaluateurs sur la qualité des 62 partenaires/projets évalués a été comparée à l'appréciation du représentant Cordaid responsable. Les appréciations étaient les mêmes dans 54 cas, le représentant Cordaid a formulé une appréciation meilleure dans 1 cas, moins bonne dans 7 cas.

Entre 2007 et 2010, 306 évaluations de projet ont été conduites, correspondant à un financement de 119 millions d'euros de la part de Cordaid. 257 évaluations (84 %) ont été jugées de qualité satisfaisante ; les appréciations sur les partenaires/projets correspondant étant positives dans 87 % des cas.

Entre 2007 et 2010, les évaluateurs du Sud ont réalisé 70-80 % des évaluations de projet, avec une légère croissance ces dernières années. En termes de qualité, les équipes du Sud n'ont rien à envier aux équipes du Nord ou aux équipes mixtes.

7.4. Evaluation Participative de l'Impact (EPI)

Cordaid travaille avec l'université de Nimègue, des partenaires et des instituts de recherche locaux à la mise au point d'une méthode d'évaluation participative de l'impact. L'analyse porte sur six projets avec des partenaires au Ghana, en Inde et au Pérou. Le groupe de recherche et le groupe témoin se composent de 2 400 ménages. Des études sont conduites pour évaluer l'impact des interventions sur la situation des ménages.

Une évaluation intermédiaire a été réalisée fin 2009/2010. Les résultats intermédiaires de l'évaluation de l'impact au Ghana ont révélé que la présence de prestataires de soins diocésains a contribué à la baisse des pratiques de soins traditionnelles au profit de méthodes de soins formelles et à la baisse des dépenses liées à l'automédication. En Inde, le partenaire est parvenu à stimuler l'intégration des petits agriculteurs dans le marché, avec une augmentation des

revenus à la clé et une plus grande place pour les femmes dans la vie économique.

Cordaid est consciente des avantages de l'EPI (mesure de l'impact basée sur des faits, augmentation de la capacité de recherche locale, renforcement (potentiel) de la responsabilisation descendante) et de ses limites. Les systèmes/structures et les rapports de force ne sont pas pris en compte, les groupes témoins sont difficiles à définir d'un point de vue technique, l'EPI exige un niveau de recherche (trop) élevé et les résultats sont difficiles voire impossibles à généraliser. Les coûts sont très importants et la procédure demande énormément de temps. L'EPI est un instrument très efficace pour les interventions-pilotes, mais elle est moins adaptée pour mesurer l'impact réel d'un programme, surtout dans le cas d'interventions complexes sur plusieurs niveaux.

7.5. Cas de fraude

En 2010, 15 cas de fraude (présumée) ont été relevés. Dans onze cas, l'enquête est toujours en cours. Dans deux cas, la fraude a été écartée et dans deux autres cas, la fraude a été confirmée par une enquête. Tous les cas de fraude sont réglés conformément aux procédures en vigueur au sein de Cordaid.

Sur l'ensemble de la période stratégique, 51 cas de fraude (présumée) ont été relevés, ce qui représente 1,4 % des 3 517 financements octroyés pendant cette période. A la fin 2010, 24 cas de fraude étaient avérés, 7 avaient été écartés, le statut « fraude présumée » s'appliquait toujours

à 6 projets/partenaires, car les différents audits n'avaient pas pu apporter la preuve irréfutable de la fraude. 14 enquêtes de fraude sont toujours en cours.

1

Annexe

Résumé des pays de concentration, des programmes et des dépenses

(en millions d'euros et sans tenir compte des sommes inférieures à 100 000 euros, ainsi que des dépenses à l'échelle continentale, néerlandaise ou mondiale).

Afrique	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total €
République centrafricaine					0,7	0,3					1,0
Ethiopie	0,3	0,7		0,9				0,3	1,1		3,3
Ghana						1,4				0,3	1,7
Burundi, RD du Congo et Rwanda		0,5	0,7		2,9	10,8		8,5			23,4
Cameroun		0,2				0,9	0,3		0,3		1,7
Kenya	1,4	1,2		0,4			0,3		0,3		3,6
Malawi				0,7		0,3		1,5	0,4		2,9
Nigeria	0,9	0,7	0,3								1,9
Ouganda				1,0		0,4	0,4		0,4	0,5	2,7
Sierra Leone			0,5			0,6	0,8			1,6	3,5
Soudan					2,7						2,7
Tanzanie	0,7					0,8			2,7	0,2	4,4
Tchad					0,7						0,7
Zambia				0,2		0,7			0,7	0,5	2,1
(Zimbabwe)				0,5	0,5						1,0

Explication : le programme 4 ne concerne que les partenaires du secteur de la Prévention des désastres

1. Minorités
2. Habitants des bidonvilles
3. Femmes et violence
4. Prévention des désastres et aide d'urgence
5. Réconciliation et reconstruction
6. Accès aux soins de santé
7. Soins des groupes vulnérables
8. VIH/Sida
9. Petits producteurs
10. Microfinance

Asie	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total €
Bangladesh				1,7		1,5	1,0				4,2
Philippines	0,4						1,1		0,5		2,0
Inde	1,9			0,8			1,1		1,3	1,0	6,1
Indonésie	2,2		0,8	2,1				0,3	0,7	1,3	7,4
Sri Lanka	1,0				1,9						2,9
Vietnam	0,2									1,2	1,4
Afghanistan					1,7						1,7
Territoires palestiniens et Israël (Pakistan)					1,2						1,2
				3,2	1,1						4,3
Amérique latine	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total €
Bolivie									0,4	0,8	1,2
Colombie			1,6		1,5						3,1
Pérou			0,3						0,8	0,4	1,5
Haïti				25,6	1,8						27,4
Surinam	0,3										0,3
Région d'Amérique centrale (Salvador, Honduras, Guatemala)	1,8	1,0	0,6	0,2					1,3	0,9	5,8

Explication : le programme 4 ne concerne que les partenaires du secteur de la Prévention des désastres

1. Minorités
2. Habitants des bidonvilles
3. Femmes et violence
4. Prévention des désastres et aide d'urgence
5. Réconciliation et reconstruction
6. Accès aux soins de santé
7. Soins des groupes vulnérables
8. VIH/Sida
9. Petits producteurs
10. Microfinance

